

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13880 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- MERCREDI 13 SEPTEMBRE 1989

« Coup de colère » en Norvège

Les deux vieux grands partis norvégiens - travailliste et conservateur - viennent de subir un échec cinglant aux élections législatives du lundi 11 septembre. Ils perdent respectivement environ 8 % et 8 % de leurs électeurs. Le responsable en est le Parti du progrès, un mouvement populiste qui séduit tous les mécontents, à droite comme à gauche. Son succès est lié d'abord à la personnalité de son chef de file, Carl I. Hagen. Cet homme de quarante-cinq ans, plutôt sympathique, ne manque pas de talent oratoire, et il marque des points chaque fois qu'il apparaît sur le petit écran. Ce n'est pas le cas des autres acteurs de la vie politique norvégienne.

Le trouble-fête progressiste entre en force au Parlement d'Oslo : avec près de 13 % des voix, il décroche 21 sièges sur 185, soit le bagatelle de 19 de plus que dans l'Assemblée sortante. Reste à voir maintenant si ces députés auront une véritable influence politique au cours de la prochaine législature ou s'ils devront se contenter de mettre un peu d'animation dans les débats. Tout laisse penser que les autres partis vont passer un accord tacite entre eux pour mettre au piquet Carl I. Hagen et ses amis.

Le populisme est un phénomène récurrent en Scandinavie. Il s'apparente beaucoup plus au poujadisme de naguère et à certains aspects « ultra-libéraux » du rassemblement qu'à l'extrême droite française ou allemande. Sa naissance remonte à une quinzaine d'années, au Danemark, où un avocat russe, M. Mogens Gistrup, avait séduit, un soir, les télé-spectateurs en expliquant qu'il ne payait pas une couronne d'impôt sur ses revenus. Et ce, le plus légalement du monde, en exploitant toutes les ficelles de la législation. Ces déclarations lui valurent un succès retentissant.

Quelque temps plus tard, en Norvège, Anders Lange, l'imitait et promettait, lui, entre autres fantaisies, une bouteille d'aquavit gratuite par semaine à tous les ouvriers ! A peu près à la même époque en Finlande, un certain Veljo Vennamo fondait le Parti rural, pour défendre le « petit peuple ».

Ces mouvements connaissent des fortunes diverses. Généralement, une crise économique, l'instabilité parlementaire ou l'aggravation du chômage leur profitent. C'était le cas justement en Norvège. Le gouvernement travailliste n'a pas tenu ses promesses électorales, en particulier sur l'emploi et la santé publique. Les « bourgeois » se chamaillent dès qu'ils doivent gouverner ensemble. Pour Carl I. Hagen, c'était un terrain idéal.

Il a aussi habilement pimenté sa campagne par de cinglantes attaques contre la société du bien-être, la politique d'accueil des réfugiés et les jeunes d'aujourd'hui « qui veulent tout avoir sans travailler ». Les Scandinaves sont des gens posés. Mais ils aiment bien « piquer une colère » de temps en temps. Dans quatre ans, aux prochaines élections, ils se seront peut-être calmés...

(Lire page 4 l'article de FRANÇOISE NIETO.)

M 0147 - 0913 0 - 4,50 F



3790147004500 09130

Après le passage à l'Ouest de plus de dix mille réfugiés de RDA

L'URSS hausse le ton vis-à-vis de la RFA

M. Ligatchev, le chef de file des conservateurs, se rend à Berlin-Est

L'URSS est brusquement intervenue dans l'exode des réfugiés est-allemands à travers la Hongrie en annonçant le départ, mardi matin 12 septembre, pour Berlin-Est, en « visite de travail », de M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique et considéré comme le chef de file des conservateurs au sein de la

direction soviétique. Auparavant, l'agence Tass avait sensiblement durci le ton. Rappelant que la RDA est « notre véritable amie et notre alliée », l'agence mettait en garde certains milieux ouest-allemands contre « une mise en cause du « statu quo » de l'après-guerre ». On note

toutefois qu'aucune critique n'est dirigée contre la Hongrie.

A Vienne, on estimait, mardi matin, à plus de dix mille le nombre des ressortissants est-allemands qui avaient franchi la frontière austro-hongroise depuis dimanche soir. Huit mille d'entre eux se trouvaient déjà en RFA.

Fractures

L'agence de presse officielle est-allemande ADN a accusé lundi 11 septembre la RFA d'avoir « débauché » des milliers de citoyens est-allemands en Hongrie, lors d'une opération « sans précédent dans la vie internationale ».

En l'absence d'une réaction du ministère est-allemand des affaires étrangères, l'agence de presse a repris lundi soir les accusations qu'elle avait portées dimanche à l'encontre de la RFA. « Les représentants de Bonn ont utilisé l'attitude hongroise à leurs fins antisocialistes et revanchardes (...). », ce « coup » de la RFA est « un

(Lire la suite page 3.)

Des Allemands chez eux

PASSAU
de notre envoyée spéciale

Sur les plaques de leurs voitures, ils ont tous gratté ou recouvert d'autocollants le premier « D » et le « R » de DDR. Ils ont par ce geste aboli toute allégeance à la RDA. Ils sont allemands, c'est tout. Ils sont chez eux. Depuis l'aube du lundi 11 septembre, depuis que la Hongrie a ouvert les vannes de ses réservoirs de réfugiés est-allemands, ils arrivent par les postes-frontières bavaroises, après avoir traversé l'Autriche au volant de leurs automobiles déginglées, rouillées,

fumantes et pétaradantes qui resteront l'image symbole de cet exode sans drame.

Les autorités ouest-allemandes, dans leur grande sollicitude, sont allées jusqu'à recommander aux stations-service de RFA de se munir du carburant particulier, mélange d'huile et d'essence, qui seul peut faire avancer les fameuses Trabants.

Et, en cette nuit de lundi à mardi, au poste de Suben, près de Passau, la cohorte des réfugiés mobilise encore plusieurs dizaines de douaniers affaiblis.

CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 3.)

Le gouvernement prudent, le PS réservé, l'opposition nouée

La politique à petits pas

Seize mois après la réélection de François Mitterrand, la nomination de Michel Rocard et l'entrée au gouvernement de personnalités symbolisant l'ouverture, un constat s'impose : la politique est presque en panne ; elle n'avance qu'à petits pas.

par Jean-Marie Colombani

L'agitation estivale des uns et des autres ne saurait faire illusion. Plus imperméables désormais que celles de l'Est européen, les frontières partisanes classiques sont toujours là, à quelques mètres carrés près. Cet immobilisme attristant s'accompagne, pour la classe politique, de deux découvertes : d'une part, il lui faut s'installer dans un rythme lent et long ; d'autre part - c'est sans doute la grande « révélation » des universités d'été, - les législatives auront lieu... avant la présidentielle !

Au premier rang des facteurs de cette incapacité à accorder les frontières du paysage politique aux aspirations d'une société « moderne », se trouve celle du PS à s'installer dans la position qui devrait être la sienne : celle d'un pivot de la vie politique, à l'image du PSOE (le Parti socia-

liste espagnol), autour duquel s'ordonnent les majorités.

Loin d'approcher les 40 % des suffrages exprimés qui lui seraient nécessaires, le PS est « tombé » à 23,6 % aux élections européennes, tournant ainsi le dos à ce qui aurait dû être son objectif stratégique. Les socialistes ont certes retrouvé les charmes du gouvernement, mais ils sont loin du niveau de représentativité qui leur permettrait de ne compter que sur leurs propres forces pour se maintenir au pouvoir.

Le second facteur d'immobilisme est d'ailleurs lié à l'attitude du PS : il tient à la faiblesse de l'ouverture. Celle-ci repose certes sur des personnalités de qualité ; mais elle ne s'est pas traduite par un élargissement de la majorité. Le gouvernement n'a pas une majorité parlementaire stable. Il est contraint, à chaque scrutin important, de négocier sa survie. Cette situation ne déplaît sans doute pas au chef de l'Etat, qui y trouve un moyen de « contenir » le premier ministre. Mais elle impose à ce dernier une gymnastique périlleuse.

Assurément, les socialistes ne sont pas seuls responsables. Les centristes figurent en bonne place dans le refus du mouvement. Leur stratégie d'autonomie a été battue en brèche du fait du score

de la liste Veil (8 %), qui en soit n'est pas négligeable, mais qui a été vécu comme un échec. Il n'en fallait pas plus pour les convaincre de la nécessité d'un retour à droite, engagé pourtant avant même l'entreprise européenne.

Les rénovateurs de l'opposition n'ont pas davantage réussi à déplacer, sinon à franchir, les frontières. Après avoir raté le coche des européennes, où ils étaient en phase avec l'opinion, et pratiqué un double jeu fort peu « moderne » - M. M. Millon et Noir donnant l'accroche à Simone Veil le jour même où ils annonçaient leur coprésidence du comité de soutien à la liste Giscard - les rénovateurs sont rentrés dans le rang : M. Séguin a fait allégeance à M. Chirac, M. Carignon a retrouvé le giron RPR en créant son propre courant, etc.

Même si M. Michel Noir continue d'affirmer qu'ils se manifesteront en qualités lors de la discussion budgétaire, les rénovateurs eux-mêmes paraissent bel et bien menacés d'éclatement ; leur tentative de sortie semble avoir été étouffée dans l'œuf.

Enfin, le maintien du Front national à un haut niveau d'audience, malgré une couleur de plus en plus brune, ne change pas fondamentalement la donne.

(Lire la suite page 6.)

Le rapport Prada remis à M. Rocard

Arrimer la Corse au continent



Lire page 8 l'article de CORINE LESNES

La police de Vichy en procès

M^{re} Serge Kiersfeld et Charles Libman, agissant au nom de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, ont fait connaître, mardi 12 septembre, leur intention de déposer plainte, mercredi, contre René Bousquet, qui eut, durant une bonne partie du régime de Vichy, la haute main sur la police française. Cette plainte se fonde sur un fait nouvellement connu - l'annulation fin août 1942 par René Bousquet de plusieurs dispositions réglementaires mettant à l'abri des rafles de certaines catégories d'enfants juifs.

(Lire page 9 l'article de LAURENT GREILSAMER.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Ne plus mourir aveugle

Dans l'œil du myope

Les messagères d'avant le Soleil

Météorologie :

le souffle de Pean

Les berceaux de Babel

Pages 17 à 19



DANIEL RONDEAU

Les Tambours du monde

ROMAN

Les Tambours du monde

GRASSET

La lutte contre le trafic de drogue

Une conférence de l'ONU à Vienne réunit des experts d'une centaine de pays

Une conférence intergouvernementale des Nations unies sur la drogue se tient depuis le 11 septembre à Vienne, en Autriche. Elle réunit des policiers, des experts judiciaires et des responsables douaniers d'une centaine de pays, dont la France, pour la première fois, l'Union soviétique. M. Monica de Greiff, ministre colombien de la justice, est attendu à la conférence ainsi que M. Pierre Joxe, ministre français de l'Intérieur, qui y représentera la CEE — dont la France assure actuellement la présidence — et qui se rendra à Vienne pour la dernière journée des travaux. La conférence devrait prendre fin vendredi 15 septembre par l'adoption de plusieurs recommandations.

Cette conférence intergouvernementale, dont l'objectif est d'élaborer « une stratégie à long terme de formation à la détection et à la lutte contre le trafic », est la seconde qu'organisent les Nations unies. Une convention contre le trafic des stupéfiants rédigée sous l'égide de l'ONU a déjà été signée par soixante et onze pays, mais un seul des signataires l'a jusqu'à présent ratifiée.

La conférence de Vienne se réunit au moment où, devant l'échec des

politiques antidrogue menées jusqu'à présent, s'ouvre dans plusieurs pays occidentaux un débat sur une éventuelle légalisation de la vente des stupéfiants. Elle se tient également au moment où plusieurs pays, dont la France, prennent fermement position contre le trafic de drogue. M. Pierre Joxe, ces derniers jours, a effectué deux rapides voyages au Koweït et à Malte pour vendre les techniques et les équipements français en matière de sécurité et de maintien de l'ordre à ainsi réaffirmer la détermination française à renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et les stupéfiants.

Pour le chef de la délégation mexicaine, M. Javier Cuello Trejo, qui a été élu à la présidence de la conférence, il ne faut pas établir une « géographie de la culpabilité ». « Les victimes sont tous nos peuples », a-t-il ajouté avant d'affirmer que « la police ne peut pas tout résoudre. Il faut une politique moderne et efficace, une politique familiale et sociale ».

G. M.

COLOMBIE : dans l'attente du soutien des juges et des députés

Le gouvernement poursuit son combat contre les « narcos »

Le gouvernement colombien continue son offensive contre les « narcos ». Alors que le couvre-feu a été prorogé, lundi 11 septembre à Medellín, où un ancien maire, Pablo Pelaez Gonzalez, a été assassiné, des troupes ont été envoyées pour la première fois dans la région de Puerto Boyaca, sur le cours du Magdalena, considérée comme le quartier général des milices armées travaillant pour le cartel de Medellín. Plus de quarante propriétés ont été perquisitionnées et occupées.

L'armée commence à manquer d'effectifs pour ces occupations et les milieux politi-

ques s'inquiètent de savoir si l'action du gouvernement sera relayée par la Cour suprême et le Parlement. La Cour pourrait, en effet, casser certains décrets présidentiels, notamment ceux concernant les expropriations. Les députés ont été invités par le gouvernement à transformer en « lois permanentes » les mesures exceptionnelles prises pour lutter contre la Mafia. Le ministre colombien de la justice, M. Monica de Greiff, est pour sa part resté lundi à Bogotá, où elle a eu, après son voyage à Washington, un long entretien avec le président Barco.

Aux Etats-Unis, alors qu'on commençait les auditions du trésorier présumé du cartel extradié la semaine dernière, Eduardo Martinez Romero, la Maison Blanche a tenu à préciser que l'utilisation de forces américaines dans d'éventuels combats n'était pas envisagée dans le cadre du plan de lutte antidrogue. Cette mise au point fait suite à un article du Washington Post de samedi, où il était fait état d'une clause secrète du plan, permettant l'engagement des forces américaines.

BOGOTA de notre envoyé spécial

Le jour où la presse colombienne a annoncé l'extradition de Martinez Romero, le « laveur de dollars » du cartel de Medellín, il y avait des gens, dans la rue, qui exprimaient leur désaccord : « On poursuit ces gens-là, disaient une femme devant un kiosque à journaux, mais ils font travailler le pays ! » Bien des Colombiens partagent cette conviction, même si l'attitude devant les

extraditions a changé depuis que les « extraditables » ont commencé leur campagne de terreur : 63 % des personnes interrogées y seraient désormais favorables, selon le quotidien *El Tiempo*, alors que 65 % y étaient opposés il y a six mois.

A Medellín, des universitaires démontrent, chiffres à l'appui, que la ville et sa région ont reçu une impulsion décisive à partir des

L'argent de la Mafia

années 70 grâce aux narcodollars. « L'argent sale » alimente le marché noir des devises et assure au pays une partie de ses réserves de change. Il est répandu dans de nombreux secteurs de l'économie. Sans lui, dit-on, la Colombie n'aurait pas obtenu, ces dernières années, l'un des meilleurs taux de croissance de la région.

Les parrains de Medellín ont investi, de préférence, dans la terre, en particulier dans l'élevage — penchant attribué par les connaisseurs à leurs origines « prolétaires ». Ils dominent pratiquement la production de viande et de lait et occupent les meilleures surfaces agricoles : la vallée du Magdalena, celle du Sinú, dans le département de Córdoba, la région basale d'Urabá, le département de Cesar.

Outre les pâturages, ils ont une gamme de placements diversifiés, comme la police l'a constaté en examinant les fiches de la société de gestion que Rodriguez Gacha — l'un des « capos » du cartel — avait installée dans un immeuble d'affaires de Bogotá pour administrer ses biens. De l'agroalimentaire aux transports, en passant par le tourisme et l'immobilier, la Mafia dispose de nombreux secteurs pour « laver » ses profits. Ses achats massifs ont fait monter le prix de la terre et du maître carré habitable. « L'argent sale », a chassé « l'argent propre » et alimenté les accusations sur la perversité du développement favorisé par les narcodollars.

Le football, les bonnes œuvres...

L'autre cartel de la drogue, celui de Cali — moins terroriste, plus discret — investit surtout ses bénéfices dans le commerce. Il possède une chaîne de pharmacies et une autre de supermarchés. « Il vend les bonnes et les mauvaises drogues », dit Jorge Child, auteur de plusieurs livres sur la Mafia. Deux des dirigeants du cartel, les frères Rodriguez Orejuela, parrainent le club de football America, l'un des plus connus du pays, dont le siège a été récemment perquisitionné par l'armée.

On trouve les « narcos » et leur argent dans neuf des quatorze clubs de football colombiens, ainsi que dans le cyclisme, la boxe, etc. « Cela leur donne une certaine popularité », dit Jorge Child. Ils sont présents également dans les maisons de jeu, les agences de voyages, l'hôtellerie. L'île de San Andres, dans les Caraïbes — zone franche et centre de villégiature privilégié — est considérée comme un de leurs fiefs. En revanche, ils ne semblent pas avoir pénétré les secteurs agricoles traditionnels, tels que le café, ni l'industrie. Il y aurait même, à en croire les spécialistes, antipathie foncière entre les anciennes fortunes bâties sur le sucre et le café, le textile et la bière, et celles qui ont surgi ces vingt dernières années du trafic de cocaïne.

Entre bons et mauvais riches, on ne frayerait pas facilement, bien que l'utilisation d'hommes de paille permette, en sous-main, de nombreux mariages d'intérêt. Preuve que les apparences sont sauvegardées dans la bonne société : à Cali, l'un des chefs du cartel, José Santacruz Londoño, s'est vu refuser l'accès au club le plus chic de la ville. De dépit, il en a fait construire une réplique dans l'une de ses propriétés.

Voilà qui explique sans doute, dans les communiqués des « extraditables », les allusions fréquentes à l'« oligarchie », désignée comme un ennemi potentiel, au même titre que les juges et les journalistes.

Les narcodollars servent parfois aux bonnes œuvres. Envisagé, dans la banlieue de Medellín, n'est pas seulement le Wall Street de la poudrière blanche, l'endroit où se fixe son prix : c'est aussi une commune modèle, avec ses rues propres, ses logements sains, ses salaires assurés de recevoir, le cas échéant, une assurance-chômage, car Pablo Escobar, le maître des lieux, a créé une compagnie à cette intention.

On dit que l'université franciscaine de Buenaventura, sur la côte Pacifique, doit ses ordinateurs et son matériel ultra moderne aux géné-

PATRICE CLAUDE.

Flambée de toxicomanie en Suisse

Les « Junkies » de la Platzspitz

BERNE de notre correspondant

A Berne, des drogués se piquent sous les murs du palais fédéral, siège du gouvernement et du Parlement. Sous l'œil attentif d'un passant médusé, sur un banc du jardin qui surplombe l'Aar, la rivière qui traverse la capitale fédérale, un couple d'adolescents, le regard perdu et les mouvements fébriles, prépare en public en toute quiétude une dose injectable.

Il ne sont pas les seuls à se donner ainsi en spectacle, sans nullement s'en préoccuper, à l'abandonnement de visiteurs américains de passage, qui jurent leurs grands dieux que, débarquant de Los Angeles, ils n'ont jamais vu pareille chose nulle part.

D'abord le fléau avait touché le Jardin anglais à Genève. Vint ensuite Zurich et se Platzspitz, derrière la gare. Berne maintenant, l'autre cité de loi et d'ordre qui se veut un paragon de vertu à l'usage de tous les citoyens et qui se met au diapason du modernisme en offrant au jeunes toxicomanes un endroit où se retrouver et se piquer, à l'abri de la contagion, derrière la place la plus célèbre de la ville. Berne, qui offre un local d'accueil à proximité de la cathédrale pour se procurer des seringues et des préservatifs. Du jamais vu !

Devant l'ampleur d'un problème qui visiblement les dépasse, les

élus suisses, héritant entre lacharme et répression, ne savent plus à quel saint se vouer. Les partisans d'une répression sans faiblesse s'opposent à ceux d'une aide persévérante aux toxicomanes. Les uns parlent d'une montée de la délinquance ; les autres rétorquent qu'il suffirait d'une meilleure volonté pour loger et secourir les marginaux en détresse.

Que les « trips » se passent bien...

Autre nouveauté, un syndicat des drogués vient de se constituer à la mi-juin à Bâle, avec des sections à Bienne et à Zurich. Ses fondateurs se sont fixés pour but de défendre les intérêts et les droits de leurs adhérents. Ils comptent s'affilier au Junkie-Bund, dont le siège est à Amsterdam, où cette organisation, devenue respectable, cherche à faire entendre la voix des principaux intéressés dans l'élaboration de politiques officielles les concernant. En Suisse, on n'en est pas encore là, mais ardeurs et adhésions au syndicat espèrent que leur arrivée sur la scène locale créera un choc salutaire permettant d'établir un dialogue réel entre édiles et laissés-pour-compte d'une société saine et confortablement installée dans ses certitudes.

En attendant, les volontaires se relaient pour porter secours à ceux qui ont fini par devenir les « per-

sionnaires » de la Platzspitz de Zurich. L'antenne médicale d'urgence est fidèle au poste dans le parc, prête à intervenir à tout moment pour prendre en charge les victimes de surdoses et veiller à ce que les « trips » se passent aussi bien que possible. Le personnel chargé de la prévention est lui aussi sur place, prêt à prodiguer le réconfort à qui veut bien en demander et le bus aménagé pour favoriser les contacts reste ouvert à tous.

Les forces de l'ordre, cependant, sont moins placides qu'apparaissent et les vérifications d'identité méticuleusement effectuées se sont multipliées ces derniers temps, éveillant une grogne certaine parmi les toxicomanes, habitués ou passants de la Platzspitz.

Respect sourcilieux de la loi

La police, elle aussi, donne des signes d'impatience, et des rumeurs circulent avertissant qu'elle ne saurait tolérer encore longtemps cette impression d'être narguée par des marginaux en infraction caractérisée de la loi. Début juillet, elle avait arrêté deux jeunes drogués qui ont fini par avouer avoir jeté vivant, ballonné, pieds et poings liés dans la Limmat, un toxicomane de vingt-trois ans retrouvé noyé. Intervenant pour la deuxième fois en deux mois, la police a procédé le 23 août à plus de deux cents

contrôles d'identité, identifiant une jeune fille de quinze ans habituelle des drogues dures.

Devant le spectacle déconcertant d'une fraction de la jeunesse tombée dans les filets de la dépendance — par réaction peut-être aussi contre une société trop policoise, rapée et fière de l'être, — la réponse du législateur reste très ambiguë. L'Office fédéral de la santé a lancé un pavé dans la mare en proposant la dépénalisation de la consommation et le renforcement de la lutte contre la drogue.

Dans ce pays viscéralement attaché à la légalité et au respect sourcilieux de la loi, c'est un professeur bernois de droit pénal, M. Hans Schütz, qui pourrait avoir le dernier mot, en illustrant à merveille le dilemme de l'autorité : « La consommation de stupéfiants est certes une infraction. Mais l'assistance à une infraction n'est pas punissable ».

Autrement dit, il est bel et bien illégal de se piquer, même sur la Platzspitz à Zurich, sur les marches du palais fédéral à Berne, ou au Jardin anglais de Genève, mais travailleurs sociaux bénévoles, médecins et autres « pays » ont le droit de les aider puisque leur action ne tombe pas sous le coup de la loi.

Reste à savoir si cet exercice de haute acrobatie suffira à faire tomber les tabous et à dépassionner un débat qui a sans doute encore de beaux jours devant lui.

JEAN-CLAUDE BUNHER.

ITALIE

Une nouvelle loi va renforcer la répression

ROME de notre correspondant

Au moment où le président George Bush lance l'Amérique dans une nouvelle croisade contre la drogue, un vent de rigueur s'abat sur l'Italie. Depuis lundi 11 septembre, la détention préventive est portée par décret spécial de douze à dix-huit mois. Jeudi prochain, le gouvernement présentera au Parlement une nouvelle loi antidrogue parmi les plus sévères d'Europe. A l'origine de ces deux mesures, le sentiment d'urgence nationale installé dans l'opinion publique italienne par le nouveau président du conseil, M. Giulio Andreotti. Et la dure réalité des faits...

Trois fois plus de morts par overdose qu'en France : 607 exactement depuis le début de l'année et 804 en 1988. Le fait est peu connu, mais proportionnellement, les victimes des drogues dures sont nettement plus nombreuses en Italie qu'aux Etats-Unis. Plus que tout autre pays, la péninsule a donc des raisons d'être sensible au « plan Bush ». Approuvé des deux mains par le Vatican, dont l'organe officiel, *L'Osservatore romano*, profitait, samedi dernier, de l'occasion pour dénoncer « l'individualisme bourgeois » responsable, selon lui, de la « permissivité » qui a produit le fléau, le discours antidrogue du président américain, la semaine der-

nière, a été diffusé *in extenso*, le même jour, par le RAI.

LA principale innovation du projet de loi que doit présenter jeudi M. Rosa Russo Gervolino, ministre (DC) des affaires sociales, est qu'il ne sera plus question dorénavant de tolérer même la consommation occasionnelle de haschisch ou de marijuana. La loi de 1975, qui demeure pour l'instant en vigueur, prévoyait la tolérance, trop vague, dite de la « quantité modique » et s'étendait à toutes les substances, douces comme dures. Appréhendé combattit par les communistes, les radicaux et, *grasso modo*, par toute l'intelligentsia de gauche, le nouveau texte gouvernemental introduit désormais la notion dite des « 24 heures de dose ».

Celle-ci reste à définir. Mais un rapport du conseil supérieur de la magistrature ayant établi à 0,15 gramme d'héroïne et à 2 grammes de cocaïne la consommation quotidienne des personnes « accros », à ces substances, il est probable que les quantités retenues par la loi seront proches de ces chiffres. Jusqu'à maintenant, les personnes en possession d'une « quantité modique » — qui pouvait aller, selon les juges, jusqu'à plusieurs centaines de grammes de drogue dure — ne risquaient pas grand-chose. Détenues, arrêtées avec une simple dose de « 24 heures », les consommateurs se verraient automatiquement privés de leurs papiers personnels (passport et permis de

conduire) pour une période de deux à six mois (trois mois maximum pour le chantage indien et ses dérivés).

Quant à la vente ou à la distribution gratuite de drogue — limitée à une dose « personnelle » — elle sera passible de deux à six ans de prison et d'une amende de 25 000 à 100 000 francs. Pour les quantités supérieures : huit à vingt ans de prison contre quatre à cinq ans aujourd'hui et une amende de 250 000 à 2,5 millions de francs. Le Parti socialiste de M. Bettino Craxi, qui avait rejeté le projet de loi présenté par le gouvernement en octobre dernier, réclame encore plus de sévérité, et notamment la perpétuité pour les trafiquants professionnels.

La justice débordée

En revanche, beaucoup d'intellectuels, y compris ceux qui ne soutiennent pas le combat « antiprohibitionniste » de la ligne du même nom (mouvement qui dispose d'un fin italien au Parlement européen et qui préconise la légalisation des drogues pour diminuer le petit banditisme et priver la Mafia de ses énormes revenus), font valoir que les nouvelles mesures présentent au moins deux dangers : contre les libertés individuelles d'abord et contre l'appareil de justice ensuite, qui risque, selon eux, « l'implosion pure et simple ».

300 000 héroïnomanes, 50 000 adeptes de la « coke » et 1,8 million de consommateurs réguliers de chanvre indien sont selon les formes. Telle serait, toutes les semaines, l'étendue du marché italien. Si l'on suit qu'avec la loi actuelle, jugée par trop « libérale », les policiers ont arrêté 16 000 « drogués » pour les seuls huit premiers mois de l'année, et si l'on rappelle que les prisons contiennent déjà 38 000 détenus — pour une capacité théorique de 30 000 places, — et que plus de la moitié d'entre eux n'ont pas encore été jugés, on peut légitimement se demander comment les autorités entendent résoudre la quadrature du cercle...

La justice italienne n'est pas nouvelle, croque littéralement sous la charge. Une « affaire » met en moyenne 477 jours avant d'aboutir devant un tribunal et la Cour de cassation est submergée par les recours en attente : 37 000 civils et 38 000 pénaux pour la seule année dernière. Le retard est si énorme qu'il est à l'origine du décret spécial d'extension des peines préventives pris lundi par le gouvernement. On s'est en effet aperçu que plusieurs milliers de véritables criminels — kidnappeurs, assassins, mafiosi — étaient relâchés chaque année simplement parce qu'entre l'arrestation et l'appel de la sentence, le délai légal de préventive était échu...

PATRICE CLAUDE.

سكان الامل

Europe

L'arrivée massive de réfugiés est-allemands en Bavière

Les Allemands chez eux

(Suite de la première page.)
Ce sont les Trabant, ces minuscules voitures pour bandes dessinées rétro, qui beaucoup plus que leurs occupants ont fait l'émigration de réfugiés d'un autre monde.
Une d'elles vient s'évanouir devant le guichet de la douane, et les garde-frontières, empressés, se mettent en devoir de la pousser pour lui arracher encore quelques kilomètres, jusqu'au camp d'accueil des réfugiés le plus proche. Une autre a rendu l'âme trop tôt, en Autriche, et est arrivée remorquée au bout d'une corde pendant 200 kilomètres par la voiture d'un énergique Allemand de l'Ouest.

Il y a celles qui trahissent la préméditation, bourrées à craquer, l'arrière trainant par terre, et parmi ce fatras un jeune couple, plusieurs enfants blonds et même parfois encore un frère ou un ami qui aura voulu, lui aussi, tenter sa chance à l'Ouest. Il y a celles, presque vides, qui révèlent la hâte et l'improvisation du départ. Les cerneaux sous les yeux de leurs occupants révèlent qu'ils commencent tout juste à se rendre compte qu'ils viennent de jouer leur vie sur un coup de tête.
Il y a ces carcasses pathétiques qu'un patient bricolage a affublées d'une batterie de phares comme une figure de proue à la gloire de l'automobile - fit-elle la plus ringarde - et dont sortent le plus souvent des petits couples bien mis qui ont déjà appris ces derniers jours en Hongrie

d'accueil et, jusqu'à une heure avancée de la nuit, à attendre les premiers des soixante-cinq autobus affrétés par la Croix-Rouge autrichienne pour amener de Hongrie ceux qui n'ont pas de Trabant.

A voir la première famille sortir du premier car, un jeune couple vieillissant avec une grappe d'enfants, suant la pauvreté, plissant les yeux sous les projecteurs, on s'est dit que la RDA n'avait pas encore réussi à abolir toutes les distinctions sociales.

Les habitants de Passau avaient apporté des ballons, des fleurs, du chocolat, des régimes entiers de bananes, gentille attention, car nul ici n'ignore la pénurie de bananes en RDA. L'émotion était grande. Un ministre était venu de Bonn. Le maire demanda aux badauds de s'écarter « pour laisser passer nos compatriotes », puis, des larmes dans la voix, prononça un bref discours dans lequel il souligna que l'aspect matériel des choses n'était pas tout et affirma qu'il comprenait bien, pour ceux qu'il accueillait, la douleur d'avoir laissé des êtres chers « de l'autre côté ».

Le ministre, lui, dit sa conviction que la RDA en viendrait elle aussi, tôt ou tard, à une politique

Des « émigrés » jeunes et qualifiés

Largement positives pour l'économie ouest-allemande, les conséquences de l'exode des jeunes Allemands de l'Est vers la RFA seront, en revanche, très négatives pour l'économie de la République démocratique allemande. La Hongrie confirme sa dérive vers l'Ouest et pourrait pour sa part en tirer quelques bénéfices financiers.

L'Allemagne de l'Ouest manque de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs (le bâtiment notamment). Son économie souffre d'un vieillissement de la population, menaçant la santé financière de son système de retraite. Enfin, déjà bien équipés, les Allemands de l'Ouest ne consomment pas toute la production de leur industrie, ce qui se traduit par des excédents commerciaux gigantesques et constamment dénotés par les partenaires du pays, les États-Unis en particulier.

L'arrivée de jeunes Allemands de l'Est en Allemagne fédérale va permettre à Bonn de résoudre partiellement ces trois difficultés. Après avoir accueilli 40 000 citoyens de RDA l'an dernier, la RFA a déjà vu arriver quelque 70 000 depuis le début de

cette année. Malgré les deux millions de chômeurs que compte la RFA, les nouveaux arrivants ne devraient pas rencontrer de difficultés excessives pour trouver du travail. Ils sont en général qualifiés, leur qualification correspondant aux besoins des industriels ouest-allemands (le Monde du 9 septembre). Leur jeunesse constitue aussi un atout pour la RFA : ils pourront redynamiser certains secteurs de l'économie ouest-allemande, mais surtout ils vont faciliter la résolution du problème des caisses de retraite. D'après une enquête récente publiée Outre-Rhin, près de 30 % des réfugiés est-allemands arrivés en RFA depuis le début de cette année ont moins de dix-huit ans contre 18 % dans l'ensemble de la population de RFA. A l'autre extrémité, 7 % des arrivants ont plus de soixante ans - pour 22 % dans l'ensemble de la population de RFA.

Jeunes et qualifiés, les émigrés est-allemands vont aussi constituer un groupe de consommateurs dynamiques. Globalement, les experts considèrent que le niveau de vie moyen des Allemands de

l'Ouest (une population totale de 61,2 millions de personnes) est le double de celui des Allemands de l'Est (16,6 millions d'habitants). Plutôt que d'attendre dix ans pour obtenir une Trabant neuve (la petite voiture typique en RDA), ces jeunes seront attirés par l'acquisition immédiate de la Volkswagen, sinon de la BMW.

Pour l'économie est-allemande, cette fuite massive de jeunes est inquiétante. D'ores et déjà, la croissance a tendance à s'essouffier à Berlin-Est.

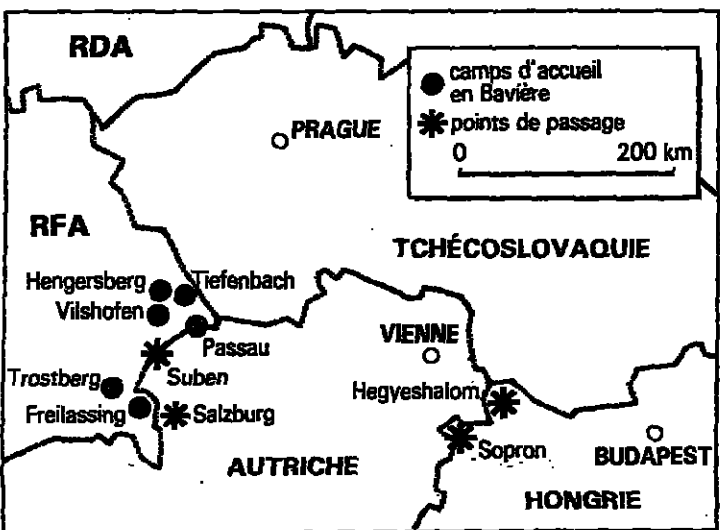
Un profit pour Budapest

Depuis plusieurs années déjà, la population totale diminue et vieillit. L'émigration actuelle va encore aggraver ces tendances déplorables. Pour compenser ces départs, la RDA continuera peut-être à faire appel à une main-d'œuvre des pays du Sud. Il y a déjà actuellement environ 100 000 personnes venant du Vietnam et de pays d'Afrique et qui travaillent en RDA. Au-delà, si la situation actuelle devait affecter les relations bilatérales particulières qu'entretien-

nent la RFA et la RDA, cela pourrait causer des dommages bien plus graves encore pour la RDA. Actuellement, la RDA a un statut privilégié de partenaire commercial avec la RFA. La majeure partie des échanges sont effectués en franchise douanière. L'Allemagne de l'Ouest a en outre accordé d'importants avantages financiers à Berlin-Est.

De son côté, la Hongrie pourrait tirer parti de la situation. Pour avoir accepté l'ouverture de ses frontières, Budapest a bien noté la déclaration du chancelier M. Helmut Kohl : « Nous saurons leur manifester notre reconnaissance », a-t-il déclaré lors du congrès du CDU, lundi 11 septembre. La Hongrie a besoin de financements et de devises et multiplie les appels aux investisseurs occidentaux. Une nouvelle détérioration de ses relations commerciales avec la RDA ne chagrinerait pas à l'excès les Hongrois. Toutefois si elle devait s'accompagner de soutiens économiques plus actifs de la part des occidentaux.

ERIK ISRAELIOWICZ.



à sourire triomphalement aux photographes occidentaux en faisant le « V » de la victoire.

Et puis, il y a aussi ces deux motards qui, sur leur 125 cm³, arrivent du nord de la RDA via Budapest et le lac Balaton. Ils sont gris de fatigue. Ils n'ont aucun bagage, ils ne connaissent personne à l'Ouest. Ils ont vingt ans et un seul but dans la vie ce soir : aller dormir à Passau. L'un d'eux trouve encore la force de dire qu'il est mécanicien, qu'il avait demandé à émigrer légalement il y a plusieurs années, mais qu'on lui a refusé la visa. « Parce que j'étais trop jeune », dit-il en s'attachant un pauvre sourire amer.

Un autre, le trentenaire, juriste à Berlin-Est, a derrière lui la même tentative infructueuse d'émigrer. Il raconte que sa sœur s'est enfuie il y a plusieurs semaines par la frontière entre la Hongrie et la Yougoslavie et qu'elle est déjà installée à Berlin-Ouest. Il ira probablement la retrouver. Il s'installera à quelques centaines de mètres de ce qui, il y a quelques jours encore, était chez lui. Incroyables périples berlinois. « Mais la RDA, plus jamais », dit-il catégorique.

Épaves

L'explosion de joie, c'était la veille en Hongrie quand les réfugiés avaient appris que les autorités de Budapest les laisseraient tous partir sans autre procédure. Mais là, à la frontière, épuisés par l'extrême tension de la semaine dernière plus que par le voyage, ils ne donnent ni dans l'effusion ni dans les grands mots.

Sur un parking à quelques kilomètres du poste de Suben, la Croix-Rouge allemande les abreuve de café, leur remet les 50 marks dont les gratifie une organisation caritative (ils en recevront encore 200 de l'État ouest-allemand) et leur indique le chemin des villages de toile aménagés pour les recevoir dans la région, ou des trois centres d'hébergement en bord de la ville de Passau.

Promontoire baroque au confluent de trois rivières, tranquille villégiature bavaroise d'où d'élégants bateaux blancs descendent le Danube jusqu'à Vienne et Budapest, Passau est en effervescence. Une foule de badauds a stationné toute la journée lundi devant la salle des fêtes des Niebelungen transformée en centre

de réformes : « Le jour viendra où nous pourrions vivre libres dans l'Allemagne tout entière ».

En douceur

Le représentant du ministère de l'Intérieur chargé de coordonner l'accueil à Passau se refusait lundi soir à donner des chiffres. Il indiquait que les 7 000 réfugiés des camps de Hongrie avaient tous été évacués dans la journée sans pouvoir cependant préciser si d'autres venaient ou non de les rejoindre. Les passages aux postes-frontières ne se sont pas arrêtés, et l'on s'attendait à ce qu'une bonne partie des 60 000 touristes est-allemands recensés actuellement en Hongrie suivent le même chemin.

Environ un tiers des réfugiés ne s'arrêtent dans les centres d'accueil installés en Bavière que le temps de quelques formalités, avant d'aller rejoindre de la famille ailleurs en RFA. Les autres resteront quelques jours ici avant d'être répartis dans les Länder qui tous leur ont fait des propositions d'hébergement, voire d'emploi. En toute hypothèse, souligne ce représentant du ministère de l'Intérieur, « ces arrivées ne sont pas un problème, car elles portent sur des chiffres assez peu élevés. Après tout, 70 000 Allemands de l'Est sont venus s'installer l'année dernière en RFA sans que cela crée de difficultés ».

Tout doit se passer en douceur, matériellement et politiquement. La République fédérale se doit d'accueillir dignement ces transfuges de l'autre Allemagne, mais sans encourager le mouvement et sans déclarations tonitruantes.

Sans les fêter excessivement non plus, sous peine d'en faire une nouvelle cible de la droite la plus dure. A entendre un chauffeur de taxi de Passau pester contre « le bordel qu'il y a ici ces jours-ci », on se dit qu'il n'est probablement pas loin de maudire ces réfugiés, compatriotes ou pas. Mais tout, jusqu'à présent, a été admirablement bien réglé. Tout s'est passé dans la bonhomie, sans incident, sans solennité et sans tragédie, comme une sorte de fête au village.

CLAIRE TRÉAN.

Au congrès de la CDU à Brême

- Réélection de M. Kohl à la présidence de son parti
- Interrogation sur l'avenir de la RDA

BRÊME
de notre envoyé spécial

Le chancelier Kohl a été réélu, lundi 11 septembre, à la présidence du Parti chrétien-démocrate. En dépit d'un score médiocre - 77 % seulement des délégués lui ont apporté leurs voix - le chancelier apparaît comme le seul vainqueur de ce congrès où, pourtant, il n'a pas été épargné par les critiques.

Ses principaux contradicteurs ont été sanctionnés beaucoup plus durement. Ainsi, la surprise générale, M. Lothar Späth, ministre-président du Bade-Wurtemberg, n'a pas été réélu au présidium du parti composé de sept vice-présidents. Dans cette instance, figurent traditionnellement tous les ministres-présidents des Länder, véritables barons de la CDU. Les délégués, à Brême, ont fait payer à M. Späth son comportement velléitaire. Principal critique public de la personne et de la politique de M. Helmut Kohl, au sein de son parti, M. Späth s'était mis en position de seul remplaçant possible du chancelier. En minant l'autorité de ce dernier par des déclarations répétées, sans pour autant le défier ouvertement, M. Lothar Späth a tout à la fois attiré sur lui la vindicte de M. Kohl et provoqué la déception chez ses partisans.

Une autre victime de la mauvaise humeur du congrès a été M. Eberhard Diepgen, ancien bourgmestre de Berlin-Ouest, qui paie de la perte de son poste au présidium de la CDU sa défaite électorale du mois de janvier dernier. Malheur aux vaincus, donc. La tradition de ce parti, qui rejette sans état d'âme des chefs qui ne lui semblent pas à la hauteur, a été respectée.

Comme la Pologne ?

En réalisant le plus mauvais score depuis son accession à la présidence de la CDU, M. Helmut Kohl a pris la mesure de la grogne qui se manifeste chez les militants de base d'un parti encore groggy après la série des défaites électorales subies l'an passé. Mais il sait aussi fort bien qu'en cas de victoire lors des élections au Bundestag, en décembre 1990, tout cela sera oublié. Son principal atout est apparu dans toute sa force au cours de ce congrès : l'absence manifeste d'un homme ou d'une femme pouvant constituer une solution de rechange. Le long et patient travail de sape du chancelier à l'encontre de ses concurrents potentiels a été efficace : MM. Stoltenberg et Albrecht, hier, M. Späth, aujourd'hui, ont pu constater, à leurs dépens, que

M. Helmut Kohl, même au plus bas de sa forme, possédait un solide instinct de tueur politique.

Les événements qui se déroulent en ce moment en Hongrie et en RDA, l'arrivée massive de réfugiés est-allemands en Bavière, ont naturellement fait l'objet de nombreux commentaires, la tribune et dans les couloirs. On soulignait avec satisfaction que les analyses de la CDU sur l'irréversible désir de liberté des compatriotes est-allemands s'étaient révélées exactes. De nombreux orateurs n'ont pas manqué de s'attaquer au Parti social-démocrate, accusé d'avoir flirté trop ouvertement avec le SED, le PC est-allemand.

Mais, d'un autre côté, on pouvait percevoir une certaine inquiétude relative à la suite des événements : « Sommes-nous prêts à l'éventualité d'une évolution en RDA semblable à celle qui se produit en Pologne ? », s'est écrit M. Heiner Geissler, ancien secrétaire général du parti, sans apporter de réponse ni en recevoit.

On sentait, chez le chancelier, une volonté manifeste de ne rien dire qui puisse inciter encore plus d'Allemands de l'Est à prendre le chemin de la République fédérale : « La solution des problèmes de la RDA ne se trouve pas en RFA », a-t-il affirmé, tout en ignorant non plus de l'embarras dans lequel cette affaire plonge leurs dirigeants.

Si le journal télévisé a montré, lundi soir, de longues images (au demeurant occidentales) de cet exode, les commentaires officiels sont en effet extrêmement prudents. Dans un premier temps, l'agence Tass s'est contentée de diffuser une courte dépêche reproduisant, depuis Budapest et Berlin,

LUC ROSENZWEIG.

Les réactions

(Suite de la première page.)

Comme la veille, ADN souligne que « les représentants de la République populaire hongroise se sont laissés entraîner » à violer les accords existants entre la RDA et la Hongrie. De son côté, le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Yula Horn, a assuré, dans un entretien publié lundi par le journal madrilène ABC, que la suspension de l'accord de 1969 entre la RDA et la Hongrie, en matière de tourisme et de voyages était « provisoire ».

Cependant, M. Horn a affirmé que « les accords bilatéraux en vigueur entre les pays socialistes et conclus pour la plupart dans les années 60 portent préjudice aux intérêts de la Hongrie ». « Ils prescrivent des obligations pour la Hongrie tandis que l'autre partie n'a que des avantages. C'est le cas de l'accord mentionné avec la RDA. De tels accords doivent être modifiés », a indiqué le ministre hongrois.

En Pologne, les journaux ont repris une dépêche de l'agence nationale PAP, qui rend compte objectivement des faits. La presse tchécoslovaque, qui a publié sans commentaires la réaction d'ADN, a également fait part de la déclaration du ministre hongrois des affaires étrangères selon laquelle « le gouvernement de Budapest n'avait pas d'autre solution pour résoudre le problème des réfugiés de la RDA ». Les médias bulgares et roumains ont gardé quant à eux le silence sur la décision hongroise.

A Moscou, l'agence Tass a annoncé mardi matin le départ pour Berlin-Est de M. Egor Ligatchev, considéré comme le chef de file des conservateurs à la direction du PCUS. Les Soviétiques n'ignorent rien du passage à l'Ouest des réfugiés est-allemands de Hongrie mais, indique notre correspondant à Moscou, ne peuvent rien ignorer non plus de l'embarras dans lequel cette affaire plonge leurs dirigeants.

Si le journal télévisé a montré, lundi soir, de longues images (au demeurant occidentales) de cet exode, les commentaires officiels sont en effet extrêmement prudents. Dans un premier temps, l'agence Tass s'est contentée de diffuser une courte dépêche reproduisant, depuis Budapest et Berlin,

l'essentiel des dépêches officielles hongroise et est-allemande.

C'est ce texte qui est repris - et très discrètement - ce mardi matin par la plupart des journaux, et l'URSS n'aurait ainsi pu affirmer plus clairement sa neutralité dans ce nouveau conflit entre deux de ses alliés.

La RDA s'en-elle indignée de ce manque de soutien ? A-t-on, dans un deuxième temps, voulu éviter de donner l'impression qu'on attachait peu d'importance à l'État est-allemand ? Les deux sans doute, et Tass est de nouveau intervenu tard, lundi soir, avec un second communiqué qui ne s'en prend ni à la Hongrie ni à la RDA mais à « quelques médias et certains cercles politiques de RFA », accusés d'avoir tenté une « campagne tendancieuse contre l'Allemagne de l'Est (en) incitant des citoyens de RDA à des actions illégales ». Les ambassades ouest-allemandes se voient également reprocher l'aisance avec laquelle elles ont offert aux réfugiés, et Tass dénonce les propos de certaines personnalités de Bonn, allant « jusqu'à déclarer que la mise en cause du statu quo de l'après-guerre constitue un objectif politique réalisable ».

Ces tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures de la RDA vont à l'encontre d'une coopération européenne fructueuse », poursuit Tass, en ajoutant : « La République démocratique allemande occupe depuis maintenant quatre décennies une place solide dans la famille des peuples européens (...). Elle est une partie inaliénable du pacte de Varsovie, notre véritable amie et notre alliée ».

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a estimé, lundi, que Budapest avait pris la « bonne » décision en laissant partir ces réfugiés.

De son côté, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, en visite à Madrid, a déclaré à la presse qu'il s'agissait là d'un « événement important qui traduit l'effervescence qui règne dans certains pays de l'Est ». « Le fait que la Hongrie ait pris cette décision est une chose très importante, et il faudra bien songer à régler ce problème (...), cela ne peut se faire que dans le cadre de consultations internationales, mais en prenant en compte les évolutions qui se produisent ici et là », a ajouté M. Dumas.

Premiers Romans

Marie Pascale Lauret
Les silences
du libraire

Denoël

SARAH, HELENE
ET LES AUTRES...

L'OMBRE
DE LAURE
REMI HUPPERT

Europe

POLOGNE: la formation du gouvernement
Les paysans dans la politique

La Diète polonaise devait en principe voter, mardi 12 septembre, l'investiture du gouvernement formé par M. Tadeusz Mazowiecki. Jusqu'au dernier moment la répartition des ministères a été marquée de difficultés, en particulier du fait des ambitions rivales des différentes formations représentant le monde paysan. Au cours de la séance d'investiture, M. Mazowiecki a dû interrompre son discours en raison d'un malaise consécutif à un état de fatigue extrême.

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Moins d'un mois après sa création qui devait faire basculer le pouvoir en Pologne, la coalition de Solidarité avec les deux petits partis, anciens alliés du PC a montré ses premières faiblesses à la veille de la présentation du gouvernement Mazowiecki devant le Parlement. On a même craint un moment lundi 11 septembre que les fragiles calculs laborieusement élaborés par le premier ministre ne soient menacés avant même d'avoir eu la chance de faire leurs preuves.

Fait significatif et lourd de présages pour l'avenir, le malaise est venu du parti paysan, le ZSL, qui, avec ses 73 députés, joue un rôle charnière dans l'articulation parlementaire, et de Solidarité rurale, qui supporte de plus en plus mal d'être traité en quantité négligeable par certaines instances supérieures de Solidarité. L'avis défavorable donné à trois ministres par les commissions parlementaires ces derniers jours, à l'issue des auditions des ministres désignés, a déclenché une crise qui couvait en fait depuis trois semaines entre le ZSL et Solidarité rurale.

Deux de ces ministres sont membres du ZSL, le troisième de Solidarité rurale. Le premier, Czesław Janicki, a été rejeté par les députés de son propre camp parce qu'il a été choisi par M. Mazowiecki pour les postes de vice-premier ministre et de ministre de l'Agriculture en remplacement du candidat initial du ZSL, M. Oleśiak. Celui-ci, qui occupait ces mêmes fonctions dans le gouvernement précédent, avait été jugé « trop compromis » par Solidarité rurale. Par mesure de représailles, les députés du ZSL ont aussi voté contre l'unique ministre de Solidarité rurale, M. Artur Balasz, chargé des affaires sociales paysannes.

A leur tour, dimanche soir, les députés de Solidarité ont désavoué en commission le candidat au ministère de la Santé, M. Andrzej Kosiński (ZSL), accusé d'« incompétence ».

Un vent de révolte a soufflé tout le week-end dans les rangs des députés du ZSL, parmi lesquels quelques jeunes paysans très remontés menaçaient de voter contre le gouvernement mardi. Parallèlement, M. Mazowiecki faisait savoir à la direction du ZSL que, l'avis des commissions n'étant pas contraignant, il maintenait les

candidatures contestées. Lundi soir, la crise paraissait surmontée au terme d'une journée de réunions et de tractations discrètes entre le Parlement et le siège du gouvernement. Le nouveau président du ZSL, M. Dominik Ludwiński, a été remplacé par M. Roman Malinowski, démissionnaire pour avoir perdu la capacité de guider le parti, assurant que, dans l'intérêt du pays et de la coalition, le ZSL voterait mardi à la Diète la confiance au nouveau gouvernement.

De son côté, le groupe parlementaire de Solidarité, également réuni lundi, décidait de ne rien faire qui puisse gêner le premier ministre et retarder encore la formation du gouvernement, mais sans avoir accusé le ZSL de « chantage » et d'« ambition démesurée ».

Le « contrat politique » qui est à la base de la nouvelle coalition est très imprécis. Mais il a gonflé le ZSL d'une importance artificielle et inspirée dans la mesure où ce parti ne s'est pas sorti beaucoup plus brillamment que le POUF des élections de juin. Le chef du groupe parlementaire du ZSL, M. Aleksander Bentkowski, nouveau ministre de la Justice, le reconnaît lui-même: le ZSL, docilement formé sous l'égide du pouvoir communiste après l'apaisement des vrais partis indépendants, « n'est que l'ombre d'un parti paysan. Pendant quarante ans, nous avons été incapables de nous diriger nous-mêmes et seule la décision de briser la coalition avec le POUF vient nous faire croire que nous sommes un parti indépendant ».

Une photo insultante

Cette décision a elle-même été le fruit d'un profond malaise provoqué au sein du ZSL par la déroute des élections de juin: celui-ci avait cru en fait entrer la direction du parti, qui, à l'image de M. Malinowski, avait activement collaboré avec les communistes, et les nouveaux députés, dont un tiers sont proches de Solidarité.

On pouvait imaginer les prémices d'une reconstitution du paysage politique avec l'émergence d'un véritable mouvement paysan, inéluctable dans un pays où 25 % de la population active est agricole et dont 42 % des habitants vivent en zone rurale. C'est d'ailleurs bien là le but que s'est fixé M. Bentkowski, pour lequel « aujourd'hui quarante-deux ans après sa destruction, on assiste à la renaissance d'un grand mouvement paysan ».

Mais, plus d'un politicien semble avoir oublié Solidarité rurale, dont le chef, M. Józef Śliz, ne décourage pas depuis qu'il a vu la « photo insultante » de Lech Wałęsa main dans la main avec M. Malinowski et Józefak, chef du petit Parti démocrate (SD), s'étaler à la une de tous les journaux. Pour beaucoup de paysans, M. Malinowski symbolise un parti qui a soutenu la collectivisation et l'état de guerre, et M. Śliz affirme avoir été mondialement protestations de sa base. Pour ne rien arranger, « tout cela



s'est passé sans que je sois au courant », dit-il.

Solidarité rurale, qui regroupe quand même cinquante parlementaires (trente-sept députés et treize sénateurs), menace alors de quitter le groupe de Solidarité et exige au gouvernement un poste de vice-ministre qu'il n'aura pas. Il n'aura pas non plus le portefeuille de l'Agriculture, réservé au ZSL pour les besoins de la coalition que ce parti marchandait d'ailleurs avec beaucoup d'assurance. Un député du ZSL ira jusqu'à dire à M. Mazowiecki: « Le général Kiszczak nous offrait six ministères dans son gouvernement, alors vous, avant qu'on vote pour vous, combien en proposez-vous ? » Solidarité rurale, qui a dû briser dans un scrutin libre pour obtenir ses sièges au Parlement alors que le ZSL bénéficiait d'une répartition

préalable très avantageuse, se sent donc lésé et se heurte, selon l'un de ses dirigeants, le sénateur Gabriel Janowski, à l'incompréhension la plus totale dans les hautes sphères du mouvement Solidarité.

« Tout le monde a ses faiblesses »

Certains dirigeants de Solidarité ouvrière, comme Zbigniew Bujak, attribuent cette incompréhension à l'entêtement de Lech Wałęsa. « Le prix de notre coalition avec des partis qui ne représentent rien, c'est la discorde entre Solidarité rurale et notre Solidarité », déclarait-il vendredi devant la commission exécutive du syndicat à Gdansk. En formant une coalition avec le ZSL, on dégrade la position de Solidarité

rurale. Or Śliz est le digne héritier de Wałęsa (1), son influence à la campagne est très bien ressentie, il est charismatique. Mais Lech Wałęsa a peur de la concurrence. C'est naturel, tout le monde a ses faiblesses.

L'affaire est d'autant plus importante que l'on dépasse largement la répartition des portefeuilles. L'enjeu, c'est la récréation du prestigieux PSL (Parti paysan polonais) de l'immédiat après-guerre, le parti de Mikolajczyk, pour lequel une véritable course est déjà engagée entre le ZSL, Solidarité rurale et certains membres historiques du PSL qui viennent de le réactiver. Légalisé en 1945, le PSL avait attiré en quelques mois près d'un million d'adhérents et défini lors de son premier congrès, du 19 au 21 janvier 1946, un programme qui reste d'actualité aux yeux de beaucoup de paysans et un statut pour la Pologne analogue à celui de la Finlande, des relations étroites avec les démocraties occidentales, des élections libres, le respect des libertés, des réformes économiques et le maintien du secteur privé. Sa popularité devint vite intolérable pour le régime communiste, qui persécuta ses militants, trahit les élections et finit par contraindre Mikolajczyk à l'exil.

« Le PSL est le parti le plus porteur d'émotion, nous voulons l'utiliser, reprendre son nom et son programme, admet sans ambages l'ambitieux Aleksander Bentkowski. Il représente tellement de choses dans la mémoire des Polonais... Mais ce doit être un mouvement fort qui rassemblera différentes formations. » Ce responsable du ZSL souhaite donc tout simplement transformer son parti en PSL au cours d'un congrès qui se tiendrait le

21 janvier, jour anniversaire du premier congrès du PSL, et y attirer une partie de Solidarité rurale, ainsi, affirme-t-il, que « vingt ou trente députés paysans du POUF ».

Pour les dirigeants de Solidarité rurale, il va de soi que l'initiative d'un nouveau grand parti paysan doit venir de leurs rangs. « Mon idée, dit Josef Śliz, c'est de regrouper autour de Solidarité rurale les cercles du PSL qui se sont recréés de manière dispersée » ces derniers temps, surtout dans le sud de la Pologne. « A la campagne, on se méfie d'une initiative similaire de la part du ZSL ».

Pour leur part, les militants du PSL, en grande partie des gens âgés, cherchent à rassembler tous ces politiciens. « Il faut d'abord réorganiser la campagne pour que le mouvement paysan se consolide » avant de tenir un congrès fondateur, estime M. Franciszek Kiec, élu député sous l'étiquette ZSL, mais qui se déclare maintenant ouvertement « député PSL ». Le 15 août dernier, au cours d'une réunion formelle de réactivation du PSL qui a rassemblé cent vingt personnes, il a été élu vice-président de ce parti, dont il avait conservé les idéaux en des temps plus difficiles au travers d'une association « des amis de Wałęsa ». Ces idéaux, rappelle-t-il, « ce sont les idéaux de démocratie, d'humanisme, fondés sur la morale chrétienne, car les paysans polonais ont une foi très enracinée ». Pour M. Kiec, ces idéaux sont toujours aussi attrayants pour les paysans polonais.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Wincenty Witos, dirigeant du mouvement paysan polonais, mort en 1945.

URSS

M. Ligatchev est blanchi par le parquet des accusations de corruption

Chef de file des conservateurs au bureau politique, M. Egor Ligatchev a été officiellement blanchi, lundi 11 septembre, des accusations de corruption lancées contre lui au printemps dernier, durant la campagne pour les élections parlementaires.

MOSCOU
de notre correspondant

Eux-mêmes candidats et brillamment élus, deux des magistrats chargés, puis déchargés de l'enquête sur le scandale du coton ouzbek, avaient affirmé qu'ils avaient été desservis de ce dossier à l'investigation de trois hautes personnalités de Moscou contre lesquelles ils avaient réuni des preuves. A la télévision de Leningrad, puis devant le Congrès des travaux étaient retrasmis en direct par la télévision nationale, les juges Gdlian et Ivanov avaient ensuite non seulement en cause M. Ligatchev qui avait riposté en demandant au parquet de se prononcer.

Passionnément suivie par l'opinion, dont les favoris allaient aux deux « incorruptibles », cette affaire avait embarrassé les députés les plus réformateurs qui n'étaient certains ni de la solidité des accusations portées contre M. Ligatchev, ni de l'absolu légalisme des méthodes d'enquête employées par MM. Gdlian et Ivanov, ni surtout de l'immixtion politique d'une telle opération. Que M. Ligatchev ait été ou non coupable, il était en effet prévisible qu'il soit innocenté dès lors que les deux magistrats n'avaient plus accès au dossier.

C'est exactement ce qui vient de se passer — et de la manière la plus étonnante puisque, selon le procureur général adjoint de l'Union soviétique, M. Kravtsev, MM. Gdlian et Ivanov n'ont pu fournir aucun document à l'appui de leurs déclarations. A en croire le parquet, ils auraient fondé leurs accusations sur des aveux de l'ancien chef du parti d'Ouzbékistan, M. Ousmankhodjaev, qui se serait ensuite rétracté en expliquant qu'on lui avait demandé de mettre en cause de hauts diri-

geants du parti sous peine de voir arrêter les membres de sa famille.

Sans gros titres, mais en très bonne place, toute la presse a reproduit, mardi matin, le commentaire de M. Kravtsev, aux yeux duquel les deux députés et magistrats ont « violé l'éthique de l'instruction, bafoué le principe de présomption d'innocence et jeté des accusations publiques avant la conclusion d'une enquête ». Cela est un « indice de juristes », ajoute M. Kravtsev, estimant que ses deux collègues poursuivaient là des « buts politiques à long terme et des objectifs de carrière ».

Victime des réformateurs

A une semaine d'une réunion plénière du comité central, la première depuis l'été, M. Ligatchev fait ainsi une excellente rentrée. Promu par le parquet victime des réformateurs, et ayant pris soin ces derniers temps de modérer son discours pour modifier son image d'homme du retour au passé, le voilà fin prêt à reprendre

son offensive contre le laxisme politique qu'il reproche, sans jamais le nommer, à M. Gorbatchev.

L'empoignade sera sévère, car le chef de la commission gouvernementale pour la réforme économique, M. Abalkine, vient de confirmer, lundi, que le secrétaire général comptait bien faire adopter un train de lois sur la diversification des formes de propriété. Cela signifie que la remise en cause de l'étatisme absolu va s'accroître en s'accompagnant, a précisé M. Abalkine, de sévères mesures d'austérité. La bataille se poursuit — et de moins en moins furtive.

BERNARD GUETTA

● M. Gorbatchev n'a qu'un an pour réussir, selon M. Eltsine. « M. Gorbatchev n'a pas plus d'un an (devant lui), peut-être même six mois seulement » pour réussir, a déclaré lundi 11 septembre à New-York M. Boris Eltsine, membre du Soviet suprême et figure de proue du courant réformateur en URSS, actuellement en visite pour une semaine aux Etats-Unis. — (AFP.)

NORVÈGE: en dépit de leur échec aux législatives

Les travaillistes de M^{me} Harlem Brundtland entendent rester au pouvoir

OSLO
de notre envoyée spéciale

Les élections législatives norvégiennes, qui se sont déroulées dimanche 10 et lundi 11 septembre, auront été, comme le laissent prévoir les multiples sondages, celles du mécontentement, de la frustration et du refus. Les électeurs ont tourné le dos à la politique des grands partis — travaillistes au pouvoir et conservateurs — pour donner en revanche leur sympathie aux petites formations, le Parti du progrès et le Parti socialiste de gauche.

Le Parti travailliste du premier ministre, M^{me} Gro Harlem Brundtland, perd 6,5 % par rapport aux précédentes législatives de 1985 et enregistre, avec 34,3 % ses plus mauvais résultats depuis 1973. « Un score respectable compte tenu de la situation », commentait cependant M^{me} Brundtland lundi soir, qui admet que le taux de chômage actuel (4,1 %) a pesé lourd sur le vote des électeurs. Avec 63 mandats au lieu de 71, les travaillistes se retrouvent encore plus minoritaires qu'auparavant, et l'exercice du pouvoir, qu'ils entendent pourtant conserver « puisque la Constitution l'autorise », ne sera pas de tout repos. Mais ils en ont l'habitude.

Le grand perdant de ce scrutin, c'était également prévisible, est le Parti conservateur de M. Jan P. Syse qui, avec 22,2 % des voix, recule de 8,2 % et perd 13 sièges pour n'en garder que 31. Bata, mais néanmoins prêt à conduire un éventuel gouverne-

ment de coalition de centre droit, même si ses « alliés » sortent eux aussi légèrement affaiblis de ce scrutin: 14 mandats au lieu de 16 pour les chrétiens populaires (8,5 %) et 11 mandats au lieu de 12 pour les centristes, qui ont fait, avec 6,5 % des voix, un score pratiquement équivalent à celui de 1985. « Mais il n'y aura pas de négociations concrètes tant que les

surprise en obtenant 10 % des suffrages (+ 4,6 % par rapport à 1985) et 17 mandats au Parlement, soit 11 de plus qu'auparavant. Avec ces chiffres, M. Solheim, le jeune chef de file de ces « gauchistes » (qui ont recueilli en passant une partie de l'électorat « vert »), avait tout lieu de se réjouir et d'affirmer que son parti entendait faire pression sur les travaillistes dans

Les résultats

	Pourcentages	Sièges
Travaillistes	34,6 (- 6,2)	64 (- 7)
Conservateurs	22 (- 8,4)	37 (- 13)
Chrétiens-populaires	8,5 (+ 0,3)	14 (- 2)
Centristes	6,5 (- 0,1)	11 (- 1)
Socialistes de gauche	10,1 (+ 4,6)	17 (+ 11)
Progressistes (populistes)	12,9 (+ 9,7)	21 (+ 19)
Liste travailliste dissidente (régionale)		1 (+ 1)

Taux de participation au scrutin: 81,2 % (- 2,2 %). Entre parenthèses, les différences avec les résultats de 1985.

trois partis n'auront pas analysé, chacun pour soi, leurs propres résultats », a tenu à préciser le leader conservateur. Quant aux libéraux, ils n'auront pas cette fois non plus franchi le cap qui leur aurait permis de prendre place au Folketing et d'aider le centre droit: 3,2 % (contre 3,1 % en 1985) reste un résultat médiocre.

Du côté des « vainqueurs » de ce scrutin, c'est le Parti socialiste de gauche de M. Erik Solheim qui a créé la

les trois questions essentielles actuelles: l'aggravation du chômage, la condition des personnes âgées et l'environnement. M^{me} Brundtland tient cependant ce soutien à distance (pour l'instant), et lundi soir elle affirmait que les travaillistes « n'envoient pas d'élargir le gouvernement ».

M. Carl I. Hagen, le leader du Parti du progrès, affiche quant à lui la satisfaction d'avoir obtenu des résultats qui dérangent tout le monde, même s'ils sont largement inférieurs à ce que lui

accordaient les sondages très optimistes du mois d'août. Avec 13 % des suffrages, il recueille 20 mandats supplémentaires et occupera ainsi 22 sièges au Folketing. Le sud du pays, comme on s'y attendait, a joué en majorité la carte populiste. M. Hagen a indiqué qu'il était disposé à participer à des négociations en vue de la formation d'un gouvernement bourgeois. Mais, tout comme M^{me} Brundtland entend continuer de gouverner seule, les trois partis de centre droit refusent catégoriquement d'ouvrir la porte à M. Hagen. « Sur toutes les questions essentielles qui concernent la société norvégienne, ses positions diffèrent nettement de celles des autres partis, et il ne faut pas qu'il s'immisce dans une influence sur notre politique, voire de la dicter. Nous ne lui avons jamais demandé de garanties, et celles qu'il nous avait données dans le passé ne valaient pas le papier sur lequel elles étaient écrites », a indiqué le leader du Parti du centre, M. Jakobsen, lors du débat télévisé qui a suivi le résultat du scrutin, tard dans la nuit.

Conservateurs, chrétiens populaires et centristes se sentent-ils pour autant en mesure de mettre en place une plateforme commune suffisamment solide pour prendre les rênes du pouvoir? 81 % pour le bloc socialiste, 84 % pour le bloc de centre droit, la polarisation s'affirme dans l'hémicycle d'Oslo, et la vie parlementaire s'annonce d'ores et déjà particulièrement mouvementée.

FRANÇOISE NIETO

Amériques

ÉTATS-UNIS: 673 565 détenus

Hausse spectaculaire de la population pénale

Washington. — Le nombre de personnes détenues dans les prisons américaines a augmenté de manière spectaculaire pendant le premier semestre de cette année. 46 004 détenus supplémentaires ont été incarcérés, ce qui représente une hausse de 7,3 % à l'indicateur dimanche 10 septembre le bureau des statistiques judiciaires. A la fin du mois de juin, les prisons abritaient un total de 673 565 individus. La hausse enregistrée depuis le 1^{er} janvier est la plus importante depuis que les autorités judiciaires ont commencé à établir des statistiques sur la population pénale, il y a soixante-quatre ans.

Ces chiffres montrent que « plus de criminels, dont beaucoup sont

condamnés pour des crimes liés à la drogue, sont pris et punis », a déclaré le ministre de la Justice, M. Dick Thornburgh. Les hausses les plus importantes ont été constatées dans les états de Rhode-Island (20,3 %), Dakota-du-Sud (19,9 %), Connecticut (18,4 %), Utah (13,2 %) et dans le district de Columbia (12,1 %). — (AFP.)

Chaque année depuis 1967, nous obtenons

80 à 90 % de reçus dans les classes prépa

MEDICINE PHARMACIE

● Une année de préparation scientifique intensive d'octobre à juin pour les bacheliers D et C

● Également groupes spécialisés de recyclage scientifique pour bacheliers littéraires

CEPES

La première préparation de France depuis 1967

57, rue Charles Laffitte
92200 NEUILLY SUR SEINE

47 45 09 19 - 47 22 94 94

Asie

CORÉE

Séoul propose un « Commonwealth » réunissant le Nord et le Sud

TOKYO
de notre correspondant

Le président Roh Tae-woo a proposé, lundi 11 septembre, une nouvelle formule destinée à préparer la réunification de la péninsule coréenne. Lors de l'ouverture de la session parlementaire, le président a annoncé son intention de proposer à Pyongyang la création d'un « Commonwealth » à la coréenne. M. Roh n'a pas indiqué de calendrier mais il a déclaré qu'il souhaitait l'ouverture le plus tôt possible de pourparlers avec le Nord, précisant que la charte de la nouvelle association inter-coréenne pourrait être signée par les deux gouvernements en août 1990 pour le quarante-cinquième anniversaire de la partition du pays (1).

La proposition de M. Roh comporte trois points : outre la création de l'association inter-coréenne, les deux gouvernements mettraient sur pied un secrétariat commun ayant dans chaque capitale des missions

permanentes représentant l'autre partie de la péninsule, l'équivalent en quelque sorte de représentations diplomatiques. Le secrétariat commun serait situé dans un « espace de paix » dans la zone démilitarisée qui s'étend de part et d'autre du 38^e parallèle. La nouvelle association serait chargée de toutes les questions (humanitaires, politiques, économiques, militaires et culturelles) entre les deux pays.

Soulignant les différences des systèmes politiques et sociaux des deux Corées, M. Roh a déclaré qu'il était nécessaire de passer par une phase intermédiaire « permettant aux deux parties de se reconnaître mutuellement et de parvenir à un état de coexistence et de coopération facilitant, indépendamment de leurs différences, une homogénéisation et une intégration dans une communauté nationale ».

Faisant apparemment référence aux récentes visites non autorisées de Coréens du Sud à Pyongyang, le président a ajouté qu'il fallait tenir

compte du « mur » existant entre les deux pays et que les Coréens ne devaient se faire « aucune illusion » : la réunification ne pourrait être réalisée en un jour. Pour Séoul, les pourparlers avec le Nord doivent être conduits uniquement au niveau gouvernemental. La proposition de M. Roh intervient précisément à un moment où le gouvernement est en butte à de fortes pressions des opposants, qui l'accusent de manquer à ses engagements de promouvoir le dialogue avec le Nord. Une éducation et un prêtre sont actuellement détenus pour s'être rendus sans autorisation à Pyongyang.

Les observateurs émettent de sérieuses réserves sur les chances d'une acceptation par le Nord de la nouvelle proposition du Sud. Pyongyang prône, pour sa part, la création d'une confédération des deux Corées, permettant à chaque partie de conserver son système politique tout en ayant une position unifiée en matière militaire et diplomatique. Une proposition que Séoul a qualifiée d'« irréaliste ».

M. Roh n'a fait aucune allusion dans son allocution à la présence de 43 000 soldats américains stationnés au Sud. Mais sa proposition tient compte partiellement de certaines demandes du Nord, souligne-t-on de source officielle, notamment une certaine représentation populaire. A côté d'instances où siègeraient les deux présidents et des ministres des deux pays devrait être créé un conseil composé de cent parlementaires.

PHILIPPE PONS.

CHINE

M^{me} Han Suyin reprend le chemin de Pékin

M^{me} Han Suyin, la « célèbre écrivain britannique » d'origine chinoise, comme la présente souvent la presse de la Chine populaire, a repris le chemin de Pékin. Première personnalité intellectuelle étrangère à cautionner les nouveaux dirigeants chinois depuis les massacres du 4 juin, elle a été reçue en grande pompe, le 9 septembre, dans la résidence d'honneur des hôtes officiels par M. Yao Yilin, membre du comité permanent du bureau politique du PCC, vice-premier ministre et l'un des « durs » du régime.

Les ralliements et les déclarations de soutien aux dirigeants chinois étant rares ces jours-ci — si l'on excepte celles venant de Berlin-Est, de Pyongyang ou

du Burkina-Faso, — il était normal que M^{me} Han Suyin reçoive un traitement de choix. Il faut dire qu'elle est une des fidèles les plus indéfectibles du régime, dont elle a soutenu, l'une après l'autre, toutes les versions, révolutionnaires à l'époque des gardes rouges, libérales jusqu'à il y a trois mois... Sentant le vent tourner, elle avait commencé à prendre ses distances avant même le 4 juin. Les dirigeants chinois de dernier, quelle qu'elle soit, n'ont pas à se faire de souci : la ne démissionneront peut-être pas du soutien de leur population, mais, du moins, celui de M^{me} Han Suyin leur est acquis d'avance...

P. de B.

Afrique

ALGÉRIE

M. Mouloud Hamrouche choisira ses ministres uniquement au sein du FLN

M. Mouloud Hamrouche, nouveau premier ministre, a présenté, lundi 11 septembre, à la presse algérienne les grandes lignes de son programme, dont il s'était entretenu dimanche avec les dirigeants du FLN. « Mon principal souci », a-t-il affirmé, « se consistera, en permanence, à communiquer à la population notre détermination à développer le maximum d'efforts pour prendre en charge ses problèmes les plus aigus et à lui parler continuellement le langage de la vérité ».

Cependant, il a estimé « prématuré » la participation, dans son gouvernement, de personnalités émanant d'autres partis que le FLN étant donné que la formation au pouvoir « renferme les sensibilités de tous les autres partis puisque ces derniers en faisaient partie auparavant ».

Pour sa part, M. Kasdi Merbah, le prédécesseur de M. Hamrouche, a répondu dans un communiqué remis lundi à l'AFP aux accusations portées contre lui par le biais de l'agence Alg-

rie Presse Service. Tout en renouant à se maintenir contre le gré du chef de l'Etat, il parle de « pure manipulation » dans les propos tenus sur son compte. Accusé d'avoir eu recours à des médias étrangers lorsqu'il a prêté contre son linéage, il affirme avoir envoyé, samedi, une première déclaration « exclusivement à la presse nationale ». Il dit n'avoir eu recours à la presse étrangère que lorsqu'il a constaté que sa déclaration n'était pas diffusée.

Alors que d'âpres tractations semblaient précéder l'annonce prochaine de la composition du nouveau gouvernement, l'agence APS a fait état, lundi soir, d'affrontements ayant opposé pendant toute la journée de dimanche les forces de l'ordre et les habitants d'une commune de l'est algérien, mécontents du retard pris par les autorités locales pour viabiliser des terrains à bâtir attribués en 1983.

Les habitants de Didouche-Mourad, une commune à 10 kilomètres au nord de Constantine, se sont rassemblés dès le matin par centaines pour assister à l'Assemblée populaire communale (mairie). Ils ont ensuite dressé des barrières et bloqué la route nationale reliant les villes d'Annaba et de Skikda, indique l'agence. Lors des affrontements où, selon l'APS, se sont signalés « surtout les enfants », les brigades anti-émeutes de la gendarmerie ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

● TUNISIE : un nouveau secrétaire général pour le MDS. — Le conseil national du Mouvement des démocrates socialistes (MDS) a élu, dimanche 10 septembre, M. Mohamed Moudada en tant que secrétaire général en remplacement de M. Ahmed Mestiri qui avait démissionné six semaines plus tôt de ses fonctions (le Monde du 1^{er} août).

Originaire du Sud et, de par sa formation, de sensibilité arabe, M. Moudada, qui est âgé de cinquante et un ans, est considéré comme partisan d'une démarche plus « populiste » que celle suivie jusqu'ici par le MDS. La ligne générale du parti ne devrait cependant pas subir de profonde bouleversements et s'en tenir à « un soutien critique » à la politique du chef de l'Etat, mais avec sans doute plus de fermeté. — (Corresp.)

AFRIQUE DU SUD

Protestations contre la répression au Cap

Le commandement de la police a annoncé, lundi 11 septembre, à Pretoria, l'arrêt immédiat du recours au fouet pour disperser toutes émeutes ou manifestations interdites, tandis qu'on apprenait que le Conseil national de sécurité devait se réunir au Cap, vraisemblablement pour discuter des sanglantes émeutes de la semaine dernière dans cette région.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, qui a annoncé cette réunion, n'en a pas précisé l'ordre du jour, mais les observateurs pensent qu'elle sera l'occasion d'analyser la genèse de ces émeutes et la façon dont ils ont été réprimés par la police. Le Conseil de sécurité rassemblera plusieurs ministres et les principaux responsables de l'armée et de la police.

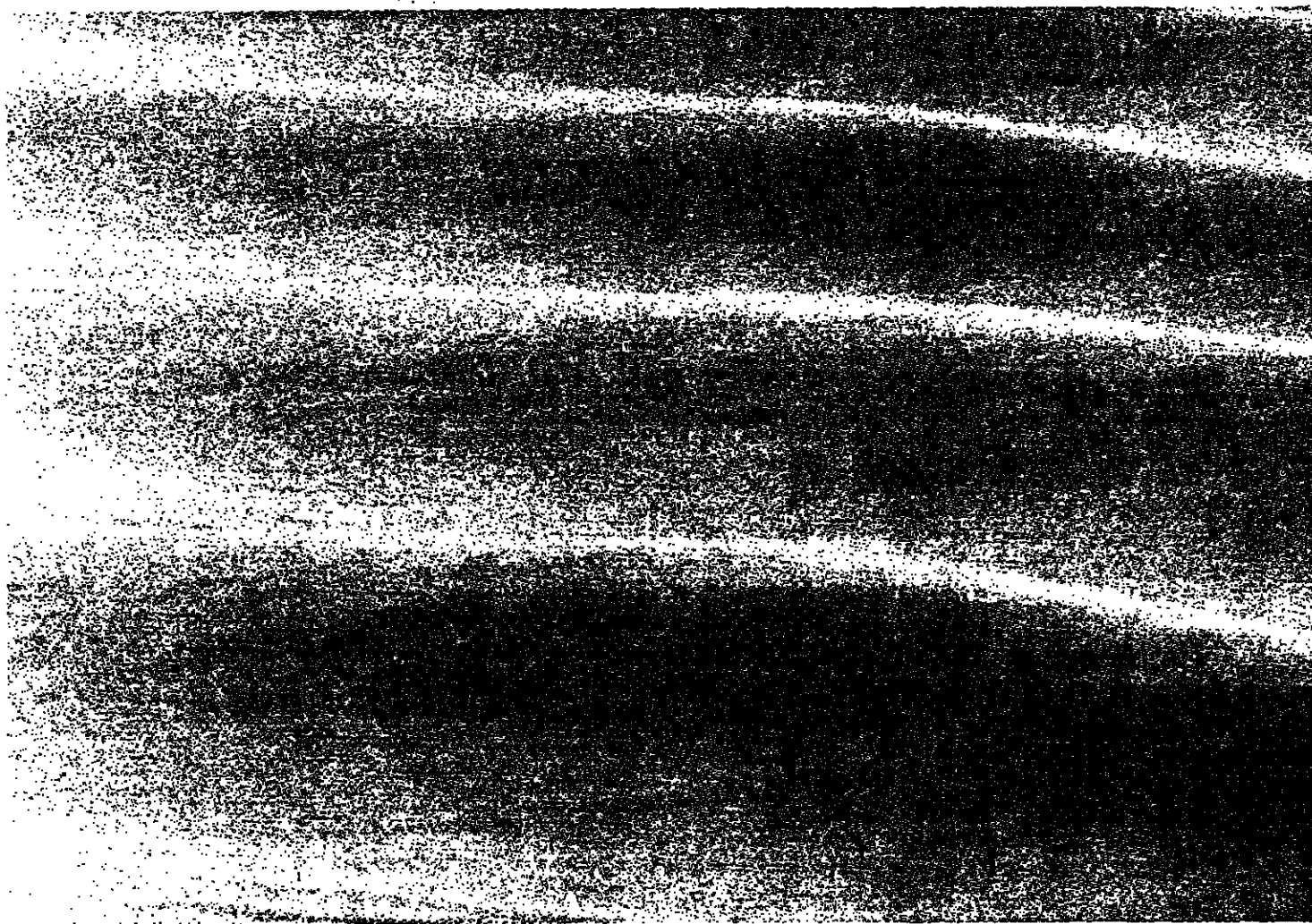
Par ailleurs, l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, et le président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, le pasteur Allan Boesak, ont tenu, lundi au Cap, une réunion relative aux violences policières et aux arrestations opérées le 6 septembre, jour des élections, lors de la marche de protestation contre l'exclusion de la majorité noire du processus électoral. Selon les deux religieux qui avaient pris la tête de la campagne de désobéissance civile organisée par le Mouvement démocratique de masse (MDM), cette journée d'émeutes aurait fait au moins vingt-neuf morts.

La police n'a dénombré que quinze cadavres, assurant que dix de ces morts étaient dues à des « combats entre factions rivales » et les cinq autres à des « violences sur la voie publique ».

Indignation de la France

MM. Tutu et Boesak, qui ont rencontré les ambassadeurs de France, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, du Canada, d'Allemagne fédérale et d'Australie, leur ont également demandé d'être présents en tant qu'observateurs à une marche de protestation, prévue mercredi au Cap, et aux obsèques des victimes, dont la majorité seront enterrées samedi. L'ambassadeur de France, M. Jacques Dupont, a assuré qu'il enverrait sur place un responsable de l'ambassade.

Pour sa part, lundi à Paris, M. Michel Rocard s'est déclaré « profondément indigné par la nouvelle selon laquelle des massacres se sont produits dans la région du Cap au moment même où se tenait un simulacre d'élections, dont la grande majorité de la population était comme toujours exclue ». Le premier ministre a fait cette déclaration lors d'un déjeuner offert en l'honneur de M. Ali Hassan Mwinyi, président de la Tanzanie, en visite officielle en France. — (AFP.)



AU-DELA D'UN CERTAIN SEUIL INFORMATIQUE,
L'IMPORTANT N'EST PLUS LA PUISSANCE DES OUTILS,
MAIS LA QUALITÉ DES TRANSMISSIONS.

Transpac, 1^{er} réseau mondial de transmission
de données.

Plus une entreprise se développe, plus elle traite de données. Et plus puissants deviennent ses outils informatiques. Comment leur assurer la qualité des transmissions qu'ils nécessitent pour fonctionner à plein rendement ? Seul un réseau de très grande dimension, à la fois large et sûr, rapide et flexible, répond à leurs besoins : TRANSPAC. Premier réseau mondial de transmission de données, TRANSPAC l'est plus encore par la qualité que par la dimension. Et cette qualité ne cesse de s'améliorer : délais de raccordement raccourcis, sécurité renforcée, performances optimisées... En 6 ans, TRANSPAC a ouvert 100 nouveaux sites, multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. De nouveaux services ont été créés, de nouveaux modes d'accès téléphoniques et sécurisés, tels les cartes à mémoire X32 et les modems asynchrones à correction d'erreur. A l'horizon se dessine NUMERIS, dont TRANSPAC ouvre déjà la voie. On dit que la qualité se paye : TRANSPAC fait mentir cet axiome. En 3 ans, ses tarifs ont baissé de 26% alors même que ses prestations ne cessaient de s'améliorer... TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

Politique

La préparation du congrès socialiste

Les jospinistes répondent aux attaques des fabiusiens contre la direction du parti

« Les mitterrandistes se disputent. Pourquoi ? »

Certains veulent se décerner à eux-mêmes des brevets exclusifs de légitimité mitterrandienne. Cette tentative d'« instrumentaliser » le président de la République est non seulement dénuée de fondement, mais dangereuse pour tout le monde. Les mitterrandistes du congrès d'Épinay, en 1971, ou d'aujourd'hui, ne signent pas tous aujourd'hui la même contribution. Parfois, ceux qui à ce congrès s'élevaient pas au côté de François Mitterrand ou qui, même, le combattaient, se posent, aujourd'hui, en supermitterrandistes !

Il faut être sérieux et constater, simplement, que François Mitterrand a fait confiance à Lionel Jospin, en 1981, pour lui succéder à la tête du PS, et qu'il a nommé successivement Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard pour diriger le gouvernement. Il n'y a pas de mitterrandisme par essence. Être mitterrandiste, ici et maintenant, c'est contribuer à travers un débat rigoureux et libre, à rassembler le courant majoritaire du parti. C'est débattre avec toutes les sensibilités du parti, et non focaliser la discussion à l'intérieur de la famille mitterrandiste. Enfin, c'est aider le président de la République à réussir son second septennat.

Y a-t-il un débat d'idées entre MM. Fabius et Jospin ?

Nous venons à la lecture de leurs contributions. Pour l'instant, il n'y a pas de divergence fondamentale sur la stratégie politique ni sur la conception du socialisme — peu de choses étant dites de part et d'autre à ce sujet — mais il y a une réelle divergence d'approche sur la préparation du congrès. Du côté de Lionel Jospin, on pense qu'il ne faut pas centrer le débat sur un seul thème, mais aborder l'ensemble des problèmes, y compris la discussion de la politique gouvernementale, alors que, à l'évidence, les interventions de Laurent Fabius et de ses amis vont dans un seul sens, qui est de critiquer la direction du parti, à laquelle, d'une certaine manière, ils prêtent leur part.

Les fabiusiens semblent, en effet, juger que le PS ne va pas bien et que la responsabilité en incombe à ceux qui le dirigent depuis huit ans.

Toutes les autres formations politiques du pays nous envient et nous citent en exemple pour notre mode de fonctionnement. À l'étranger, la vie du PS, son organisation, ses leaders, son débat interne ont été très nombreux partis. C'est la direction du parti issue de son dernier congrès, à Lille, en 1987, qui, avec d'autres, a contribué à la victoire de François Mitterrand l'an dernier. C'est sous l'autorité et la direction de Pierre Mauroy que le PS a obtenu, aux dernières élections municipales, après des débats difficiles, la meilleure implantation locale de son histoire. Excusez du peu !

Quant au score décevant des élections européennes, les responsables, eux, ne le sont pas.

Contrebalancer l'influence de la technocratie

Une rénovation est-elle, ou non, nécessaire ?

Elle est nécessaire, bien sûr ! À côté de la culture de gouvernement, que le PS a su faire émerger en son sein, il faut aujourd'hui créer une nouvelle culture de parti. Il y a trop souvent un manque de respect envers le PS. Certains se comportent avec désinvolture ou condescendance. Il suffit de voir ce que nous sommes, ce bureau exécutif ou le comité directeur. Beaucoup de membres du bureau exécutif, de secrétaires nationaux sont, trop souvent, absents du siège du PS. Il faudrait éviter le cumul des mandats et des responsabilités.

Il faudrait concentrer la direction du PS — même si cela doit poser de très difficiles problèmes de répartition de postes entre les diverses sensibilités — et l'entourer d'un deuxième cercle de responsables, spécialisés dans tel ou tel domaine. Il faudrait rendre naturelle la rotation entre le gouvernement et la direction du parti. Il faudrait davantage de transparence dans les débats des instances dirigeantes, en rendant les débats généraux de comité directeur publics. Il faudrait, aussi, fixer des règles permettant aux militants ou aux fédérations de prendre des initiatives, afin que le débat ne soit pas, de fait, confié, entre deux congrès, par la seule direction du parti.

Le PS a besoin de moyens matériels et intellectuels pour contrebalancer l'influence de la technocratie gouvernementale. Il devrait être en mesure d'élaborer une stratégie que les dirigeants d'une planification nationale. Le bureau exécutif devrait pouvoir disposer, par exemple, chaque trimestre, d'un rapport sur l'état de l'opinion et du PS, sur la vie du mouvement social et sur la situation internationale. Une des fonctions principales du PS devra être la prospective politique et

Après la réunion des fabiusiens à Evry (le Monde du 12 septembre), le débat tend à s'aggraver entre les amis du président de l'Assemblée nationale et ceux de M. Lionel Jospin. M. Jean-Jack Queyranne, l'un de ces derniers, porte-parole du PS, a déclaré, mardi 11 septembre, lors de son point de presse hebdomadaire, qu'« on ne peut faire un congrès contre la direction du parti, surtout quand on en a été solidaire ». M. Gérard Le Gall, jospiniste lui aussi, membre adjoint du secrétariat national du PS chargé des élections et des études politiques, répond, dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, aux critiques contre la direction du parti, tout en avançant des propositions pour rénover le fonctionnement des instances dirigeantes.

La contribution que M. Fabius et ses amis doivent présenter au comité directeur, qui se réunira le 7 octobre, va être redonnée après la réunion d'Evry. L'avant-projet distribué lors de cette réunion se trouvant, ainsi, périmé, le Monde attendra de disposer du texte actualisé des analyses et des propositions des fabiusiens pour en publier des extraits.

social. C'est la manière moderne d'être un parti d'avant-garde.

D'où vient, selon vous, le décalage entre le PS, qui critique le gouvernement et l'opinion qui l'approuve ? — Il y a des logiques d'opinion et des logiques électorales. Dès les élections cantonales d'il y a un an, puis, de manière plus nette, aux élections municipales et européennes, on a pu constater le bas niveau de la gauche, qui ne confirme pas l'excellence des sondages. En démocratie, la qualité d'une politique se juge au fond des urnes. Il semble bien qu'il y ait une certaine méconnaissance entre les soutiens traditionnels de la gauche, d'une part, le parti et le gouvernement d'autre part. Il va falloir parler de cela au congrès.

Pour un socialiste, discuter, dans le cadre d'un congrès, de la politique gouvernementale et de ses effets est non seulement un droit, mais un devoir. Entre l'incantation tournée vers une « autre politique » et ceux qui, par penchant naturel, portent un regard amoureux sur l'action de Michel Rocard, il y a place pour un large débat, profitable au gouverne-

ment et nécessaire pour vaincre aux élections législatives de 1993.

Le bilan du gouvernement depuis un an, comme celui de la direction du parti depuis le congrès de Lille, sont suffisamment positifs, et les hommes qui dirigent le gouvernement et le parti sont suffisamment solides pour que les uns et les autres puissent accepter les justes critiques et faire leur miel de propositions constructives.

Les dirigeants socialistes semblent davantage préoccupés par leur avenir que par ce qu'ils sont en train de faire au gouvernement. Pourquoi ? — Il aurait mieux valu faire un congrès idéologique décapant du congrès statutaire. Cela s'est avéré impossible. C'est dommage. Le temps est venu, en effet, d'oser parler de ce que nous sommes. C'est un problème fondamental de communication dans la compétition avec les autres idéologies : le libéralisme, le socialisme, l'écologie, etc. Les sensibilités restent le substrat de nos débats, qui ne se résument pas à des positionnements tactiques.

Le PS doit esquiver une réflexion théorique ou idéologique

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

Après les injures antisémites de M. Autant-Lara

« L'Occupation, ce fut le bon temps »

Les membres du Parlement européen ont exprimé unanimement, mardi 11 septembre à Strasbourg, leur solidarité à l'égard de leur ancien président, M. Simone Veil, victime d'attaques antisémites proférées par M. Claude Autant-Lara. Le président du groupe socialiste, M. Jean-Pierre Cot, a souligné que les membres du groupe technique des droits européens, dans lequel siège le Front national, « soient excusés de tout acte de responsabilité ».

BERNE
de notre correspondant

L'université de Lausanne n'avait jamais jugé bon de retirer à Mussolini le titre de docteur honoris causa qu'elle lui avait décerné en 1937. Aujourd'hui, la cinémathèque suisse n'envisage pas de renoncer aux archives léguées par l'ancien cinéaste Claude Autant-Lara. Certes, son directeur, M. Freddy Bueche, admit avoir reçu des protestations indignées après les propos racistes de M. Autant-Lara mais il ne trouve nullement « gênant » de conserver les films qui lui ont été remis.

« Contrairement à d'autres de ses amis, déclare M. Bueche, je n'ai pas honte d'Autant-Lara. Je me défends de ses propos mais je lui garde toute mon amitié. Son adhésion au Front national n'est son problème, pas le mien. » Entre le directeur de la

cinémathèque suisse et le cinéaste suisse, des liens se sont noués depuis l'organisation d'un festival du film de Locarno en 1970. En 1981, l'auteur du *Diabolo*, un corps avait été l'hôte d'honneur de la cinémathèque pour l'inauguration de ses nouveaux locaux.

En présence des autorités fédérales et locales, M. Autant-Lara avait alors fait don de ses archives personnelles à la Suisse, affirmant que la France, qui n'avait pas voulu, s'était montrée « trop souvent ingrate à son égard ».

Une année plus tard, M. Bueche consacra une monographie au cinéaste français et, en 1983, à l'occasion d'un colloque sur Stendhal à l'université de Lausanne, M. Autant-Lara jeta un certain froid en se livrant à des considérations ouvertement antisémites. Interrogé par la presse helvétique, le réalisateur de

sur le sens de son action dans le présent et sur sa mise en perspective. Pour rationaliser notre réflexion et dynamiser notre action, il faut partir de la notion de compromis social, concept adopté au congrès de Valence, en octobre 1981. Nous y affirmons la cohabitation durable entre les détenteurs du pouvoir économique et le mouvement social, cela à travers le conflit et la recherche de compromis. Il serait bon, désormais, de débattre du contenu de l'« économie mixte », chère aux planistes des années 30. Est-ce du capitalisme mixte ou du socialisme mixte ?

Il faudra aussi réfléchir aux formes que prennent aujourd'hui les conflits dans notre société. Comment nous insérons-nous dans ces conflits ? Il est difficile, en outre, de faire l'économie d'un débat sur la nature du PS. A mes yeux — mais faut-il oser le dire ? — c'est un parti réformiste, dans un parti de transformation sociale. Mais il y a des réformes réformatrices et d'autres qui ne sont que réformatrices.

C'est aussi, pour parler net, un parti de plus en plus interclassiste, même si, sous le seul rapport des notions électorales, ceux-ci comprennent une forte composante non active et toute la gamme du salariat. C'est, enfin, un parti qui doit rassembler des forces économiques et sociales, mais aussi rassembler sur des valeurs qui sont celles de la République et du socialisme.

C'est aussi un parti dont les clivages principaux ne correspondent plus vraiment à de réelles différences idéologiques.

Si les différences principales se sont, au fil des congrès, un peu estompées, on retrouve dans l'approche des choses et des hommes des différences de sensibilité. Les sensibilités restent le substrat de nos débats, qui ne se résument pas à des positionnements tactiques.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

La sixième université d'été du Parti radical

Trop, c'est trop

MONTÉLIMAR
de notre envoyé spécial

« On en a assez ! », assez de ce François Léotard, « à géométrie variable », de ces grands écarts du président du Parti radical qui, à Montélimar, vilipende les centristes et vient les embrasser à Ramatuelle à la fin de la saison estivale. Les quelques deux cents responsables et militants du Parti radical (1) venus samedi 9 et dimanche 10 septembre à Montélimar, ville qu'un des leurs, M. Thierry Cornille, a enlevée au PS en mars dernier, ont conjugué sur tous les tons leur mauvaise humeur, dont leur président, M. Yves Galland, s'est fait le porte-parole.

Après M. Didier Bariani évoquant le lambeau politique qui fait tourner les cœurs politiques au point qu'on ne sait plus très bien qui danse avec qui et qui a quitté qui, c'est M. Galland qui s'exprime avec la « sans-gêne », mélange de sensibilité et de rage, qu'il appelle « plus de marche en arrière », que « pas en avant », accompagné de « changements de cavalière ».

Pris dans cette chorégraphie infernale, les radicaux ont la tête qui leur tourne. Oh ! certes ils ne renouent pas en cause, du moins publiquement, leur appartenance à l'UDF, ni à l'opposition qu'ils qualifient de « radicale ». Mais le Parti radical y perd son âme pour ne récupérer que des « radicaux ». Il est d'autres courants anciens, adhérents à la marée d'Orange qui regrettent que son parti n'ait pas « pris le train des rénovateurs ».

Mais ils s'interrogent sur l'avenir. M. André Rosinot se dit « inquiet » sur celui de l'UDF. A défaut d'être rassuré, il a expliqué ce qu'il fallait faire : ne pas attendre la réorganisation de l'opposition au sommet pour s'en occuper sur le terrain régional et local, exemple à l'appel de ce que lui-même a entrepris en Lorraine. M. Charles Millon (UDF-FR), pré-

sident du conseil régional de Rhône-Alpes, seul invité à cette université d'été, aura prodigué le même conseil : « L'union ne s'impose pas du sommet mais elle doit se construire à la base ».

Overdose

L'idée d'un conseil supérieur de l'opposition, lancée par M. Alain Juppé, n'a pas suscité un grand enthousiasme. Faut-il se méfier de M. Juppé, il y a « overdose de propositions » et il s'agit maintenant d'organiser les états généraux de l'opposition en y associant, surtout, « la base ». Mais sa proposition concerne l'intergroupe de l'opposition à l'Assemblée nationale qui, selon lui, doit être « une instance qui rassemble les forces politiques qui ont franchi pour l'instant le seuil unique de l'opposition à la prochaine élection présidentielle. L'objectif principal du Parti radical y est d'autant plus favorable qu'elle permettrait à son parti de « réorganiser » pour que, par là, il ait des candidats.

Son enthousiasme dans le feuillet de la plume de Valéry Giscard d'Estaing, il souhaite que le système, « conçu par l'élite la plus dure du RPR » soit amendé. Quant aux états généraux, M. Galland propose des structures simples : commission du projet, par exemple, et il n'écarter pas tout à fait l'idée de M. Juppé.

Le président du Parti radical a surtout, au cours de ces deux jours, voulu faire passer le message : le CDS est un représentant à l'UDF et il est grand temps de remettre les pendules à l'heure des élections européennes. Il a écrit, en ce sens à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la confédération, qu'il est « nécessaire d'organiser un conseil de l'opposition, dans une forme qui pratique à l'égard des radicaux des relations qu'on souhaiterait voir chez l'autre ».

ANNE CHAUBESBOURG.

(1) Le Parti radical doit tenir un congrès les 17, 18 et 19 novembre à Montélimar (Rhône-Alpes).

La politique à petits pas

(Suite de la première page.)

La seule nouveauté est venue de l'apparition d'un fort courant écologiste, mais il est trop tôt pour dire s'il se comportera, ou non, en partenaire stable de la vie politique, ou s'il aura brillé qu'à l'occasion d'un scrutin sans grand enjeu.

Le résultat des courses est naturellement un retour à une situation classique, certes, mais répartition des sièges et des voix est nouvelle. La perspective d'un nouveau scrutin et ballot (ainsi que la chute brutale de M. Giscard d'Estaing au baromètre de la SOFRES) a d'ailleurs permis à Jacques Chirac de remonter sur son cheval, et aux socialistes réfractaires de contester Michel Rocard, coupable à leurs yeux de jouer de trop bons sondages personnels, en regard d'une base politique qui, elle, reste ce qu'elle est.

Si bien que le seul vrai facteur de changement des comportements politiques — « dehors d'un mouvement social de grande ampleur, qui pourrait balayer le gouvernement en place, en fait, le temps — celui, long, qui nous sépare des prochaines grandes échéances électorales. Trois ans, en soi, c'est plutôt court. Mais c'est beaucoup pour une classe politique habituée depuis quinze ans — pratiquement depuis l'élection de VGE à la présidence de la République en 1974 — à vivre à un rythme fou, et qui a été pendant quelque temps, privée de rendez-vous importants, à cet égard, pour tout un début, de s'adapter à cette lenteur obligée.

M. Rocard avait, de ce point de vue, pris un tour d'avance en misant sur la durée. Mais celle-ci ne lui rend pas la gestion plus facile. Au contraire, l'attitude classique et saine, d'un gouvernement d'habitué derrière les impératifs électoraux pour ne toucher à rien lui est interdite. Le coût et le financement de la protection sociale, le niveau scandaleux de l'échec scolaire, la probité des fonctionnaires et le manque de « participation » de l'État : il ne serait pas admissible que tous ces « chantiers » soient laissés en l'état, ou passent seulement l'objet d'« annonces » de mises en chantier. L'exigence est donc plus grande à l'égard de ce gouvernement qu'elle ne pouvait l'être à l'égard de ceux qui préparaient les élections. Elle l'est d'autant plus que, placé dans une telle situation, le gouvernement se doit aussi d'imposer les points de fixation du débat politique. Les états-majors ne peuvent plus, aujourd'hui, se contenter de mettre leurs troupes en ordre de bataille pour le scrutin suivant. Cette fois, il faudra trouver autre chose, de préférence des sujets qui en valent la peine, lesquels, comme chacun sait, ne sont pas abondés « sérieusement » en période électorale.

Enfin, cette traversée au long cours est périlleuse pour les leaders, habitués à avoir pour seule stratégie la « construction » de leur image. Lors de M. Chirac, après l'accordéon, il y avait eu, certes, une certaine volonté de ne pas se laisser aller à des excès, mais il faut admettre que, dans ce jeu, il y a eu, à droite, une certaine « overdose ».

Au total, la plupart des chefs de file (certains chefs de courants du PS, comme M. Juppé, et ceux qui, à droite, spéculent sur une interruption brutale du septennat) ont compris qu'il est un peu tôt pour préparer la future élection présidentielle. Il leur faut, au contraire, se « positionner » en fonction d'une échéance législative. C'est pourquoi la question d'une nouvelle cohabitation agite déjà les esprits.

La posture n'est pas absurde, quand on voit bien ce qui se joue, en termes législatifs, la droite est aujourd'hui mieux placée qu'elle ne l'était aux dernières élections du PS. D'ici, en juin 1988, après une réflexion présidentielle plus contrôlée que jamais, le PS n'aurait pas failli perdre la législature ? Mais si l'on peut se demander si le président accepterait une telle perspective — les stratégies se bécotaient autour d'elle. Le retour à un schéma de cohabitation classique, à droite, n'a pas d'autre explication.

Comme toujours, le RPR patit de l'union, qu'il faut tendre par légèreté des chiraquiens et écologistes de l'UDF. Comme en 1978, lors de sa fondation par lui-même, M. Giscard d'Estaing assigne pour but à l'UDF d'avoir plus de députés que le RPR, pour prétendre au leadership gouvernemental. L'objectif de M. Léotard est le même, à ceci près qu'il voudrait mener ce combat pour son compte. Quant à M. Méthénier, il a été le premier à avoir, sur ce point, le mérite de la franchise.

Dans ce calendrier résiduel, enfin, la difficulté principale de M. Rocard, il lui faut préparer les socialistes à affronter des élections législatives difficiles. Or la « méthode Rocard » a ceci de particulier qu'elle désamorce l'opposition, sans pour autant transformer les adversaires désarmés en soutiens électoraux. Ce hiatus gêne déjà et gênera chaque jour davantage, le premier ministre.

La logique à laquelle obéissent ses adversaires, au sein du PS, correspond à une échéance législative (l'assurer des soutiens à gauche), tandis que la politique de M. Rocard — lequel, malgré ce qu'on tente de faire croire au PS, est plus populaire à gauche qu'à droite — correspond à un impératif présidentiel : rassembler au-delà de son propre camp.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

605 PEUGEOT

Venez la découvrir et la baptiser au MUMM Cordon Rouge dès le 14 septembre.



NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.66
4, rue de Châteaubon 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

سكنا من الاميل

صحن من الامل

... Le Monde • Mercredi 13 septembre 1989 7

CONQUEST EUROPE ADVERTISING

SANS LES CONGÉS PAYÉS OÙ SERIEZ-VOUS PARTIS ?
SANS LE 1% LOGEMENT OÙ SERIEZ-VOUS RENTRÉS ?

NUMERO VERT 05.00.84.77

Qui aujourd'hui pourrait bien vivre sans congés payés, sans protection sociale ? Depuis 35 ans, le 1% Logement a permis de loger plus de 6 millions de ménages. Aujourd'hui, chaque année, c'est près de 300 000 familles qui bénéficient du 1%, et leurs 300 000 logements, c'est l'équivalent d'une grande métropole. En France, 209 organismes spécialisés (182 C.I.L. et 27 C.C.I.), réunis au sein de l'UNIL, gèrent le 1% Logement pour vous aider à vous loger. Ces C.I.L. et C.C.I. sont à votre disposition pour vous conseiller, vous aider à réhabiliter, louer ou acheter, ainsi que pour faciliter votre mobilité professionnelle. Le 1% Logement des entreprises, c'est un acquis social pour les salariés : pour savoir comment en bénéficier, tapez 36.14 UNIL.



LE 1% LOGEMENT, QUI POURRAIT VIVRE SANS ?

Politique

Dans son rapport au premier ministre

M. Michel Prada estime que l'on peut remédier à tous les maux de la Corse « par les moyens les plus ordinaires »

Sans négliger l'importance de la Corse — le document « pèse » quatre cent cinquante pages — ni sa susceptibilité — une vingtaine d'exemplaires ont été expédiés à Bastia et à Ajaccio lundi soir par avion — M. Prada ne juge pas inutile de relativiser les « ambitions légitimes » d'une île qui reste trois fois moins peuplée que le Limousin, la plus petite région du continent. Il s'en excuse presque mais la Corse est « une région insulaire de petite dimension ». Cela ramène à « de plus justes proportions » sa vocation à un avenir européen et méditerranéen, écrit le haut fonctionnaire pendant que la Corse rêve d'un réseau européen de transports qui passerait par Bastia, et que M. Pierre-Jean prépare le colloque sur les « européens » qu'il doit présider à Ajaccio en octobre.

Ce rapport avait été demandé par M. Michel Rocard le 20 mars, au plus fort du conflit social qui a vu la quasi-totalité des fonctionnaires de l'île dans la rue pendant près de deux mois. Finistère qui répondait à la pression à la principale revendication des grévistes — une prime d'insularité, le chef du gouvernement avait recommandé une remise à plat générale de l'économie corse sous forme de quatre tables rondes. Celles-ci ont travaillé de mai à juillet. Quelques deux cents personnes, élus, socio-professionnels, syndicalistes, ont participé aux réunions.

M. Prada en a fait la synthèse, en y ajoutant ses propres conclusions. Il n'est favorable ni à un statut fiscal particulier, ni à une compagnie aérienne régionale mais à une normalisation des droits de succession et à un renforcement du rôle du préfet, qui devrait être chargé d'une « mission d'intervention volontariste ». Les fonds publics pourraient y gagner 300 à 350 millions de francs, qui seraient redistribués à l'île par un meilleur réseau routier.

L'inspecteur des finances n'a pas été bouleversé par l'écart des prix entre la Corse et le continent : environ 5 %, ce qui ne représente pas des « proportions alarmantes ». La table ronde sur les prix, présidée par M. Pierre Bouhès, a suggéré, pour le réduire, d'étendre aux entreprises corses les aménagements de tarifs EDF et de téléphone consentis sur le continent, d'encourager la distribution d'essence dans les grandes surfaces, de créer un centre d'information sur les prix à l'intention des consommateurs, et à plus long

Les Cornes réclamaient des mesures spécifiques tenant compte de leur situation particulière. Le rapport rendu au premier ministre, mardi 12 septembre, par l'inspecteur général des finances Michel Prada va plutôt dans le sens d'un rattachement de la Corse au régime continental : redéploiement fiscal, remise en ordre de la continuité territoriale, rétablissement de l'autorité de l'État, normalisation plutôt qu'exception.

Il préconise en outre un développement axé sur le tourisme, un mot qui provoque des réactions épidémiques sur l'île, notamment chez les nationalistes.

terme, de moderniser le secteur de la distribution.

Le régime « exorbitant » des droits de succession

Le rapporteur de la table ronde sur la fiscalité, M. Michel Lainé, semble, en revanche, avoir été impressionné par le régime des droits de succession : « Aucune spécificité économique ou géographique » ne peut justifier une « situation aussi exorbitante du droit commun ». A en juger par le nombre de contributions insulaires jointes à cette partie du document, M. Lainé et ses interlocuteurs semblent avoir eu quelques divergences.

M. Lainé s'est livré à un « examen attentif » des statistiques : il a, certes, constaté que la Corse était « sans doute » la région la moins favorisée de France mais ni le PIB (1), ni les niveaux de revenu, ni le taux de chômage (2), ni les comptes des entreprises ou des collectivités locales, n'ont montré un écart tel avec les régions continentales les moins développées que se justifie un statut fiscal « particulier et perpétuel ».

De 30 à 50 millions de francs s'écartent au travers de la spécificité du régime des droits de succession. L'impôt existe mais aucune sanction ne frappe en Corse ceux qui ne font pas de déclaration de succession dans les six mois (Arrêté Miot de 1801). En 1984, la moitié des décès n'ont pas donné lieu à déclaration de succession. M. Lainé a proposé un dispositif qu'il estime « généreux », étalant le retour au droit commun sur toute une génération. Il s'agit d'une telle fin de non-recevoir qu'il a estimé que ce domaine allait au-delà de l'économie : une affirmation « de la spécificité irrédécible de la Corse ». Mais la majorité des participants ont refusé de discuter d'autre chose que d'une exonération totale « en raison de la responsabilité que cela comporte devant l'his-

toire » et l'assemblée régionale a voté le 20 juillet une motion de sauvegarde des droits acquis.

Dans ses conclusions, M. Prada reprend la proposition d'une période de transition, avec exonération pour la première succession, en soulignant le « risque politique sérieux » d'une mesure aussi symbolique. Il préconise également un relèvement progressif des taux de TVA préférentiels en Corse dans certains secteurs, malgré l'augmentation de prix qui en découlerait. Les ressources décaissées (150 à 200 millions de francs) seraient affectées à l'aide au développement.

Un ombudsman temporaire ?

Sur la continuité territoriale — cette subvention aux transports destinée à compenser l'insularité (753 millions de francs en 1989) — le rapport confirme que tout le monde en profite, que quelques-uns en abusent, qui ne se trouvent pas particulièrement en Corse, alors que les revenus qui en découlent sont plutôt investis sur le continent. L'enquête, dirigée par M. François Esig, incrimine les succrotes paritaires à Nice et à Marseille et deux intermédiaires en situation de monopole (Pittaluga et Somes). A Marseille, les procédures de maintenance n'ont pas été modernisées pour le trafic avec la Corse alors qu'elles l'ont été pour les liaisons internationales, illustrant des « effets pervers de la protection du monopole subventionné de service public ». Selon le rapport, une meilleure gestion permettrait une économie de 150 millions de francs au moins. Mais l'entreprise est difficile en raison des « aspects sociaux » sur le continent d'une telle rationalisation.

Sur le pouvoir d'achat dans la fonction publique — détonateur de la grève du printemps — le rapport ne juge pas non plus que l'écart Corse-continental soit d'une « ampleur telle qu'il justifie des

mesures exceptionnelles ». Le président de la table ronde, M. Pierre Cabanis, a cependant relevé une « crise d'identité » chez les agents. Il propose de tenter d'y remédier en rétablissant l'autorité de l'État — « rétablir ou à proprement parler rétablir » — se demande-t-il et en créant, aux côtés du préfet de région, un poste « d'ombudsman extraordinaire et temporaire » qui assisterait des administrations enchevêtrées dont on ne connaît même pas le nombre exact d'employés.

Dans ses réflexions d'ensemble, M. Prada estime que, dans cette île presque dix fois moins peuplée que la Sardaigne, l'avenir industriel ne peut être que « problématique ». En revanche, l'économie insulaire « peut se développer harmonieusement autour de l'économie du tourisme ». Le rapporteur avance prudemment, en se défendant d'un projet de « tout tourisme ». Il évoque un développement « contrôlé », de petites unités, une clientèle touristique qui visiterait les villages. Une proposition presque aussi modeste lui avait déjà valu quelques attaques frontales de la part des nationalistes, lors d'une intervention le 20 juillet devant l'assemblée de Corse. Et début août, le FLNC a mis en garde contre la « balustrade » de l'île : « Toute la Corse appartient au peuple corse jusqu'à la plus petite plage ».

L'inspecteur des finances pense néanmoins que les problèmes sont « moins complexes qu'il n'y paraît » et que l'on pourrait remédier à tous les maux de la Corse « par les moyens les plus ordinaires » selon l'expression — M. Motet, procureur général à Bastia, auteur d'une étude similaire en 1936. Son rapport n'en est pas moins émaillé de références à d'étranges comportements. Il y est question d'un « théâtre antique » des réseaux de souveraineté, d'une situation de « neutralisation rétrograde » dont les élus ont convenu qu'il y avait danger à la prolonger. Et encore d'une « forme maligne d'agitation immobilière » qui nourrit les intrigues dans cette région insulaire ordinaire.

COURTES LÉGENES.

(1) Le PIB par habitant s'élevait en Corse à 72 000 F, selon l'INSEE, soit un tiers de celui du continent. (2) 10,5 % en Corse contre 7,5 % en France.

(3) Un taux de 10,9 % en 1988 contre 10,2 % en moyenne nationale.

Les convents maçonniques

Le Grand-Orient de France demande aux francs-maçons de « défendre la république laïque »

Le Grand-Orient de France (GODF), principale obédience maçonnique française, a élu lors de son assemblée générale annuelle, qui s'est tenue du jeudi 7 au dimanche 10 septembre, M. Jean-Robert Raguache à la charge de grand maître. Celui-ci, qui succède à M. Christian Fosse, a été élu à l'unanimité.

Au cours d'une conférence de presse, lundi 11 septembre, le nouveau grand maître a rendu publiques les motifs de sa candidature. Il invite les francs-maçons à « adopter une attitude résolument offensive » afin de restaurer la « république laïque ».

M. Raguache a souligné que le Grand-Orient de France n'est pas un simple club de gentlemen, mais qu'il a une mission de défense de la République. Il a notamment évoqué la « réurgence de certaines idéologies » qu'il faut combattre. Il a également souligné la « réurgence de certaines idéologies » qu'il faut combattre.

Invité à s'exprimer sur le différend qui oppose à ce dernier sujet les juifs et les catholiques le grand maître du Grand-Orient de France a

déclaré : « C'est une attitude à notre conception de la laïcité. [Ce lien] appartient à la conscience de l'humanité ».

Selon M. Raguache, « la République laïque, qui est une spécificité française, doit préserver ses valeurs : la liberté, celle des citoyens, et la solidarité, celle des hommes ». Il a également souligné la « réurgence de certaines idéologies » qu'il faut combattre. Il a également souligné la « réurgence de certaines idéologies » qu'il faut combattre.

Interrogé à l'issue de sa conférence de presse sur les récents propos du député Claude Attali-Lara recueillis par le magazine *Globe*, le grand maître du Grand-Orient de France a estimé que le plus grave était dans cette affaire de prétendre exprimer « ce que des millions de gens pensent ». « On réveille, s'est-il écrié, ce qui y a de plus mauvais chez l'homme : l'exclusion de l'autre ».

Publication des quatre circulaires sur l'intégration des rapatriés d'origine nord-africaine

Le gouvernement a fait paraître, samedi 9 septembre, au *Journal officiel*, les quatre circulaires relatives à l'intégration des rapatriés d'origine nord-africaine qui visent à concrétiser les mesures annoncées le 30 août par le conseil des ministres (le *Monde* du 6 septembre).

En introduction de ce plan, M. Michel Rocard demande aux préfets de désigner, dans chaque département, un fonctionnaire du corps préfectoral « dont la disponibilité sera suffisante pour qu'il se

concentre effectivement à la tâche d'animation et de coordination » des efforts de l'ensemble des services de l'État au service de l'objectif gouvernemental.

Chaque préfet devra « présenter avant le 31 août un tableau de la situation de la santé et de la protection sociale des rapatriés d'origine nord-africaine » dans son département et « dire comment seront mises en œuvre, localement, les mesures indiquées par les circulaires ».

La préparation des élections sénatoriales

Ain : les primaires de M. Millon

LYON de notre bureau régional

Près des trois quarts des grands électeurs de l'Ain se réclamant de l'opposition nationale, soit un peu plus de sept cents élus, ont participé, samedi 9 septembre, à Lagnieu, à des élections primaires destinées à choisir les deux candidats qui se présenteront dans ce département, avec les meilleurs chances de succès, aux élections sénatoriales du 24 septembre prochain, face à leurs principaux concurrents, un tandem de gauche formé par MM. Noël Ravassard, ancien député socialiste, et Louis Jannet, conseiller régional (MRG).

Non sans quelques frayeurs, l'initiative du mouvement des « renouveaux » de l'opposition, M. Charles Millon, député (UDF-PR) de l'Ain, maire de Belley et président du conseil régional Rhône-Alpes, est parvenue à apporter la démonstration que l'arbitrage des électeurs pouvait utilement suppléer aux « magouilles des élus-majors » politiques pour la désignation de candidats. « Vous avez accompli un geste important et nouveau, le premier d'une longue chaîne », s'est ainsi félicité le président de la région Rhône-Alpes à l'adresse des quelques quatre cents grands électeurs de l'opposition qui, des portes de Lyon jusqu'aux frontières de la Suisse, avaient consenti, en samedi soir, à faire le déplacement jusqu'à la salle polyvalente de Lagnieu (1). Quelques heures plus tôt, un tandem plus nerveux, l'ancien lieutenant de M. Raymond Barre était seulement convenu que « les plus beaux enfants sont aussi les plus difficiles à accoucher ».

Deux mois après l'idée d'une « convention départementale » des grands électeurs de l'opposition nationale avait été rendue publique par le secrétaire de M. Millon, rien, il est vrai, n'avait été égaré en

chef de file des « renouveaux ». Ainsi, après avoir donné son accord à une telle procédure, il a d'abord réuni des six parlementaires de l'Ain, organisée dans sa propre commune, à Pont-d'Ain, le 7 juillet dernier. M. Jacques Boyon, président (RPR) du conseil général du département, avait considéré, un mois plus tard, que la convention prévue lui apparaissait finalement « aléatoire, dangereuse, tardive, compliquée à organiser » et susceptible d'« affaiblir la cohésion de la majorité départementale ». Pendant l'été, l'ancien secrétaire d'État à la défense de M. Jacques Chirac allait donc décourager ses propres partisans de participer à une telle opération, afin d'éviter, de façon plus classique, à la constitution d'une liste d'union, « composée du meilleur candidat UDF et du meilleur candidat RPR, en tenant compte de la géographie du département ».

Un souvenir non impérissable

Pendant ce temps, les deux douzaines de candidats officiellement déclarés continuent de s'affronter sous le regard vigilant des deux sénateurs sortants (UDF-PR), MM. Guy de La Verpillière et Roland Ruet, l'un et l'autre de soixante-six ans, qui avaient décidé de ne pas se représenter. Or un faux pas de l'un de ces prétendants eût sans doute mené de tout compromettre. Président de la fédération nationale des maires ruraux, M. François Paour (div. dr.), affirme, en effet, un peu trop directement, au cours de sa campagne, que « les sénateurs sortants ne laissent pas un souvenir impérissable ». Cela suffit pour qu'aucun des intéressés ne demande que M. Paour s'abstienne de participer à la convention de Lagnieu. Le tandem que ce dernier formait avec M. Pascal Moylan, maire (UDF-PR) de Perny-Voltaire, était ainsi cassé, pour le plus grand profit de

MM. Jean Pépin et Jean-Paul Enin, tous deux membres du Parti républicain, vice-présidents du conseil général de l'Ain et considérés comme plus proches de M. Jacques Boyon.

Mais, en dépit de cette double offensive, près de quatre cents élus de l'Ain, sur un millier de grands électeurs réputés appartenir à l'opposition nationale, ont préféré se prononcer personnellement sur le choix des candidats aux élections sénatoriales du 24 septembre prochain. Par le biais des pouvoirs, autorisés par le règlement intérieur de cette convention, trois cents autres environ, dont M. Lucien Guichon, député (RPR) et maire d'Oyonnax, ont participé à la réunion, afin d'élaborer, de façon plus classique, à la constitution d'une liste d'union, « composée du meilleur candidat UDF et du meilleur candidat RPR, en tenant compte de la géographie du département ».

Dans son discours de clôture de cette première convention à la française, M. Charles Millon a estimé que, compte tenu de l'influence des grands électeurs, les résultats de ce vote étaient « incertaines ». « Je suis sûr », s'est-il écrié, « que ce vote de telles procédures qui peuvent permettre de renouveler les partis politiques, de retrouver le goût du bien commun et celui de la démocratie ». D'ici au 24 septembre prochain, il reste toutefois à vérifier que les candidats, déclarés au non, qui ont été désavoués lors de ces primaires « primaires » de l'opposition respectent le choix indicatif des « conventionnels » de Lagnieu.

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) Sur les mille trois cents quatre-vingt-cinq grands électeurs de l'Ain, un millier sont considérés comme favorables à l'opposition nationale.

(Membres du bureau de la convention départementale de Lagnieu. Volontaires : 701. Expérimentés : 692. Ces derniers : MM. Jean Pépin, 472 voix ; Jean-Paul Enin, 345 ; Pascal Moylan, 261 ; François Paour, 193.)

Côtes-du-Nord : le PS espère le grand chelem

SAINT-BRIEUC de notre envoyé spécial

Le Parti socialiste a un fort appétit. Alors qu'il défend la présidence du conseil général, les cinq circonscriptions législatives et plusieurs grosses communes de la région de Saint-Brieuc ont décidé d'offrir tout le gîte sénatorial et ce, sans en laisser la moindre part au PC.

« Le PS veut jouer les Heracles et gonfler les biceps », constate, amx, le candidat du PC, M. Félix Lenoir, deuxième vice-président du conseil général, dont l'offre d'une liste d'union de la gauche dès le premier tour est repoussée.

« Si on veut, estime le maire de Callac, on peut avoir trois sénateurs de gauche dans une communauté. Car l'élection d'un sénateur communiste — soit celle d'un parlementaire sur huit — ne serait que justice car de nombreux socialistes ont été élus grâce à nos voix ». M. Lenoir, qui n'entend pas « passer au marché de dupe » avec le PS, a proposé à celui-ci de conclure, dès maintenant, un accord en vue du second tour. Une proposition restée, à ce jour, sans réponse.

Aujourd'hui, le PS serait, selon l'avis de ses trois candidats socialistes — MM. René Ragnault, sénateur sortant, Claude Sannier, maire de Saint-Brieuc, et Alain Gouillon, nouveau maire de Lanvollon — dans une meilleure posture qu'en 1980 tant par rapport à l'opposition qu'au Parti communiste. Ainsi, au sein même de la désignation des députés conseillers municipaux, les représentants du PS talonnent sur le vote de plus de sept cents grands électeurs, alors que moins de deux cents seraient acquis aux communistes et que l'opposition UDF-RPR pourrait en rassembler six cent cinquante. Ce rapport de forces conforte M. Charles Josselin, député socialiste et président du conseil général, dans son souhait d'obtenir trois sièges socialistes, et il affirme volontiers que « le Parti commu-

niste devrait comprendre que dans les Côtes-du-Nord il doit faire confiance au Parti socialiste pour représenter les intérêts de la gauche au Palais de Luxembourg ».

Un langage que ne comprennent pas toujours les grands électeurs traditionnels attachés à l'union. Ainsi, à Erquy, l'ensemble du conseil municipal a plaidé en faveur d'une alliance PC-PS. « Lors des dernières municipales », explique le maire M. Georges Castro, « nous avons réussi l'union entre des socialistes encartés et des sympathisants, des communistes encartés et des sympathisants, des juvénistes et des rénovateurs », parce qu'il nous sommes « gauche, point ».

« Et aux élections, nous avons obtenu vingt-cinq sièges sur vingt-trois », conclut-il. M. Sannier, qui, comme ses deux collègues, était déjà en lice en 1980, s'attendait à ce remarquable qui « viennent du fond du cœur », et il n'hésite pas à reprendre sa démonstration « mathématique » fondée sur un « raisonnement de vote utile ». « Si à l'issue du premier tour, le PS rassemble six cents voix et le PC trois cents, nous ferons l'union au second tour », promet le maire de Saint-Brieuc. « Mais nos politiciens nous ont fait croire que l'écart était de 100 voix et nous ont fait croire que le PC était plus considérable », précise-t-il, en ajoutant : « Si nous constituons, sur ces bancs, une liste d'union de la gauche bancaire, notre chance d'être élus par nos grands électeurs est bien mince ».

En clair, les candidats socialistes redoutent de voir un tiers de leur électoral, de tradition plutôt MEK, s'effaroucher devant une liste d'union PC-PS et voter à droite au second tour.

Sur le plan national, les Côtes-du-Nord sont, avec l'Allier, les seuls départements où le Parti communiste soutient l'ambition du gain d'un siège. Au moment où l'existence du groupe communiste au Palais de

Luxembourg était menacée par une éventuelle défection du sénateur sortant communiste des Bouches-du-Rhône, M. Louis Minetti, la direction nationale du PS avait, selon M. Sannier, « exprimé le souhait que les responsables socialistes départementaux s'interdisent pas au PC d'avoir un groupe ». Cette incitation au partage vient de tomber avec l'assurance, confirmée par M. Poperen, de voir M. Minetti conserver son siège.

Par accident

Pendant ce temps, l'opposition UDF-RPR, consciente d'avoir obtenu en 1985, « deux sénateurs par accident », s'est mise, dès le mois de juillet, en ordre de bataille. Absent toutefois de la compétition, M. Bernard Lemerle (UDF-CDS) qui, après trente années de présence au Palais de Luxembourg, a décidé de ne pas se représenter. Aux côtés de M. Yves Le Courant (UDF-CDS), l'autre « miraculé » de 1980, M. Sébastien Contel, ancien député (UDF-PR) battu en 1982, et Jean Hénin (RPR), directeur de la chambre d'agriculture des Côtes-du-Nord, portait, cette fois-ci, le flambeau.

Conscients de leur « handicap mathématique », les trois candidats ont adopté, dans ce département, tout un cyclisme, l'état d'esprit de Greg LeMond dans la dernière étape du Tour de France. « Il n'avait pas voulu connaître sa position par rapport à Laurent Fignon, rappelle M. Contel, il a pédalé et il l'a finalement emporté de huit secondes ».

Reste que la majorité des grands électeurs de ce département ne s'intéressent pas ouvertement à ces bibelles politiciennes. Les élus préfèrent interroger les candidats en campagne sur le développement des cantons ruraux, la suppression de classes dans les écoles primaires, ou encore sur les inégalités des communes devant la taxe professionnelle.

V. DEVILLECHABROLLE.

JUSTICE

La responsabilité des collaborateurs dans les déportations des juifs

M^{rs} Klarsfeld et Libman portent plainte contre René Bousquet, secrétaire général de la police sous l'Occupation

Le dossier judiciaire de Jean Leguay, qui fut sous le régime de Vichy le délégué en zone occupée du secrétaire général de la police nationale de mai 1942 à janvier 1944, est définitivement clos depuis le lundi 11 septembre. Alors que l'ancien collaborateur est décédé le 2 juillet dernier, le juge d'instruction Jean-Pierre Gatti vient en effet de rendre une ordonnance, sans appel. Le juge d'instruction retient contre Leguay, sans la moindre atténuation de responsabilité, « sa participation à des crimes contre l'humanité ».

Parce qu'ils considèrent que la politique antijuive mise en place par Vichy doit impérativement faire l'objet d'un procès, M^{rs} Serge Klarsfeld et Charles Libman, au nom de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, vont, pour leur part, porter plainte, mercredi 13 septembre, contre René Bousquet, qui fut le supérieur hiérarchique de Jean Leguay sous l'Occupation.

« Leguay, c'est Bousquet », a déclaré M^{rs} Klarsfeld mardi 12 septembre, au cours

d'une conférence de presse à Paris. La plainte de M^{rs} Klarsfeld et Libman s'appuie sur le fait nouveau suivant : fin août 1942, René Bousquet a fait annuler plusieurs dispositions réglementaires mettant à l'abri des rafles certaines catégories d'enfants juifs en fonction de leur âge, pour pouvoir présenter un plus grand nombre de « rafles » aux autorités allemandes. Plusieurs centaines d'enfants furent ainsi arrêtés et déportés vers Auschwitz début septembre, la même année.

Un réquisitoire posthume contre Jean Leguay

Nous publions ci-dessous l'essentiel de l'ordonnance — datée du 11 septembre — de M. Jean-Pierre Gatti déclarant l'action publique éteinte concernant Jean Leguay, décédé à Paris le 2 juillet dernier. Ce texte constitue, avec le réquisitoire définitif rédigé au nom du procureur de la République de Paris par M. Marc Domingo, le premier document de justice à se prononcer sur le fond à propos des crimes contre l'humanité reprochés à un ressortissant français.

« Attendu que l'information a permis d'établir à l'encontre de Leguay Jean sa participation à des crimes contre l'humanité commis en juillet, août et septembre 1942,

« Attendu que les crimes contre l'humanité sont définis par l'article 6 du statut du Tribunal militaire international institué à Nuremberg par accord international signé à Londres le 8 août 1945 et que l'espèce est caractérisée par des séquestrations arbitraires, abus d'autorité, actes de barbarie, mauvais traitements et complicité,

« Attendu que les opérations d'arrestation et de déportation visées dans la procédure se sont déroulées dans un contexte de guerre internationale sous la pression d'une puissance étrangère occupant une partie du territoire national et dans le cadre d'une politique de collaboration avec cette puissance pour l'aider non seulement à lutter contre des forces ennemies, mais aussi à atteindre un objectif étranger à son effort de guerre, à savoir l'extermination de populations entières, et que les motifs qui ont guidé les agents du gouvernement français de l'époque pour l'accomplissement des actes ci-dessus décrits résident dans la volonté de persécuter par des voies apparemment légales des fractions entières de populations civiles d'origine française ou étrangère sélectionnées uniquement en fonction de leur appartenance (à la fois ethnico-culturelle et religieuse) à la communauté juive et qu'enfin il convient de constater que ces agissements s'inscrivent dans un plan concerté ayant eu pour finalité de permettre leur réalisation avec le maximum d'efficacité,

« Anis Naccache entame une grève de la faim. — Anis Naccache, condamné à la réclusion à perpétuité à la suite d'un attentat, en 1980, contre l'ancien premier ministre iranien, M. Châpouh Bakhtiar, au cours duquel deux personnes avaient été tuées, a entamé une grève de la faim, vendredi 8 septembre, à la prison de Clairvaux (Aube). Dans un texte rendu public par son avocat, M. Jacques Vergès, Anis Naccache affirme entamer ce mouvement afin de « revendiquer la réunion des cinq membres de son groupe dans le même établissement ». Cette demande, ajoute-t-il, est « une étape préalable à leur libération, conformément aux promesses faites par les deux gouvernements précédents, et qui n'ont jamais été tenues ».

« Claude Halphen en grève de la faim. — Le membre d'Action directe Claude Halphen, incarcéré à la prison de Fresnes (Seine-et-Marne), a entamé, lundi 11 septembre, une grève de la faim afin de « protester contre les conditions d'isolement et la dégradation de ses propres conditions de détention », a précisé M^{rs} Halphen, sa mère. Claude Halphen, qui est un détenu particulièrement surveillé (DPS), souhaite être incarcéré dans la même prison que son frère Nicolas, également militant d'Action directe, détenu, lui, à la prison de la Santé à Paris. Selon la mère des deux détenus, Nicolas Halphen devrait lui aussi entamer une grève de la faim dans les prochains jours.

« Qu'en conséquence les crimes visés dans les présentes poursuites revêtent bien le caractère de crimes contre l'humanité (...),

« Attendu que le 2 juillet 1989 l'inculpé Jean Leguay est décédé à son domicile parisien,

« Qu'il y a lieu de constater l'extinction de l'action publique par suite du décès de l'inculpé, vu l'article 6 du code de procédure pénale,

« Constatons l'extinction de l'action publique et ordonnons le dépôt de la procédure au greffe. »

Dans son réquisitoire définitif aux fins de constatation de l'extinction de l'action publique, M. Domingo fait notamment valoir en conclusion :

« En résumé, Leguay a personnellement et volontairement rempli des fonctions sans lesquelles l'action d'ensemble soumise par les Allemands n'aurait pu être menée à bonne fin faute de coordination suffisante entre les diverses parties du processus global défini à l'époque.

« Sa présence active aux réunions de la commission [franco-allemande], les dépeches dont il est l'auteur, les instructions transmises par lui au nom de sa hiérarchie sont autant d'actes positifs volontairement accomplis dans le dessein (et avec le résultat) de faciliter l'extinction des opérations criminelles alors en cours à Paris et sur l'ensemble du territoire français.

« Dans la mesure où ils ont accompagné les crimes d'attentats à la liberté individuelle, d'enlèvements de mineurs avec violence et d'enlèvements d'enfants de moins de quinze ans suivis de mort (infractions de caractère continu) en en facilitant la commission, ils constituent à la charge de l'inculpé le crime de complicité de ces infractions par aide ou assistance (...).

« A cet égard, il convient de noter que les arrestations et déportations d'enfants, dont beaucoup âgés de moins de douze ans, ne pouvaient avoir aucune justification légale ni juridique.

« Les explications de Leguay (qui ne déseuait pas le principe de telles arrestations) aux termes desquelles le gouvernement français et ses agents, ignorant la réalité des projets des nazis, avaient estimé préférable, pour des raisons d'humanité, de ne pas séparer les enfants de leurs parents, ne résistent pas à l'analyse, dans la mesure notamment où il est établi que des convois avaient été composés d'un mélange de juifs adultes et d'enfants provenant des camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande n'ayant aucun rapport de parenté entre eux (...).

Juger Vichy

Après Maurice Papon, ancien préfet de police de Paris et ministre sous la cinquième République, aujourd'hui accusé d'avoir contribué à la déportation de 1 690 juifs dans la région de Bordeaux sous l'Occupation, après Paul Touvier, chef militaire, durant la même période à Lyon, dont la longue fuite a troué son turren en mai dernier, voici donc René Bousquet.

Car, la justice n'a pas encore dit son mot. René Bousquet, qui eut la haute main sur la police française durant une bonne partie du régime de Vichy, n'est, pour l'heure, pas inculpé. Mais plainte devait être déposée contre lui par M^{rs} Serge Klarsfeld et Charles Libman dès le mercredi 13 septembre, et l'on sait que son second, Jean Leguay, décédé le 2 juillet dernier à son domicile parisien, allait bientôt être jugé par la cour d'assises de Paris.

Par quel miracle celui qui réussit à quitter la France, en juin 1940, dans la voiture de Carl Oberp — le « chef supérieur des SS et de la police en France » — pourrait-il échapper aux « ennemis judiciaires » qu'a connus son subordonné ? Car, René Bousquet ne l'a jamais nié, il était le chef. « En ce qui concerne les fonctions de M. Leguay, il n'avait aucun pouvoir de décision, il était chargé de transmettre les informations et les ordres des autorités SS à moi-même ou au ministre de l'intérieur », a-t-il déclaré devant un juge d'instruction en 1985.

La destinée d'un présumé responsable de l'affaire Leguay, l'instruction du dossier de Maurice Papon semble parfois s'enliser, celle de Paul Touvier commence à peine. Voici les quelques raisons qui motivent M^{rs} Klarsfeld et Libman, conseillers de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France. Et si René Bousquet a aujourd'hui quarante-sept ans, s'il a eu la vie bien remplie d'un haut fonctionnaire dans sa jeunesse (préfet, directeur de cabinet ministériel), puis celle d'un collaborateur, et enfin la carrière confortable d'un banquier à Indosuez cumulant les sièges d'administrateur de sociétés, les poursuivants perdront-ils patience face à une instruction rapide puisque largement « débroussaillée » par l'étude des crimes reprochés à son délégué en zone occupée.

A cet égard, les termes du réquisitoire de M. Marc Domingo et de l'ordonnance rendue lundi 11 septembre par le juge d'instruction Jean-Pierre Gatti, déclarant l'action publique éteinte contre Jean Leguay en raison de son décès, constituent une date dans l'histoire de la justice d'après-guerre. Pour la première fois, un Français, partie prenante de l'appareil d'Etat de Vichy, est en effet convaincu d'avoir commis des crimes contre l'humanité en ayant

facilité l'arrestation de juifs en vue de leur déportation.

Le réquisitoire (dont nous citons d'autre part quelques extraits) précise entre autres : « ...il convient de noter que les arrestations et déportations d'enfants, dont beaucoup âgés de moins de douze ans, ne pouvaient avoir aucune justification légale ni juridique ». On est loin des nécessaires mais interminables arguties sur la forme. Voilà une « condamnation » post mortem claire et nette.

C'est évidemment dans l'espoir que la justice française puisse entrer en voie de condamnation au terme d'un débat contradictoire que les deux avocats entendent poursuivre René Bousquet. Ainsi serait jugé un homme et, à travers lui, la politique antijuive de Vichy. Alors Klaus Barbie, le chef du service de renseignement de la Gestapo à Lyon durant l'Occupation, condamné en 1987 à la réclusion criminelle à perpétuité, ne serait pas le seul à avoir été accusé devant une cour d'assises de crimes contre l'humanité. Car l'Etat français conduit par Pétain et Laval eut aussi sa part dans une politique de déportation massive et brutale.

LAURENT GRELSAMER.

Devant la cour d'assises de Paris

Christian David, cinquième...

La justice est patiente, car elle a attendu vingt-deux ans avant de pouvoir faire comparaître Christian David, soupçonné d'avoir tué le commissaire Maurice Gallibert le 2 février 1966. Elle est très patiente, car, pour la cinquième fois en deux ans, la cour d'assises de Paris va tenter de juger un homme qui est toujours parvenu à faire renvoyer ses procès à une autre session.

La première fois, en janvier 1968, c'est un expert psychiatrie qui lui en a offert l'occasion en créant un incident avec son avocat. Le deuxième, David s'ensuivait l'abdomen avec un rasoir jetable. La troisième, il avait un couteau à plusieurs lames. Enfin, au dernier procès, le 23 janvier 1989, un examen radiographique révélait la présence dans son estomac d'un ouvre-boîtes de type « papillon » et de couteaux ou manches de fourchette.

Christian David ne voulait pas être jugé. Et encore moins sous la présidence de M. Maurice Colombe, qu'il considérait comme trop partial. Lundi 11 septembre, il semblait pourtant revenu à de meilleures dispositions, tout en expliquant au magistrat : « Je ne voulais pas passer devant vous parce que vous êtes trop méchant avec moi. » Il n'a cependant rien changé à son image, fidèle à lui-même, avec toujours cette longue barbe grise.

Deux brancardiers l'ont porté sur un fauteuil roulant dans le box et sont restés à ses côtés pour le soutenir. Hâve, le visage émacié, cet homme de cinquante-huit ans, vêtu d'un pyjama bleu ciel, se présente comme un vieillard impotent. Aussi, sans s'embarrasser de délicatesses, son avocat M^{rs} Henry Jaramy, a lancé à la cour : « Les autres fois, on jugeait un débris, aujourd'hui, on juge un déchet. »

Certes, Christian David ne paraît pas avoir attiré la chance, même si, dans sa jeunesse, peut-être, il fut surnommé « le beau Serge ». Arrêté en 1972 au Brésil, il semblerait avoir joué un rôle dans la Franch Connection avec Auguste Ricard, et il aurait été torturé par la police brésilienne. Il a été remis aux autorités judiciaires américaines pour être condamné à vingt ans de prison pour trafic de drogue. Il a ainsi vécu treize ans dans les pénitenciers et les établissements psychiatriques américains avant d'être extradé vers la France en 1985.

Lors des précédents procès, un expert psychiatrie l'avait considéré comme « un grand simulateur ». Le propos est sans doute excessif. Mais David fait volontiers vibrer la corde du misérabilisme. Apparemment sourd et prostré dans sa douleur, il s'anime dès que les débats s'orientent dans une direction qui lui semble dangereuse.

D'une voix d'abord éraillée, qui s'éclaircit rapidement, il nie farouchement s'être trouvé le 2 février 1966 dans ce bar de la rue d'Armaille à Paris (17^e), où le commissaire Gallibert fut tué par un « homme élégant » possédant des papiers d'identité au nom de Christian David. Il affirme qu'à cette époque il avait quitté la France. En conséquence, dès que l'on évoque les faits, les débats ne l'intéressent plus. Il semble somnoler et, lorsque le président propose une suspension, il lui jette un regard débordant de gratitude.

En l'absence de preuves formelles, les jurés ont jusqu'au vendredi 15 septembre pour se forger une intime conviction... Si Christian David ne provoque pas un nouveau renvoi.

MAURICE PEYROT.

LE CONSEIL D'ETAT ET LE COMITE DU RAYONNEMENT FRANCAIS sous le haut patronage du Président de la République

Colloque international anglais-français

★ QUEL DROIT EN EUROPE ? ★

★ QUEL DROIT POUR L'EUROPE ? ★

CANNES
3 ET 4 NOVEMBRE 1989

sous la présidence de Monsieur Marceau Long, Vice-Président du Conseil d'Etat

DROIT DES AFFAIRES
DROIT DE L'AUDIOVISUEL
ESPACE SOCIAL EUROPEEN
NORMALISATION
MARCHES PUBLICS
DROIT DE LA CONCURRENCE
PAYS-TIERS
CONCEPTION ET APPLICATION DE LA REGLE COMMUNAUTAIRE

DEMANDE DE PROGRAMME
au Comité du Rayonnement français, 11 rue Nicolo, 75016 Paris - Tél. 45 27 46 17

Je désire recevoir le programme du colloque organisé par le Conseil d'Etat et le Comité du Rayonnement français
QUEL DROIT EN EUROPE ? QUEL DROIT POUR L'EUROPE ?

PRENOM ET NOM:

FONCTION:

ORGANISME:

ADRESSE:

Tél:

REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992!

Demain l'Europe! Bougez! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés. Stages "uniques" d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le même principe, 8 autres langues.

RENSEIGNEZ-VOUS VITE!

N°VERT 05.19.66.00

Appel gratuit

Centre de Formation aux Langues
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)
75008 PARIS

Après ses déclarations à propos de l'affaire Villemin

Une mise au point du juge Simon

Nouvelle péripétie dans l'affaire Grégory : le juge Maurice Simon, chargé du dossier, a fait comprendre lundi 11 septembre qu'il n'en avait peut-être pas aussi long que ce que ses silences l'avaient laissé entendre lors de l'interview diffusée la veille par la Cinq.

Devant la caméra, le président de la cour d'appel de Dijon avait assuré que le mystère de la mort de l'enfant serait levé un jour et que l'affaire ne se terminerait pas « sans rebondissement ». Lundi, le magistrat a fait une mise au point à l'Agence France-Presse. Il ne s'agit « pas encore forgé une opinion sur cette affaire et aucun échéancier n'a été fixé ».

Agissant sur commission rogatoire du juge Simon, les gendarmes de la section de recherches de Dijon ont, de leur côté, entendu comme témoin Michel Villemin, l'oncle de Grégory, dont le témoignage avait permis de fixer l'heure de l'assassinat, et son épouse.

Société

L'affaire du carmel d'Auschwitz

Les discussions entre juifs et catholiques se poursuivent discrètement

La proposition de « reprise des pourparlers » à propos du carmel d'Auschwitz, exprimée le 6 septembre par la commission de l'épiscopat polonais chargée des relations avec le judaïsme, a été accueillie favorablement par les principaux responsables catholiques et juifs : « Le contact n'a jamais été interrompu », nous a déclaré M. Théo Klein, à qui le Congrès juif européen, dans une assemblée générale, lundi 11 septembre, a renouvelé sa confiance pour diriger la délégation juive. « Nous sommes prêts de nouveau à parler et à écouter », ajoute-t-il, mais à condition de revenir au statu-quo ante, c'est-à-dire de supprimer

tous les symboles religieux et les signes d'une installation permanente des religieux qui ont été ajoutés depuis la signature des accords de Genève. »

Les discussions se poursuivent donc, dans la discrétion, sur la base du communiqué de l'épiscopat polonais, qui, malgré les déclarations du cardinal Glemp, confirme son attachement à « l'esprit des rencontres de Genève » et à la « réalisation des accords signés ». En Pologne, cette position est également de plus en plus soutenue par les intellectuels catholiques proches de Solidarnosc. (Lire dans le Monde du 12 septembre

l'entretien avec M. Wojniakowski, directeur du groupe ZNAK.)

De son côté, le porte-parole du président Jaruzelski a répliqué lundi au premier ministre israélien qui avait déclaré que « les Polonais tirent leur antisémitisme du fait de leur mère » (le Monde du 9 septembre). « Il est regrettable », a dit le porte-parole, M. Lozinski, que le différend à propos du carmel ait pris une dimension politique et ait été exploité pour dénigrer les relations entre la Pologne et les juifs. »

On trouvera ci-dessous quelques réponses aux principales questions qui sont au centre de la controverse.

Questions

● Ne confond-on pas Auschwitz et Birkenau ?

Le nom d'Auschwitz recouvre en fait deux camps : Auschwitz et Birkenau. Le premier se trouve dans les faubourgs d'une ville (Oświęcim) qui compte aujourd'hui 100 000 habitants. En 1939, c'est une prison qui utilise les anciens casernes en briques rouges de l'armée polonaise. Pendant les deux premières années de la guerre, le camp est destiné par les Allemands aux prisonniers et aux déportés polonais, puis soviétiques. Les premiers déportés arrivent de Tarnob, à l'est du pays, en juin 1940. Les chambres à gaz commencent à fonctionner en septembre 1941.

La construction du camp de Birkenau, du nom du village de Brzezinka, à 3 kilomètres du premier camp, commence en 1941. Prévu d'abord pour les prisonniers soviétiques, c'est ce camp de Birkenau, avec ses dizaines de chambres à gaz et ses fours crématoires, qui est devenu, après la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 (décision sur la « solution finale »), le lieu de destination et d'extermination de 1 350 000 juifs de toute l'Europe. Vingt-six nationalités figurent sur la liste des victimes.

Si Birkenau a été le site proprement dit de la Shoah, c'est le nom du premier camp, Auschwitz, qui est passé à l'histoire, d'où le malentendu autour du carmel installé dans le camp d'origine. Auschwitz est pour les Polonais le symbole même de leur propre martyre. En 1948, le gouvernement communiste a fait de ce camp un musée national. Aujourd'hui encore, les commémorations et les délégations polonaises y sont nombreuses.

Dans ce contexte, l'occupation de l'ancien théâtre du camp, en 1984, par des religieux du pays n'a pas fait de vagues dans la population locale, pas plus que l'installation d'une croix de 7 mètres de haut, en 1988, sur le terrain de graviers qui borde le camp, où des soldats et des résistants polonais ont été fusillés en 1939 et en 1940. Mais cette distinction géographique entre Auschwitz I et Birkenau, également appelé dans les documents nazis Auschwitz II, ne justifie aucunement la division radicale que certains veulent établir entre le camp « polonais » (le premier) et le camp « juif » (Birkenau). Leur communément était commun et, parmi les Polonais tombés ou gazés à Auschwitz I, beaucoup étaient juifs.

● Le carmel est-il ou non à l'intérieur du camp ?

Le bâtiment actuellement occupé par les carmélites polonaises est un ancien théâtre construit tout près des casernes militaires de la ville d'Auschwitz avant la première guerre. De 1939 à 1945, il a servi à l'organisation du camp, notamment comme entrepôt de bidons de gaz Zyklon B qu'on utilisait pour désinfecter les vêtements mais surtout pour tuer les prisonniers dans les chambres à gaz.

Après la guerre, cet ancien théâtre n'a pas été inclus dans les limites du musée national d'Auschwitz, dont il n'est séparé aujourd'hui que par un mur et des barbelés. Une coopérative de la ville en avait fait son dépôt. C'est à la municipalité que les religieuses ont donc racheté ce bâtiment, en 1984, pour en faire un couvent.

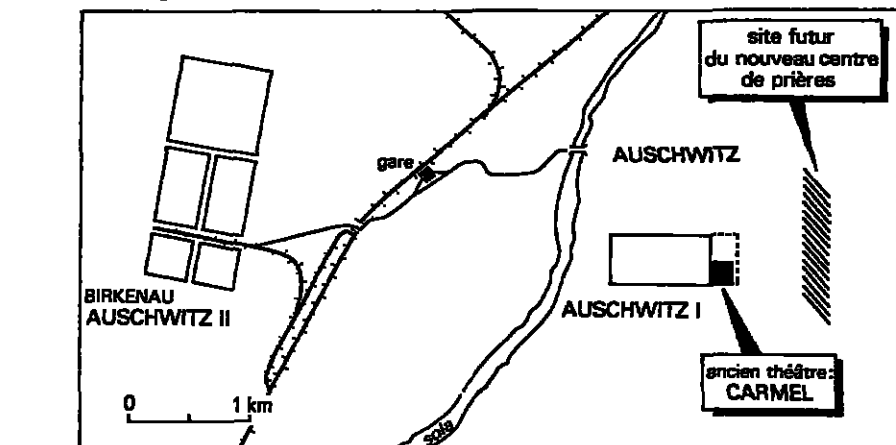
● Rectification. — Une phrase de M. Claude Lanzmann, dans l'événement du jeudi, à propos du carmel d'Auschwitz, avait été déformée dans le Monde du 9 septembre. Le cinéaste avait déclaré : « Les juifs ont perdu la bataille du carmel (et non « le bataille d'Auschwitz ») et même si mon pronostic se révèle faux, même si les carmélites se retirent, ils l'ont de toute façon perdue : les méchants juifs auront chassé quelques bonnes sœurs innocentes qui ne persistent pas à mal. Si les juifs avaient voulu démolir leur faiblesse, ils ne s'y seraient pas pris autrement. »

ICAD
INSTITUT SUPÉRIEUR
EUROPÉEN DE MANAGEMENT

· ACTION COMMERCIALE
· MARKETING INTERNATIONAL
· ET FINANCE INTERNATIONALE
P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises)

BTS - DEESMI
DERNIÈRES INSCRIPTIONS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

91, rue de l'Université,
75007 PARIS
(1) 45 51 23 90 +



Pour les Polonais, l'ancien théâtre se trouve en dehors du camp. Les organisations juives, elles, estiment que les limites du camp sont celles qui ont été définies par l'UNESCO : en 1979, en effet, à la demande du gouvernement communiste polonais, le camp d'Auschwitz a été inscrit sur la liste des monuments du patrimoine mondial. Sur la carte du camp que le gouvernement polonais avait alors soumise à l'UNESCO pour obtenir ce classement figure bien le bâtiment de l'ancien théâtre : il est au numéro 18 dans l'annexe du dossier documentaire. Se fondant sur ce fait, les juifs déclarent que le gouvernement polonais n'avait pas le droit de vendre le bâtiment à l'Eglise.

● Pourquoi des négociateurs français ?

L'affaire n'a pas éclaté en Pologne, mais en Belgique, quand, un an après l'installation discrète des sœurs, le 14 octobre 1985, le Soir de Bruxelles révèle l'existence de ce carmel dans un camp de concentration. Quelques mois auparavant, au moment d'une visite de Jean-Paul II en Belgique, un tract d'Aide à l'Eglise en détresse, une organisation très anticommuniste, avait déjà appelé les fidèles à faire au pape le « don d'un carmel à Auschwitz », un « geste pour la conversion des frères égarés », un « signe victorieux de la Croix ». La revue Regards de la communauté juive de Bruxelles réplique. La polémique commence.

Diverses délégations juives arrivent à Cracovie et à Auschwitz. Des rencontres vont réunir à Genève, les 22 juillet 1986 et 22 juillet 1987, une délégation de responsables juifs européens, conduite par M. Théo Klein, alors président du Congrès juif européen, et une délégation de catholiques polonais, conduite par l'archevêque de Cracovie (diocèse auquel appartient Auschwitz), le cardinal Macharski. Celui-ci, en raison des rebondissements de l'affaire en Belgique et en France, invite les trois archevêques de Bruxelles (Mgr Daneels), de Paris (Mgr Lustiger) et de Lyon (Mgr Decourtray). C'est ce dernier qui présidera la délégation catholique dans ces négociations de Genève.

Le primate de Pologne vient de mettre en doute la « compétence » de ces négociateurs, évêques de France et de Belgique. Le seul qui soit, selon le droit de l'Eglise, juridiquement

compétent pour la création et les mouvements d'établissements religieux est l'évêque du lieu, en l'espèce celui de Cracovie. Le supérieur général de l'ordre des carmes a donné son accord, dans l'esprit des rencontres judéo-catholiques de Genève, au transfert du carmel. Mais le provincial des Carmes en Pologne s'est rangé, comme la plupart des évêques du pays, derrière l'opinion publique polonaise.

● Que prévoient les accords de Genève ?

La déclaration publiée le 22 février 1987 à Genève, à l'issue de la deuxième rencontre des délégations juive et catholique, fait état d'une volonté commune de respecter Auschwitz comme « le lieu symbolique de la Shoah qui a procédé de la volonté nazie de détruire le peuple juif ».

La délégation catholique notamment s'engage, « au nom des Eglises européennes », à la construction d'un centre d'information sur la Shoah, d'éducation, de rencontres et de prière, mais situé « hors des territoires des camps d'Auschwitz-Birkenau ». « L'initiative de prière des carmélites, ajoutent les accords de Genève, trouve donc dans ce contexte nouveau sa place, sa confirmation et son sens véritable. Il n'y aura pas de lieu de culte catholique permanent sur le territoire des camps d'Auschwitz et de Birkenau. Chaque prêtre s'y recueillera selon son cœur, sa religion et sa foi. » Archevêque du lieu, le cardinal Macharski doit « veiller à la promotion de ce projet ». « Les évêques des autres pays s'engagent à réunir les moyens et à assurer sa réalisation dans un délai de deux ans. »

On sait que ce délai de deux ans ne sera pas respecté. En février 1989, le cardinal Decourtray demandait un nouveau sursis de six mois, mais le 22 juillet dernier, les religieuses occupaient toujours le carmel et les travaux de construction du nouveau centre n'avaient toujours pas commencé. Un terrain de 2 hectares environ a été acheté, situé à 500 mètres du camp, hors du patrimoine de l'UNESCO. Pour expliquer ce retard, le cardinal Decourtray a mis plusieurs fois en avant des « lenteurs administratives polonaises » et des « blocages psychologiques ». Les bruyantes déclarations du cardinal Glemp montrant par la suite que ces blocages tenaient à l'Eglise polonaise elle-même.

HENRI TINCO.

REPÈRES

Energie

Arrêt définitif de la centrale Chinon A3 au printemps prochain

Le conseil d'administration d'Electricité de France a retenu, vendredi 8 septembre, la proposition de la direction d'arrêter définitivement la centrale nucléaire Chinon A3 au printemps de 1990. Ce réacteur de 365 MW, dont l'arrêt était initialement programmé pour 1994, sera « retiré de l'exploitation à la fin de l'utilisation du combustible actuellement dans le réacteur ». Chinon A3, en service depuis 1966, est l'un des derniers réacteurs à uranium naturel et graphite-gaz de la filière française.

Tiers-monde

Médicaments suisses en accusation

A la suite d'une étude réalisée par un médecin allemand, le docteur Robert Hertog, mettant en cause les exportations de l'industrie pharmaceutique suisse vers le tiers-monde, deux organisations humanitaires, la Déclaration de Berne et Medicus

Mundi, demandent aux autorités helvétiques d'intensifier le contrôle des exportations de médicaments (le Monde du 1^{er} août).

Selon cette enquête, près de la moitié des médicaments produits par des firmes suisses et vendus dans le tiers-monde ne sont pas conformes aux normes de qualité cliniques et pharmacologiques. Par ailleurs, 17 %, seulement, des spécialités suisses exportées figurent sur la liste des médicaments essentiels établie par l'OMS. — (AFP).

Santé

L'OMS réunie à Paris

Le 39^e comité régional européen de l'Organisation mondiale de la santé s'est réuni à Paris du mardi 12 au samedi 16 septembre. Trente-deux pays participent à cette manifestation où seront examinées les principales de la politique de l'OMS en Europe dans les dix prochaines années. En tête de liste de ce programme — qui s'est donné le titre ambitieux de « la santé pour tous en l'an 2000 », — figurent la lutte contre le tabagisme, le sida, la prévention des suicides et des accidents domestiques et l'éradication de plusieurs maladies infectieuses dont la poliomyélite, la rougeole et la rubéole.

EN BREF

● TOULOUSE : un gardien de prison se suicide après avoir tué sa femme et ses deux enfants. — M. Emmanuel Orna, quarante et un ans, gardien à la maison d'arrêt Saint-Michel à Toulouse (Haute-Garonne) s'est donné la mort d'une balle de pistolet 22 LR, vendredi 8 septembre dans la soirée, après avoir tué sa femme, Christiane, et leurs deux enfants, Mathilde, neuf ans, et Alain, sept ans. Le Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires a signalé que M. Orna devait comparaître devant le conseil de discipline de son administration, mais pour un motif « ni important ni attentatoire à son honneur ».

● M. Rajiv Gandhi chez Mère Teresa. Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, et son épouse ont rendu, lundi 11 septembre, une brève visite à Mère Teresa à l'hôpital privé Woodlands de Calcutta. Indira Gandhi, la mère du premier ministre, assassinée en 1984, était très liée à la fondatrice des Missionnaires de la charité, Prix Nobel de la paix en 1979. Le docteur Vincenzo Bilotta, cardiologue de l'hôpital Salvatore-Mundi de Rome, ami de Mère Teresa, a déclaré qu'il fallait attendre encore une dizaine de jours pour savoir si la religieuse est hors de danger.

POLICE

L'agitation syndicale

L'USC annonce un « lâcher de poulets »

L'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USC), qui représente près de 30 % des gardiens de la paix, a annoncé, lundi 11 septembre, qu'elle envisageait dans la semaine « un lâcher de poulets » à Lyon et à Paris après l'interdiction du « rassemblement » qu'elle avait prévu devant le ministère des finances. « Peut-être que leur caquetage aura plus de chance d'être entendu depuis la place Beauvau que les récriminations exagérées de ceux qu'on a affublés de ce nom », a déclaré son secrétaire général, M. Gérard Boyer. L'USC assure envisager de lâcher « dix mille poulets place de la Concorde, au jardin des Tuileries, dans les jours à venir ».

Dans la journée du lundi 11 septembre, une vingtaine de camions

publicitaires ont été affrétés par ce syndicat proche de l'opposition, recouvert d'affiches dénonçant « les libertés bafouées : le ministère de l'intérieur refuse aux policiers le droit de défendre leur pouvoir d'achat ». A Paris et à Bordeaux, certains de ces camions ont été interceptés par les services de police et conduits à la fourrière. Des camions de « fermeture » ont en effet été donnés, jeudi 7 septembre, aux responsables policiers par M. Pierre Joxe, qui craignait une surchauffe syndicale après l'annonce par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire) d'une « action illimitée » à partir du 15 septembre si les policiers n'obtiennent pas « 600 francs d'augmentation pour tous ».

Victimes de brutalités dans le dix-huitième arrondissement de Paris

Deux jeunes gens accusent des policiers

Au cours d'une conférence de presse organisée par SOS-Racisme, lundi 11 septembre à Paris, Georges Kambé et Lucien Djossouvi, deux jeunes Parisiens, ont tous deux affirmé avoir été victimes de bavures policières ces dernières semaines dans le dix-huitième arrondissement. Assistés par M. Francis Terquem, ils devaient porter plainte contre X, mardi 12 septembre, auprès de la quatrième section du parquet du tribunal de Paris.

Georges Kambé est, dit-il, « relativement traumatisé ». Depuis le mois d'août dernier, il fait tous les jours un long détour pour éviter le commissariat de la rue Achille-Martin, qui se trouve à deux pas de son bureau. Par peur, dit-il, de croiser « son agresseur du 17 août ». Ce jour-là, à 10 heures du matin, il profite d'un feu rouge pour demander des explications à un automobiliste qui vient de lui faire une queue de poisson. Selon lui, le chauffeur montre immédiatement une carte de police, lui ordonne de descendre de voiture et de lui montrer ses papiers. Georges propose alors de se rendre au commissariat tout proche, mais l'automobiliste sort brusquement de sa voiture, ouvre la portière, prend Georges par le col, et le frappe violemment en pleine figure. Etourdi, Georges Kambé se rend malgré tout au commissariat pour porter plainte, et y retrouve son agresseur. Il est alors, dit-il, emmené au cinquième étage, menotté, déshabillé et interrogé plusieurs heures durant. Selon lui, il ne sera conduit à l'Hôtel-Dieu qu'en début d'après-midi. De retour au commissariat, il restera en cellule jusqu'à 19 h 30, sans avoir pu, bien sûr, déposer plainte.

L'agression a eu un témoin : un salarié qui travaille à deux pas du commissariat. « Je les ai vus discuter au feu rouge, et, soudain, le policier s'est jeté sur lui et l'a violemment frappé, raconte-t-il. J'ai essayé d'intervenir mais il criait qu'il était de la police. Je suis allé au commissariat pour témoigner et, là, j'ai été entendu par deux inspecteurs qui voulaient absolument me faire dire que c'était le policier qui avait été agressé ! » Depuis le mois d'août, Alain Poullet a vu plusieurs fois la voiture du « policier agresseur » garée devant le commissariat.

mais, rue Achille-Martin, on reste silencieux. Les fonctionnaires de police ne sont pas autorisés, disent-ils, à « divulguer quoi que ce soit de ce qui se passe ».

« Payer Pour les autres »

Malgré son entraînement de boxeur, Lucien Djossouvi a vécu une mésaventure semblable non loin de ce commissariat du dix-huitième arrondissement, dans la soirée du 5 septembre. Ce jeune homme d'origine béninoise, qui circulait à bicyclette boulevard de la Chapelle, aurait été, selon lui, renversé par un automobiliste affirmant qu'il était policier. L'homme lui aurait alors brusquement demandé ses papiers en le traitant de « sale nègre », avant d'ajouter : « Tu vas payer pour les autres ». Quelques instants plus tard, le chauffeur était, selon les dires du jeune homme, rejoint par deux personnes qui auraient passé les menottes à Lucien Djossouvi avant de le frapper à coups de matraque sur le trottoir. Il fut ensuite, affirme-t-il, traîné dans la cour d'un immeuble de la rue de Jussieu pour une nouvelle séance de coups extrêmement violents. « Je saignais de partout mais je leur ai dit que je porterais plainte, raconte-t-il. Du coup, ils m'ont emmené dans la voiture, qui était équipée d'une radio, m'ont frappé à nouveau, et m'ont menacé de me renvoyer dans mon pays dans les dix jours si je portais plainte. » Lucien, qui sera, affirme-t-il, abandonné au bord du trottoir, retrouvera ses papiers dans une poubelle d'un immeuble de la rue de Jussieu.

Hospitalisé le soir même en urgence à l'hôpital Bichat, à Paris, il obtiendra un arrêt de travail de quinze jours. Le certificat médical établi cette nuit-là signale un « traumatisme crânio-facial avec perte de connaissance », et des « hématomes sous-cutanés orbitaires, frontaux et occipitaux ». Lucien Djossouvi, qui est portier dans un piano-bar parisien, a eu le temps de noter le numéro d'immatriculation de la voiture qui l'a renversé. Il s'agit d'un véhicule de police. « Je les reconnais tous les trois sans problème, même dans dix ans », dit-il aujourd'hui. Je revais leurs têtes tous les soirs quand j'essaye de m'endormir. »

ANNE CHEMIN.

LETTRES

Mort du philosophe italien Franco Lombardi

Le philosophe italien, Franco Lombardi, est mort samedi 9 septembre, a annoncé l'université de la Sapientia à Rome. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Avec Franco Lombardi ne disparaît pas seulement une figure marquante de l'université italienne. Les honneurs académiques ne lui ont certes pas manqué : il fut notamment doyen de la faculté des lettres de Rome, président de la Société italienne de philosophie, lauréat du Prix national de philosophie Benedetto-Croce, et grand-croix du Mérite de la RFA. Mais ce sont avant tout les divers aspects de son œuvre philosophique, dont les titres s'échelonnent sur plus d'un demi-siècle, qui lui ont donné dans la pensée italienne contemporaine une place non négligeable.

Dès 1932, dans *Idealismo e realismo*, Lombardi refuse l'alternative traditionnelle entre ces deux doctrines. A partir de cette tentative initiale, sa réflexion, qui cherche à surmonter l'opposition classique du sujet et de l'objet, suit plusieurs voies.

Dans le domaine de l'histoire, celui qui fit découvrir en Italie Feuerbach (1935) et Kierkegaard (1936) a mis l'accent, contre l'historicisme, sur l'existence de vérités supra-historiques. Toutefois, Franco Lombardi n'a jamais oublié que le *Monde des hommes* (publié à Florence en 1935, ce titre a fait l'objet de multiples rééditions) constituait de relations passionnelles, est plus marqué par l'effectivité que par les abstractions.

Son principal effort a porté sur la compréhension philosophique de l'époque contemporaine, dans la perspective d'un renouvellement de l'humanisme. C'est en ce sens qu'il faut lire le seul titre de Franco Lombardi traduit en français en 1959, *Naissance du monde moderne* (Flammarion). Dans son dernier ouvrage, *Philosophie et civilisation de l'Europe* (1977), qui fait suite à *L'Origine de la philosophie européenne dans le monde grec* (1954), il cherche à saisir l'esprit du monde occidental dans son ensemble, de sa naissance jusqu'à son actuelle expansion mondiale.

ROGER POL-DROIT.

صكنا من الراحل

MUSIQUES

Gilberto Gil à l'Olympia

La geste du Bahianais



Moins exubérant, dans la plénitude de son art, Gilberto Gil, auteur-compositeur, chanteur et... conseiller municipal de Salvador, entreprend une nouvelle tournée.

Toujours aussi insolent de santé, de richesse et de force, Gilberto Gil, sambiste et « rock and rollero », vient une nouvelle fois à Paris conjuguer modernité et tradition à travers de nouvelles harmonies de sons et de rythmes, une musique magique qui brille de mille feux à partir de ses racines bahianaises et qui se présente comme un « melting pot » : le jazz, le rock et les traditions africaines.

Depuis sa dernière visite en Europe, Gilberto Gil a changé de port d'attache : il a quitté Rio-de-Janeiro, où il résidait depuis douze ans, pour retrouver Salvador-de-Bahia, sa ville natale, le creuset du Brésil, là où les Portugais ont débarqué, là où sont arrivés les Noirs transportés à bord de cale depuis l'Afrique et avec eux le soleil et une formidable capacité de vivre, là où les races, les cultures, les religions et les coutumes se sont mélangées, associées.

A Salvador où les Noirs sont restés dans un sentiment de dépendance, n'ont pas quitté la condition de pauvres abandonnés, Gilberto Gil a été élu, il y a un an, conseiller municipal. Plus spécialement chargé de la pollution dans les favelas, de la préservation du vieux quartier historique, de la sauvegarde des racines noires à travers la candomblé et le

carnaval menacé par l'industrie touristique.

Ces nouvelles fonctions n'ont pas empêché l'auteur-compositeur et interprète d'enregistrer son vingt-sixième album. Son titre, *O Eterno Deus Mu dança*, fait référence au berceau africain du peuple noir et à la nécessité du changement. Samba, ballades et valse légère cohabitent dans ce nouveau disque où l'on retrouve la chanson ironique sur les sponsors trop envahissants imaginée avec Chico Buarque (*Baticum*) dans une forme musicale illustrée naguère par Dorival Caymmi, le père de la musique brésilienne moderne.

La plupart des titres de l'album son repris en concert, notamment son *Reguem pra mãe maninha do Gantols*, une ballade celtique (*Toda saudade*) sur le souvenir d'absence et une samba provocatrice sur les chemins croisés de quelques stars à la recherche d'une identité : Bob Dylan retrouvant la condition juive à travers le rasta-fari, Bob Marley mort juif et noir et Michael Jackson qui « survit blanc et triste ».

Instinctif, spontané et sophistiqué, entouré d'un petit groupe de six musiciens, Gilberto Gil offre des chansons sobres et flamboyantes, émotionnellement denses, avec ce goût du bonheur qui caractérise le Bahianais. Face à la misère infinie du Brésil d'aujourd'hui et à une situation économique apparemment sans espoir, Gilberto Gil ironise à sa manière en adoptant pour l'occasion la langue française :

Pas un instant à perdre
Plus que la mort,
la mort des hommes dans la
[merde]
Mon tiers-monde s'engage dans
[la vie]
Du fond même d'un sommeil
J'ai le soleil, j'ai le soleil
Comme meilleur ami.

CLAUDE FLOUTER.

* A l'Olympia, du 12 au 16 septembre, 20 h 30, album et concert WEA.

La virtuosité de Joao Bosco

Joao Bosco est désormais un habitué des scènes françaises où, généralement seul avec sa guitare, il impose une virtuosité intelligente et sensuelle. Son treizième disque, *Bosco*, sorti ici après une tournée européenne d'été en compagnie de Caetano Veloso et Jôao Gilberto (autre grand swingueur, de mots), est sans excès. Un *Funk de guerra* inquiet sur le futur du Brésil, un *Terra Desolada*, pour contempler l'ample Rio du haut du Corcovado, une lambada en passant. Celle-ci paraît bien authentique au milieu des « Top 50 » de l'été français, c'est-à-dire qu'elle reste indéfinie et sans objet, mixture de sons caribbes, cubains, mexicains, bahianais, juste pour la beauté et la sensualité gourmande du mot, *lambada*.

Les arrangements de Bosco sont dans l'air du temps du Brésil - saxo, soprano à la Paulo Moura, piano à la Herbie Hancock, dont la prestation dans le dernier disque de Milton Nascimento, *Miltons* (CBS), a fait forte impression à-bas. Après Milton, qui a repris dans cet album, de manière étonnante, la *Bamba*, Joao Bosco livre sa version d'un autre classique « latino » recarrossé à l'américaine pour Louis Armstrong, *El anisero*. Enfin, une nouvelle mouture du *Corsario*, nous fait quand même regretter ses premiers disques, temps bémol pour les poètes, où Aldir Blanc composait avec lui des textes devenus aujourd'hui des classiques de la chanson brésilienne.

V. M.

* Bosco, disques, cassette, CD. Just'ins Cobalt.
* Un disque compact Cobalt (distribué par Just'ins), disponible également en cassette et en microcassette.

Natif d'Astafort (Lot-et-Garonne) et chanteur romantique, Francis Cabrel est aussi un rocker tranquille, un chanteur qui sait se faire drôle et incisif.

Il avait tiré sa révérence, il y a deux ans. Plus de scène, plus de disques, disait-il. Depuis le début de l'année on n'entend que lui à la radio, et il va s'installer pour trois semaines au Zénith, avant de partir en tournée. Avec *Sarbacane*, Francis Cabrel a sorti un album sentimental (on l'en savait capable) mais aussi drôle et incisif. *Sarbacane*, la chanson, avec son riff emprunté à *Rocky* pour la romance des Rolling Stones (ce que Cabrel reconnaît), est une de ces raretés : un bon rock en français.

Doucement, précisément, sans enthousiasme particulier pour l'exercice de l'interview, mais consciencieusement, il lui faut d'abord justifier cette fausse sortie et cette rentrée : « M'en aller, c'est quelque chose que je déteste mais que je n'arrive pas à faire. Au bout de deux ans, l'envie de faire des chansons me revient ».

Alors Francis Cabrel se met à écrire : « La musique, ce n'est pas tellement du boulot. Le vrai travail c'est d'écrire, je pose toujours des mots sur la musique, jusqu'à ce que ça paraisse naturel, il ne faut pas que ça fasse collage ». Ensuite,

Francis Cabrel au Zénith

Le rock de la campagne

après avoir enregistré toutes ses chansons chez lui, il est entré en studio avec ses musiciens, à Toulouse, pas trop loin d'Astafort, le chef-lieu de canton du Lot-et-Garonne où il a grandi.

A quinze ans, Francis Cabrel a connu sa première guitare. Peu de temps après, il a rejoint un orchestre de bal. Les Jazzeners, qui devaient les Gantois, puis Ray et Frank, furent sans doute le seul orchestre de la région dont le guitariste refusait de chanter en français (« Je détestais Claude François par-dessus tout »), et allait boire un coup quand on sortait l'accordéon pour les inévitables pas de double. Il s'écroulait que les Anglais et les Américains, Jimi Hendrix et Clapton pour la flamme, Leonard Cohen et James Taylor pour la romance triste.

Et puis, presque en cachette Francis Cabrel s'était mis à composer des chansons, « sept ou huit par an, j'étais vraiment timide et j'écrivais des choses que je n'osais pas dire, je les chantais à des copains, ou pas du tout, mais surtout pas dans les bals ».

Après la fin anticipée de ses études (aux environs de la première), le guitariste des Gantois avait trouvé un travail pas sérieux (magasinier dans un entrepôt de chaussures) mais stable qui lui permettait de continuer la musique. Il avait aussi remporté un radiocrochet, et l'un des membres du jury, Richard Selt, s'était persuadé du talent de l'enfant d'Astafort.

Selon un processus typiquement cabréen, c'est Richard Selt qui a démarché pendant deux ans les maisons de disques parisiennes avec des maquettes dont personne ne voulait. Pendant ce temps, Cabrel est resté à Astafort « à ranger mes chaussures et à faire de la musique ».

Malentendu

En 1977, il signe avec CBS et enregistre un premier album, dont il n'est pas trop satisfait. L'année suivante, sur le second, il y a, *Je l'ai aimé à mourir*. « Si j'avais pu choisir, le succès serait venu plus lentement au bout du troisième ou du quatrième album, sur un titre un peu plus tendu, comme Money Blues ou les Chemins de travers. C'est arrivé au deuxième avec une chanson douce. On ne voyait que les deux tiers de mon personnage ».

Du coup un malentendu s'est installé entre Cabrel et les gens à qui il voulait s'adresser, le public du rock : « Il m'a totalement ignoré. Un succès comme ça vous catalogue pendant au moins dix ans. Je n'en ai jamais fait une maladie parce que j'ai tout de suite commencé la scène, et là on m'a vu tel que j'étais. En revanche, la maison de disques avait trouvé un filon et à chaque fois que je sortais un album, ils prenaient une ballade pour choisir le 45-tours et ça enfonçait le clou du romantisme ».

Francis Cabrel est devenu vedette. Pas tout à fait assez célèbre pour faire l'économie de tout ce qu'il n'aime pas dans ce métier : les clips,

les télévisions, les interviews. « Quand je pars aussi longtemps, il n'y a pas assez de gens qui m'aiment pour que je puisse remplir des salles de concert sans le dire partout ». Mais suffisamment pour vivre à son rythme : dorénavant, un disque et une tournée tous les trois ans.

Entre temps, il fait de la musique, joue au football, reste à l'écart des grandes controverses dans lesquelles son ami Renaud se jette à corps perdu : « Je ne décide pas d'écrire des chansons sur quelque chose. Je rêve de parler du monde dans lequel je vis, mais je ne sais pas comment le faire en chansons. Mon plus grand succès sur moi-même sera de m'y atteler ».

Il a été élu conseiller municipal, pas en tant que chanteur mais comme natif du village, y habitant depuis trente-cinq ans. « Personne n'aurait dû le savoir, je me suis dit qu'avec tout le temps que j'avais entre les tournées et les disques, je pouvais en donner un peu ». Il trouve tout ce qu'il lui faut autour de sa maison : « L'air est pur, la lumière est belle. Je suis heureux de pas grand-chose. C'est une question de tempérament, surtout. J'ai eu la chance d'être un provincial, de milieu ouvrier. Une guitare, par exemple, ça me rend heureux tout un après-midi ».

THOMAS SOTINEL.

* Au Zénith, porte de Pantin, Paris 19, du 13 septembre au 7 octobre à 20 h 30.

ARTS

Bob Wilson et Alain Kirili exposés à Paris

Le dur chemin de la durée

Un sculpteur français, un metteur en scène américain : voici les vainqueurs de la rentrée des galeries. Deux irréguiliers hors mode.

L'art, comme la mode, a ses saisons. A l'automne, les galeries parisiennes présentent leurs nouvelles collections de prêt-à-accrocher. L'art, comme la mode, a ses « grandes tendances », ses stylistes, ses marchés nationaux et internationaux. Hier était italien. Aujourd'hui est allemand. Demain sera américain, comme avant-hier. Tout cela n'est ni très sérieux ni très captivant. Il se pourrait même que ce soit sans la moindre importance puisque l'art qui a quelque chance de résister au temps, le vrai en somme, s'obtient à survivre en dépit de ces péripéties accessoirées.

On dit « s'obstine » à dessiner, car la création est affaire de persévérance et de courage. Voyez Robert Wilson, dit Bob, qui est parvenu à un âge très respectable et a connu tous les honneurs pour ses mises en scène au théâtre et à l'opéra. On pourrait l'imaginer un peu las de chercher et tout prêt à se reposer sur sa vaste réputation. Point du tout. Prêt de concevoir la soirée inaugurale de l'Opéra de la Bastille en juillet, Bob Wilson s'est mis à l'œuvre et

a repris ses papiers, ses fusains, ses pastels et ses gommes. Les dessins nés de sa réflexion sont parmi les plus puissants, les plus réussis, les plus beaux qu'il ait montrés.

D'apparence, ils relèvent de la tradition géométrique abstraite la mieux établie, celle du carré noir sur fond blanc et de la ligne droite tracée à la règle. Mais si géométrique il y a elle est transcendée par un romantisme de la lumière et du geste qui échappe à tout académisme.

Passions et pulsions

En écorçant son fusain sur sa feuille et en passant violemment la gomme ensuite de manière à dessiner en blanc sur le gris, en plaçant des accents de couleur à peine visibles au voisinage des noirs les plus denses, en barrant chaque composition d'obliques qui cassent l'équilibre, Wilson communique à son dessin rythme et vigueur. Il passe dans ces constructions un souvenir du Rembrandt des *Trois Croix*. C'est dire leur force. A quelle école appartient Bob Wilson, à laquelle « nouvelle tendance » du marché ? A aucune, naturellement.

Alain Kirili n'est pas davantage l'homme d'un système convenu. Sculpteur, il a appris la discipline de la forge en Autriche et s'en est allé travailler à New-York ensuite. Aux Etats-Unis, où il habite, il est tenu en grande estime par les musées et

les collectionneurs. En France, ses expositions sont rares, et nulle jusqu'à celle d'aujourd'hui n'avait l'ampleur nécessaire. Logé au large dans deux galeries, il peut enfin montrer à la fois bronzes, fers, aluminiums brisés au feu, terres cuites, plâtres et fusains.

Une si grande diversité de matériaux et de techniques, si elle n'était maîtrisée et justifiée, finirait en éclatement. Mais, pour Kirili, modeler et forger, fondre et souder, c'est tout un : c'est chaque fois créer un signe et affirmer une présence humaine irréductible. Son œuvre prend appui sur l'abstraction du premier demi-siècle, européenne et américaine, géométrique et expressionniste.

Ce principe affirmé et maintenu sans concession, Kirili s'est employé

à nourrir cette tradition essentielle à l'aide de références nouvelles, gothiques, rodiniennes ou indiennes, et à l'enrichir d'inventions. Il a expérimenté ainsi la polychromie du métal et du plâtre, l'association de la terre et du fer et l'emploi périlleux et novateur de barres d'aluminium chauffées et martelées. Le métal ainsi travaillé éclate en arêtes d'aiguilles et de lames grises et blanches du plus impressionnant effet.

Il s'est ainsi constitué une langue sculpturale autonome, langue variée et éloquent qui exprime en les magnifiant sentiments, passions et pulsions. Qu'elles aillent vers la solennité monumentale ou une grâce sensuelle moins sévère, qu'elles évoquent les rois de Notre-Dame de Paris ou une maternité, ses œuvres ont chacune sa nécessité intérieure. En un temps de déraison et de gratuité, cette vertu est admirablement inaccoutlée. C'est pourquoi les œuvres qui l'exaltent sont assurées de demeurer.

PHILIPPE DAGEN.

* Robert Wilson, Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier Saint-Lazare, jusqu'au 14 octobre.
* Alain Kirili, Galerie Daniel Temple, 30, rue Beaumont, jusqu'au 18 octobre.

BOUFFES PARISIENS
DU 12 AU 14 OCTOBRE
BRUNO GARGIN
FUSILLÉ SOUS TOUS
LES RÉGIMES
LOCATION 42.96.60.24

A PARTIR DU 20 SEPTEMBRE
MONT-PARNASSE
CLAUDE RICH
CLAUDE BRASSEUR
LE SOUPER
JEAN-CLAUDE BRISVILLE
JEAN-PIERRE MOQUEL
SERGE KRAKOWSKI • LAURENT REY
ANNE ALARY • PIERRE D'IN • ANNE SERRE
LOCATION 43.22.77.74
LOCATION OUVERTE

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour éviter les à-coups de trésorerie.

→ → → →

Créditable Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.

BNP

C'est gagner.

Culture

Un colloque « Bibliothèque de France, bibliothèque ouverte »

Le poids des habitudes, le choc des collections

Jack Lang a inauguré, lundi 11 septembre, en présence d'Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, et d'Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, un colloque qui a réuni, dans un petit amphithéâtre de l'Opéra Bastille, deux cents chercheurs autour du projet de la future bibliothèque de Tolbiac. Cette réunion, organisée par Pierre Nora, directeur de la revue le Débat, et Dominique Jamet, président de l'association pour la Bibliothèque de France, était animée par Pierre-André Boutang.

Enfin le débat a eu lieu. Les chercheurs ont pu se faire entendre. Mais il a fallu, justement, toute la pagaille d'un numéro du Débat (voir le Monde du 12 juillet 1989) pour que cette rencontre puisse se tenir.

Aujourd'hui les esprits sont apaisés. Les pouvoirs publics ont renoncé à la fameuse censure de 1945, principale source de la polémique. Tous les ouvrages imprimés depuis Gutenberg quitteront donc la rue de Richelieu pour Tolbiac. Pierre Nora n'en stigmatise pas moins « le caractère inquiétant des méthodes bureaucratiques » qui

avaient abouti à la décision incriminée. « La rapidité de la volte-face qui révèle l'absence de concertation et la méconnaissance des enjeux était tout aussi alarmante », a-t-il ajouté. Dominique Jamet n'a pas manqué d'insister sur « les cris de la passion qui couvrent quelquefois le vote de la raison ». Il a affirmé, en revanche, qu'il n'y avait pas de divergences sur la finalité de la future Bibliothèque : l'ouverture de l'établissement à tous, la présence forte sur le site de Tolbiac des nouveaux supports culturels — l'audiovisuel, — l'utilisation massive des technologies

nouvelles, la vocation encyclopédique de la Très Grande Bibliothèque.

On est alors entré dans le vif du sujet avec l'administrateur général de la Bibliothèque nationale, Emmanuel Le Roy Ladurie, particulièrement en vogue, qui a donné à l'architecte de la future TGB, Dominique Perrault, présent dans la salle, quelques précisions. Il faudra faire entrer dans ses bâtiments de verre et d'acier prévus pour 4 millions de livres, plus de 10 millions de volumes, soit près de 120 kilomètres de rayons linéaires.

Dominique Perrault l'a rassuré : les 220 000 mètres carrés de planchers initiaux pourront être portés à 270 000 mètres carrés, sans problèmes. Faudra-t-il construire des silos pour y loger les livres peu ou pas consultés du tout, ainsi que les « rééditions inutiles », demande l'éditeur Pierre Bérès ? L'historien Jacques Julliard fait remarquer que c'est une manière sournoise de réabîlir la fameuse censure. Nicole Simon, conservatrice à la BN, s'élève elle aussi contre cette politique du silo, rejoignant Jack Lang qui indiquait en liminaire qu'il ne fallait pas « transposer dans le

domaine de l'écrit la politique de l'audimat dont souffre tant l'audiovisuel ».

Emmanuel Le Roy Ladurie a continué d'aligner quelques chiffres : la BN a accueilli en 1988 390 000 chercheurs ; son catalogue comptera en décembre prochain un million de fiches informatisées consultables sur écran. Si l'on veut remonter au-delà de 1970 et saisir l'ensemble des 231 volumes de son catalogue général, il faudra établir 6 millions de notices supplémentaires, soit un coût de 50 millions de francs.

Mais la tâche principale de l'administrateur général, a-t-il indiqué, consistait à soigner le moral des lecteurs et à veiller à ce que leurs demandes soient comblées. « La réputation d'une bibliothèque comme la nôtre se fait dans la salle de lecture ». Or l'âme de la BN va traverser la Seine, « le concept de bibliothèque devient donc central à Tolbiac » où le livre retrouvera son hégémonie ?

Non, répond Jean Gattégno, l'ancien directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture, qui vient épauler Dominique Jamet. « Il ne faut pas refaire la Bibliothèque nationale en miroir, il faut faire autre chose ». Et d'insister sur les faiblesses de notre institution par rapport aux grands établissements anglo-saxons : faiblesse des acquisitions de livres étrangers, trop grande

spécialisation par rapport à l'ensemble des connaissances, refus d'accueillir un vaste public.

En revanche, Elisabeth Badinter, vient d'abord retrouver à Tolbiac toutes les qualités de la rue de Richelieu : « Je veux tous les livres à ma place, en un temps record. La TGB doit d'abord être une bibliothèque avant d'être une discothèque ou une cinémathèque ». Pourtant, Jean Tulard, historien lui aussi, annonce la fin de la domination exclusive de l'imprimerie sur la culture. Il évoque la caméra-stylo chère à Alexandre Astruc et indique la place que pourra tenir la Bibliothèque de France dans le domaine de l'audiovisuel, à côté des cinémathèques, sans l'INA (Institut national de l'audiovisuel) et le CNC (Centre national du cinéma) : « Un lieu de mémoire et de recherche pour le cinéma mais aussi pour la radio et la télévision ».

Le livre et l'écran

Georg Delacoste, responsable de l'INIST (Institut national de l'information scientifique et technique) à Nancy, dresse les objectifs de la bibliothèque scientifique qui doit figurer également au cœur de la TGB : « Stocker des éléments d'information et organiser leur flux ; glisser de la matérialité de l'objet à l'immédiateté de l'information ». Mais celle-ci peut prendre

des formats variés, utiliser le papier comme les technologies nouvelles.

« Le débat entre le livre et l'écran est un faux problème ». En outre, on doit appliquer à un tel établissement des méthodes de gestion entièrement nouvelles. Tout le monde semble d'accord pour réclamer une direction unique aux deux sites. Celui de Tolbiac, sive gauche, flamboyant tout, et celui de la rue de Richelieu, où à côté des départements réels sur place (cartes, manuscrits et manuscrits manuscrits) viendra peut-être le glissement de la grande bibliothèque d'aujourd'hui qui manque à Paris.

La Bibliothèque de France aura les mêmes failles que la Banque de France, a relevé l'un des intervenants. Coïncidence ? A Tolbiac, seront stockés toutes les collections dont nous disposons dans une formidable banque de données. Mais une telle accumulation serait stérile si ce « bûcher » n'était pas relié à un large réseau de bibliothèques, françaises d'abord, européennes ensuite.

Et surtout si l'éducation nationale se réforme, pas de fond en comble, sa politique des bibliothèques universitaires. Les notes de ce colloque finissant seront publiées avant la fin de l'année. Et s'il n'a pas eu lieu, rassembler les membres de la Commission interministérielle réunie à la Bastille, il leur aura permis de s'exprimer en présence des principaux protagonistes de la future Bibliothèque de France.

Auront-ils été entendus ? Des groupes de travail doivent se constituer pour établir le programme de la future bibliothèque. Certains d'entre eux pourront y participer. Peut-être aura-t-il fallu d'abord en passer par là.

EMMANUEL DE ROUX

OPERA DE PARIS GARNIER

SAISON 1989 1990



BALLET DE L'OPERA DE PARIS

DIRECTEUR ARTISTIQUE : LA DANSE RICHARD NOURRY

PROGRAMME JIRIKYEVAN 20 - 29 OCT. PROGRAMME DIAGHILEV 5 - 16 NOV. PROGRAMME BALANCHINE - ROBBINS 26 NOV. - 9 DEC. L'ARLEQUIN AU BOIS DORMANT 16 - 31 DEC. PROGRAMME ROLOAND PETIT 5 - 14 AVRIL LE LAC DES CYGNES 21 AVRIL - 13 MAI PROGRAMME CONTEMPORAIN 6 - 16 JUIN L'ABAYADERE 4 - 14 JUILLET G.R.C.O.P. 28 SEPT. - 1er OCT. L'ECOLE DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS 3 FEV. - 27 MARS

COMPAGNIES INVITEES

THE PAUL TAYLOR DANCE COMPANY 23 - 28 JAN. BALLET CRISTINA HOYOS 7 - 9 FEV. BALLET DE HAMBURG 13 - 18 FEV. BALLET DU THEATRE KIROV DE LENINGRAD 27 FEV. - 8 MARS BEJART BALLET LAUSANNE 13 - 22 MARS

LES GRANDES HEURES DE LA MUSIQUE BAROQUE

SEPT CONCERTS

RENSEIGNEMENTS : 47 42 57 50

LOCATION PAR TELEPHONE : 47 42 57 51. ENVOI GRATUIT DE LA BROCHURE PROGRAMME SUR DEMANDE. OPERA DE PARIS GARNIER, R.UL. SCRIBE 75009 PARIS

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Abbaye de Reims (104-105) Samedi 10 septembre à 20 h 45
Rens. : (1) 30 48 30-10 (p.a. Musique Moderne & C.L.A.)
Eglise St-Séverin Lundi 20 sept 21 h
Inc. Libre 17, r. Poitevin-Petit-Carré St-Séverin 37MAC 83MAC

C. NAPOLI, sop.
G. CACHEMALLE, bar.
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Dir. : L. METZMACHEN
POULENC - WERNER
STRAVINSKY - HINDEMITH

ORCHESTRE ET CHORALE
KUENTZ
MOZART Symphonie Jupiter
DVORAK
STABAT MATER

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI présente

Orchestre SYMPHONIQUE DE BAMBERG
CHŒUR et SOLISTES
direction
GEORGES PRÊTRE
BRAHMS : "Requiem"
LOCATION OUVERTE
Salle Pleyel, Agences : FNAC et par téléphone
45 63 88 73/45 61 05 30

CONCERT EXCEPTIONNEL
ASTOR PIAZZOLLA
Vendredi 29 septembre à 21 h
Espace MICHEL-SIMON
NOISY-LE-GRAND
Tel. : 49 31 02 02

Abonnement 89 90
Brochure gratuite sur demande 42 66 94 27
EX Centre Georges Pompidou IFCAM

PARIS 1989 SEPTEMBRE
LA MAIRIE DE PARIS présente le
27^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
DU 10 AU 24 SEPTEMBRE 1989
NEW YORK CITY BALLET
Fondateurs : GEORGE BALANCHINE et LINCOLN KIRSTEIN
Directeurs Artistiques : PETER MARTINS et JEROME ROBBINS
4 PROGRAMMES DIFFÉRENTS
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES : 15, av. Montaigne - 75008 PARIS
Location : Théâtre - Agences : FNAC par téléphone : 47 42 57 52

Dans Télérama cette semaine

Perec n'avait pas dit son dernier mot.

Sept ans après sa mort, Georges Perec s'amuse encore à nous faire des surprises, avec "53 jours" : un roman inédit dont Télérama vous fait lire un extrait. Articles, témoignages, jeux signés Perec... huit pages pour rendre hommage à cet ancien collaborateur de Télérama. Également au sommaire de Télérama cette semaine : Georges Simenon, Howard Buten, Jeremy Irons pour son film Australia, Jacques Doillon, Batman et tous les super-héros, Venise, Serge Moati, Chateaubriand par Jean d'Ormesson, Charles Aznavour, Gary Cooper et Agnès Varda.



Télérama : l'intelligence des plaisirs.
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

MATH

IL Y A

D'APPRENDRE

EN ACH

IC = APPI



Des bien... comptes...
encore... pour...
sur les... d'expé...
Internat...
Aujourd'hui...
les mieux...
et à votre...
Apple Center...
de la rue de...
pour acqui...
tous les...

APPLE CENTER IC BEAU

APPLE CENTER IC VENDO

MARSEILLE

سكنا من الاجل

MATHEMATIQUEMENT, IL Y A DE BONNES RAISONS D'APPRENDRE A COMPTER JUSTE EN ACHETANT APPLE CHEZ IC.

IC = APPLE CENTER BEAUBOURG + APPLE CENTER PLACE VENDOME

⇒ IC = 2 APPLE CENTER

⇒ IC = $\frac{\text{MACINTOSH}}{2 \times \text{PRIX COMPETITIF}}$ x QUALITE x SERVICE

⇒ IC = 10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE.

C'est bien de savoir compter, et c'est encore mieux de pouvoir compter sur les 10 années d'expérience d'International Computer. Aujourd'hui, pour compter deux fois mieux, International Computer met à votre disposition ses deux Apple Center (Place Vendôme et Beaubourg). L'Apple Center est un point d'ultra compétence en hardware comme en software. C'est donc l'endroit le plus approprié pour acquérir votre Macintosh et toutes vos configurations Apple.

Vous pouvez compter sur l'Apple Center Beaubourg : un complexe Apple de près de 1000 m², présentant tout l'univers Macintosh, 50 mètres linéaires de logiciels, et aussi un département location. Vous y rencontrerez des professionnels capables de répondre à toutes vos questions sur Apple.

Vous pouvez compter sur l'Apple Center place Vendôme : un département ingénierie, des démonstrations de liaisons grands

systèmes, des conférences et, ainsi qu'à Beaubourg, des sessions de formation au plus haut niveau. Mathématiquement, 2 Apple Center, c'est 2 fois plus de bonnes raisons de pouvoir compter sur les prix, les conseils et le service d'International Computer. C'est logique : 10 ans d'Apple ça compte.

(1) 42 72 26 26

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL (1) 42 72 26 26

APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE 64 ET 94 AVENUE DU PRADO 13006 MARSEILLE TEL 91 37 25 03



Apple Center

IC

INTERNATIONAL
COMPUTER

Culture

CINÉMA

Festival de Toronto

Rêves, cauchemars, et dix minutes de Brando

Au Festival de Toronto, trois documentaires de long métrage, tous présentés en première mondiale, font un sort au rêve américain.

Mr Hoover et moi, d'Emile de Antonio, ou l'artiste-considéré comme un ennemi du gouvernement. Tout au long du film — un long monologue — de Antonio se fait couper les cheveux, le compositeur John Cage pète du pain; c'est affreusement mal filmé mais ça n'a aucune importance.

Autour reconnu de documentaires politiques — l'année du cochon (Richard) Millhouse (Nixon), — de Antonio prend cette fois-ci pour cible le Bureau fédéral d'enquête (FBI), identifié à J. Edgar Hoover. La loi l'y autorise, de Antonio a exigé que lui soit communiqué le dossier du FBI le concernant. Ledit dossier faisait près de dix mille pages. Le FBI était convaincu que de Antonio, bourgeois moyen, était un espion. « Je n'ai pas pu le voir », dit-il en riant. Je parle trop, je bois trop, j'ai été marié six fois. « Ce film, qui ne sera probablement vu que par très peu de gens, est un acte de subversion ».

Roger et moi s'adresse aussi directement au spectateur mais « bouge » beaucoup plus. Il suit les tribulations de « Moi » — Michael Moore, ancien rédacteur en chef du magazine de gauche Mother Jones — qui tente d'obtenir une interview avec « Roger », Roger Smith, PDG de la General Motors, au moment où celle-ci ferme onze de ses usines d'automobiles à travers les États-Unis, mettant en chômage des centaines de milliers d'employés; trente mille dans la seule ville de Flint, Michigan, dont le réalisateur est originaire (son père fut trente-trois ans ouvrier à la GM).

Tandis que les Beach Boys gazouillent Wouldn't it be Nice? (« Ce serait pas sympa ? »), la

caméra remonte une allée de pavillons en décadence. Au moment où — spécial 1984-Christmas — un chœur entonne *Viva l'ère Noël* qui arrive, c'est l'histoire qui, le soir même, du réveillon, expulse les ouvriers de leurs maisons.

Plus tard, un téléscripteur vient annoncer les licenciés : « Ce n'est pas parce qu'on a des problèmes qu'il ne faut pas être heureux ».

Enfin, démonstration du cynisme décapant du rêve de tous au profit du petit nombre, le stand de la General Motors au parc d'attractions local : une manette représentant un ouvrier qui, à la suite, donne l'adresse au robot qui l'a remplacé. Tout le film, de cette eau, est à la fois une belle crise de rire et une violente paire de gifles.

« C'est plus qu'un acteur, c'est un mystère ».

Trois ambages-relais sont au cœur du *Motel* de Christian Blackwood. Trois motels, trois univers : le Silver Saddle de Santa-Fé est tenu par trois femmes résolument étranges (dont l'une porte bandeau de pirate). Le Blue Mist de Florence, situé juste en face du pénitencier de l'Arizona, est devenu un deuxième foyer pour celles dont l'homme est au trou. Là aussi, la politique pointe son nez : une des pensionnaires du Blue Mist remarque que son fiancé, incarcéré pour fraude à la carte de crédit, purge une peine plus lourde que les condamnés pour vol ou abus d'enfants.

On lit beaucoup de *Motel*. Non par sarcasme ni déception — les cibles sont trop évidentes — mais avec sympathie, chaleur et tendresse. Ces femmes sont trop belles, trop justes — et trop humaines.

La dernière d'entre elles, une sexagénaire en titre, nous embarque dans son rêve. Propriétaire du motel de Death-Valley-Junction, à la frontière californienne du Nevada (la ville se résume au motel), Marta Beckert est une ballerine qui ne se produit qu'en soirée. Si aujourd'hui on vient la voir de partout, elle peina

jadis l'absence des spectateurs en peignant un public sur les murs de son théâtre. Marta Beckert est-elle folle ? Pas sûr. Lein de B. Après tout, en total contrôle de sa destinée, elle a atteint une forme de rêve personnel, et le vit bien.

Fiction apparente, *Justice Denied*, du Canadien Paul Cowan, colle au fait divers qui l'a inspiré : le meurtre, en 1971, d'un adolescent noir dans un parc de Sydney en Nouvelle-Ecosse (Canada). Dans certains cas, la justice sait se faire expéditive : en quelques mois à peine, Donald Marshall Jr, dix-sept ans, compagnon de la victime et indien, est arrêté, inculpé, condamné et emprisonné pour un crime qu'il jure n'avoir pas commis. Le véritable assassin — un excentrique (blanc) — sera pris, mais Marshall sera resté en prison pendant onze ans (la justice sait aussi se faire lente). Aux antipodes de l'approche hollywoodienne de *Thin Blue Line* (Prix de la critique au Festival de Deauville), *Justice Denied* a, sur un sujet similaire, la couleur froide et sèche d'un constat.

La seule froideur que l'on trouve dans *Dry White Season* (première mondiale) est pratiquée par les tortionnaires des services secrets sud-africains. Autrement, c'est avec une rage sans mélange que la réalisatrice Buzsácz Páky (*Rue Case-Nègre*) aborde l'apartheid dans et après le soulèvement et le massacre des enfants de Soweto en 1976.

Suivant en cela le roman d'André Brink — mais recitifiant le tir — elle le fait non seulement par l'œil politique d'un héros blanc et anglophone (Donald Sutherland) mais aussi par l'œil d'une femme noire (Zakes Mole, interprète favori d'Attilio Fugard). Il conviendra de revenir sur le film lors de sa sortie, mais disons tout de suite ce qu'il en est de la prestation en *Quest star* de Marlon Brando, qui n'accepta le rôle qu'en raison de l'engagement politique du film.

Dix minutes à peine — mais d'exécution totale. Brando, qui incarne un avocat de gauche, n'a que deux scènes mais deux joyaux.

« C'est plus qu'un acteur, c'est un mystère », disait Alain Connes avant de quitter Toronto pour Paris. Et si Brando se tient à la décision de quitter le métier, ce n'est pas, pour paraphraser *Sunset Boulevard*, qu'il soit déçu par son rôle (à tous les sens du terme), c'est que, de nos jours, l'écran est devenu trop petit.

HENRI BÉHAR.

A PARTIR DU 15 SEPTEMBRE

ESPACE PIERRE CARDIN
FRANCOISE FABIAN
OLIVIER BRUNHES
CAROLINE SIHOL
FRANCIS LEMAIRE

La machine infernale
Jean Marais
LOC. 42.66.26.75
EUROPE 1

CE SOIR 20h30
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
ROLAND OBERLIN
CHAPÉAU
TRENET
Christian Remy
Location ouverte Studio
et par tel. 47 20 08 24

DEMAIN SOIR 21 H
COMÉDIE CHAMPS-ÉLYSÉES
EDWIGE FEUILLÈRE
GUY TREJAN
HENRI VIRLOGEUX

LES MEILLEURS AMIS
de HUGH WHITMORE
réalisation de POL QUENTIN
Mise en scène JAMES ROUSE-EVANS
Loc. ouverte - Théâtre et par téléphone
47 20 08 24

Communication

M. Guillaume s'apprête à choisir les directeurs des chaînes publiques

Un mois après sa nomination, le président de la réforme institutionnelle de la radio et de la télévision, M. Philippe Guillaume s'apprête à faire connaître les noms des deux directeurs généraux qu'il souhaite voir diriger ces deux chaînes. Un choix fait après d'innombrables hésitations — le président a beaucoup reçu pour écarter et parfois proposer — et après avoir essayé plusieurs fois, dont ceux de MM. Pierre Wiehn, Philippe Gildas, Bernard Rivet.

Lundi 11 septembre, M. Guillaume rencontrait M. André Bonnot, PDG de Canal Plus et proche du président de la République, pour « un tour d'horizon ». Mardi, il devait, sans imprévu, rencontrer une nouvelle fois le ministre de la communication, M. Catherine Tasca, pour l'informer mais aussi « tester » ses choix. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) — son président tout au moins — devrait également être mis dans la confidence, avant que les noms attendus avec une impatience mêlée d'inquiétude dans les chaînes, ne soient enfin annoncés à la presse.

Le choix, il est vrai, apparaît capital. Désigné à la surprise générale par le CSA, proche de M. Jacques Chaban-Delmas qui l'avait imposé début 1988 à la tête de la SFR, le nouveau super-directeur, peut-être chargé d'opérer une stratégie opposée. Prendre de front un gou-

vernement et sa majorité divisée sur l'opportunité de la réforme institutionnelle est une présidence commune, et tout encore abstrait. Ou, au contraire, choisir le consensus sans se rendre.

L'Élysée observe, tout à l'exception de M. Jacques Attali qui, selon ses propres amis, ne se fait pas sans de suggérer ouvertement les noms de Jean-Pierre Elkabbach ou d'Éric Ruggieri. Matignon se tient coi, le premier ministre ayant simplement demandé à « être informé ». Son directeur de cabinet s'est, en tout cas, abstenu d'aborder le sujet lors de ses traditionnelles interventions du mercredi matin devant ses conseillers réunis en grand conseil. Les deux ministres directement en première ligne, M. Jack Lang et M. Catherine Tasca, surveillent de près les choix de M. Guillaume sans se laisser entraîner dans d'intenses tractations.

Conseillé par MM. Marcel Juhan et Claude Lemoine, M. Philippe Guillaume a, semble-t-il, choisi de composer. Il rêvait d'un super-cabinet, il ne songe plus aujourd'hui qu'à s'entourer d'une dizaine de personnes. Entre-temps, il est vrai, le président commun a pu mesurer les limites de son pouvoir. S'il lui revient de proposer les directeurs généraux, il doit en limiter la nomination effective aux conseils d'administration des chaînes. Conseils où

siègent, côte à côte, des représentants de l'État, des élus du personnel et des personnalités désignées par feu le CNCL.

Le décompte des voix, effectué dans toutes les instances, a été vite constaté que les rapports de forces y étaient équilibrés et un coup de force difficile à réaliser. Un décret gouvernemental, discrètement publié au *Journal officiel* la semaine dernière, en facilitera le renouvellement dans des conditions moins heurtées (les candidats des instances ne s'opposent plus en même temps, ce qui permettait parfois l'entrée de nouvelles personnalités).

In fine, c'est d'un parti socialiste — profondément choqué d'avoir été appelé à voter dans les pour et contre à cet imbroglio — que les ministres au pouvoir sont les plus nettes.

Lundi, M. Jean-Jack Queyenne, porte-parole et secrétaire national du PS aux problèmes audiovisuels, a exigé de « ministères » pour A2 et FR3, « plutôt que des généraux sous l'autorité d'un maréchal ». Et M. Bernard Schreiner, rapporteur FR — et réformateur — du projet de loi sur la présidence commune à l'Assemblée nationale, fixe ici un cadre très strict aux relations qui devront s'instaurer entre le triennat. Une mise en garde à peine voilée.

P.-A. G.

« Il faut de vrais patrons à A2 et à FR3 » nous déclare M. Bernard Schreiner

« Philippe Guillaume, c'est un bon choix ».

— Bernard Schreiner (député P.S. et rapporteur du projet de loi sur la présidence commune) : C'est celui du CSA et, pour cela, il faut le respecter. L'assumer sans réserve ni état d'âme particuliers. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel est une autorité indépendante que nous avons créée et que nous souhaitons toujours constituer. Nous n'avons pas, dès lors, à le critiquer. Il a désigné un homme dont je suis pour l'avoir apprécié en tant que rapporteur budgétaire, qu'il est véritablement imprégné des valeurs du service public.

— Ce n'est pas l'un de vos amis politiques ?

— Eh bien, j'en ai et je rejette tout procès d'intention. Je souhaite, au contraire, que la commission des affaires culturelles de l'Assemblée le repousse rapidement et insture avec lui des rapports confiants et réguliers. Il est indispensable, en effet, que l'esprit de la loi sur la présidence commune soit respecté, qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur les pouvoirs respectifs du président d'un côté, de ses deux directeurs généraux d'autre part, et de FR3, de l'autre. J'ai beaucoup d'égards à ce sujet : la réponse figure en toutes lettres dans le compte-rendu des débats parlementaires.

— Cela ressemble fort à une mise sous tutelle.

— Pas du tout ! Il ne s'agit pas ici d'une quelconque querelle politique. Le problème se serait posé exactement dans les mêmes termes, quelle que soit la personnalité désignée. Le groupe socialiste est, depuis le départ, opposé à toute idée de fusion, directe ou indirecte, entre Antenne 2 et FR3. Il a fermement dit contre le gouvernement et n'a accepté de voter le texte qui lui était proposé qu'après avoir obtenu des garanties précises sur l'autonomie juridique et financière des deux chaînes, le maintien de leurs missions et de leur identité, de leur capacité de décision.

— Ces garanties figurent explicitement dans l'exposé des motifs de la loi ; elles en constituent le fondement. Tout ce qui les remettrait en cause, tout ce qui aboutirait à la

création d'une nouvelle structure aboutissant au processus de décision, irait à l'encontre de la volonté du législateur.

— Ne faites-vous pas au président commun un président... peiche ?

— Philippe Guillaume doit réussir ce que personne n'a jamais fait à la tête de l'audiovisuel. Il doit être tout à la fois stratège et arbitre. Stratège, parce qu'il lui faudra penser le développement du groupe public. Arbitre, parce qu'il lui reviendra d'apaiser les conflits et d'imposer l'harmonisation des programmes. Avec la mise en place d'un véritable super-directeur, même d'un véritable généraliste pour cela. C'est le cœur de la réforme angulaire de la réforme voulue par les pouvoirs publics. Mais cela ne doit pas, pour autant, empêcher les deux directeurs généraux de gérer Antenne 2 et FR3, au quotidien.

« Ce qui est fait est fait ».

— Comment voyez-vous ces derniers ? Comme des gestionnaires ou comme des gestionnaires ?

— Comme des patrons de chaîne, avec toutes leurs prérogatives et responsabilités : superviser la gestion, planifier la production, élaborer des grilles de programmes inventives, veiller à la décentralisation.

— Ne va-t-on pas tout droit vers des conflits, des blocages, des querelles de compétence ?

— Ce risque n'existe que dans le flou et dans la dilution des responsabilités. C'est pourquoi nous avons voulu que les deux directeurs généraux des chaînes ou soient également les mandataires sociaux. Leurs compétences — comme leurs rémunérations — seront ainsi débattues et validées par le Conseil d'administration.

Le président n'aura donc pas de pouvoir discrétionnaire et le rôle des conseils sera substantiellement renforcé. C'est une vieille revendication du Parlement qui se trouve ainsi satisfaite.

— Le président Guillaume affirmait récemment vouloir mettre en place des équipes dirigeantes où seraient représentées toutes les tendances politiques.

— Quelle erreur ! Cela conduirait nécessairement à la suspicion et à la

parallèle généralisée. Le pluralisme, à mon sens, doit être dans les objectifs mêmes du service public : l'information et les programmes.

— Résumons les problèmes financiers : 200 millions de francs supplémentaires et 3,6 % de hausse de l'audiovisuel, vous en êtes sûr ?

— Non ! Il n'existe pas de programmes de crédits sans argent. Et le déséquilibre continué de crédits entre FR1, première et ses concurrentes publiques. Les frais de gestion sont très lourds dans une chaîne de télévision et une large part des 800 millions prévus s'investira dans les dépenses de structure.

— Résumons donc les faits : augmenter la redevance de 5 %. Le gouvernement n'a pas fait ce choix, et je crois qu'il sera difficile de l'y contraindre. Mais je me battrais pour obtenir une nouvelle répartition budgétaire. Le ministre de la culture, M. Jack Lang, avait évoqué, pendant un temps, le chiffre de 1 milliard de francs. Cela peut constituer un objectif.

— Antenne 2, ne regrettez-vous pas d'avoir voté la réforme du gouvernement ?

— Ce qui est fait, est fait.

Propos recueillis par
PIERRE-ANGEL GAY.

EN BREF

● Le tribunal de commerce de Paris rapporte sa décision à propos de l'Est républicain. — Le tribunal de commerce de Paris a repoussé, lundi 11 septembre, toute décision sur la validité d'un engagement de cession d'actions de la Grande Chaudière Lorraine (GCL), société détenue de 22 % du capital du quotidien l'Est républicain. Ce dernier fait l'objet d'un litige pour son contrôle (le Monde du 10 septembre) entre le PDG actuel, M. Gérard Lignac, et le groupe Cora-Rivillon de MM. Philippe et Michel Bourcier. Ce dernier contestait au *Républicain lorrain*, principal actionnaire de la GCL, le droit de vendre ses parts à M. Lignac, au nom d'un engagement antérieur signé par le *Républicain lorrain* en faveur d'Estas et Finances (groupe Cora). Le tribunal de commerce de Paris ne devrait rendre sa décision pas se prononcer avant un mois.

● Décès de Sir Christopher Chantrelor, ancien directeur général de Reuters. — Sir Christopher Chantrelor est décédé le 9 septembre, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

[Après des études à Eton et à Cambridge, il entra en 1930 à Reuters. A vingt-sept ans, en 1931, il est nommé directeur général de l'États-Orient, au moment même de l'invasion de la Chine par le Japon. En 1944, Sir Christopher Chantrelor devient directeur général unique de Reuters, dirigeant l'agence de presse et lui assure son indépendance vis-à-vis du gouvernement. Anobli en 1951, c'est en 1959 qu'il accède à la tête du *Daily Herald* - *Journal* aujourd'hui disparu - avant de prendre, de 1962 à 1969, la présidence de Reuters. Peter Chantrelor, marié de son épouse, est décédé d'un infarctus.]

FRÉDÉRIC BORN.

سورة الفاتحة

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.

صَلُّوا عَلَى الرَّسُولِ

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Ne plus mourir aveugle

Vingt-cinq mille personnes, en France, sont victimes de maladies héréditaires de la rétine conduisant à la cécité. Les espoirs de prévention et de traitement n'ont jamais été aussi grands.

C'EST sans aucun doute l'une des maladies héréditaires les plus complexes jamais étudiées au plan moléculaire. Mal connue du grand public comme, parfois, du corps médical, la rétinopathie pigmentaire (RP) constitue un problème majeur de santé publique et un véritable drame pour les malades et les familles concernées. On estime que 25 000 personnes environ en France - 500 000 en Europe - sont touchées par cette maladie héréditaire conduisant presque toujours à la cécité et face à laquelle la médecine n'a, jusqu'à présent, jamais pu proposer de thérapeutique efficace.

Le plus souvent, le premier symptôme de la rétinopathie pigmentaire est la difficulté croissante à voir dans l'obscurité. Cette « cécité nocturne » (nyctanopie) fait, par exemple, que les personnes touchées ne peuvent plus se déplacer à la tombée de la nuit, leur champ visuel se rétrécissant de manière concentrique, progressivement, lentement mais inexorablement. Il existe en réalité de multiples formes cliniques de rétinopathies pigmentaires, en fonction des cellules rétiniennes (cônes ou bâtonnets) touchées. Ainsi, chez certains malades, les anomalies touchent uniquement la rétine (la membrane au fond de l'œil) et la vision est conservée. Tout comme les formes (il existe de nombreux stades intermédiaires entre ces deux situations cliniques), l'âge d'apparition des troubles peut être très variable.

ble. « Souvent, explique le professeur Jean-Louis Dufier (hôpital Laennec, Paris), les premiers signes se manifestent chez l'enfant. Celui-ci se cogne la tête contre les murs, a des difficultés à trouver l'interrupteur dans l'obscurité. Plus tard, c'est aussi l'adolescent qui ne peut se déplacer dans une boîte de nuit. Dans d'autres cas, les symptômes sont observés chez le nouveau-né qui ne manifeste aucun « œil visuel. Sans doute existe-t-il aussi des formes plus tardives. »

Progressive, l'évolution de la maladie conduit presque toujours, entre dix, vingt ou trente ans à

l'installation d'une cécité définitive. En dépit des diverses solutions thérapeutiques qui, ici ou là, peuvent être proposées, il semble que rien ne permette de soigner ou de ralentir l'évolution de cette affection. Seul, peut-être, le port de lunettes spéciales protégeant la rétine des trop fortes intensités lumineuses pourrait avoir un intérêt en ralentissant l'évolution des processus pathologiques.

Consultation spécialisée

Le diagnostic de rétinopathie pigmentaire est porté par les ophtalmologistes après identification des anomalies observées sur la rétine (remaniement de la pigmentation, malformations des artères rétiniennes) et un examen (électrorétinogramme) montrant la « mort » physiologique des cellules rétiniennes.

Si de nombreux éléments permettent d'avoir la certitude que la transmission de la maladie est

héréditaire, on butait jusqu'à présent sur une difficulté majeure. Car à la diversité des formes cliniques correspondant des modes différents de transmission, la rétinopathie pigmentaire étant d'autre part fréquemment associée à d'autres anomalies (rénales, nerveuses, métaboliques) pouvant constituer différents syndromes, comme, en particulier, le syndrome d'Usher. Ainsi, dans certains cas, la rétinopathie est transmise de manière dominante ; dans d'autres, au contraire, la transmission est récessive. Enfin, l'affection peut aussi être transmise par les femmes et ne toucher, comme la myopathie, que les garçons.

Ce polymorphisme indique de toute évidence qu'il y a la différence de certaines affections héréditaires (mucopolysaccharidose, myopathies) les rétinopathies pigmentaires ne correspondent pas à une anomalie portant sur un seul gène, ce qui rend particulièrement ardue l'approche des biologistes

moléculaires. On assiste toutefois depuis peu à une importante mobilisation d'équipes multidisciplinaires. Plusieurs résultats importants sont ainsi obtenus ou annoncés, et

jamais les espoirs de prévention, voire de traitement, n'ont été aussi grands qu'aujourd'hui.

J.-Y. N.

(Lire la suite page 18.)

PAROLE AU « MURS »

La science est-elle alléguée aux droits de l'homme ? Y a-t-il incompatibilité fondamentale entre les acquis de la recherche scientifique ou médicale, d'une part, l'avenir de la planète et de l'espèce humaine, d'autre part ? Soulevée en marge des courants contestataires des années 60, reprise de manière multiforme par les mouvements écologistes, cette question est aujourd'hui très officiellement posée par un groupe réunissant quelques-uns des plus grands noms de la recherche française.

Cette inquiétude, manifestée par les porte-parole des institutions médicales et scientifiques, est, de toute évidence, un événement important, le symptôme avant-coureur d'une crise qui, si l'on n'y prend garde, pourrait, au travers de quelques catastrophes majeures, dont on commence à entrevoir la possibilité de réalisation, aboutir à un divorce irréparable entre l'opinion et la recherche, le public et les chercheurs.

C'est pour empêcher l'avènement d'un tel scénario que le MURS - Mouvement universel de la responsabilité scientifique - présidé par le professeur Jean Dausset, Prix Nobel de médecine, tente, sans grands moyens, mais avec obstination et courage, d'attirer l'attention du plus grand nombre sur ce sujet essentiel. Profitant de l'intérêt international porté au Bicentenaire, le MURS propose aujourd'hui que la Déclaration des droits de l'homme soit complétée par un nouvel article, stipulant : « Les connaissances scientifiques ne doivent être utilisées que pour servir la dignité, l'intégrité et le devenir de l'homme, mais nul ne peut en entraver l'acquisition. »

Ce mouvement estime, en outre, « extrêmement souhaitable » que l'Organisation des Nations unies se prononce au plus vite sur l'utilisation de l'énergie et l'atteinte de la biosphère, le respect, « dans l'état

actuel de nos connaissances », du patrimoine génétique humain, et la non-commercialisation du corps humain, de la cellule jusqu'à l'organe.

Cette initiative, nouvelle version, pratique et actualisée, du célèbre « Science sans conscience... », a-t-elle une chance d'aboutir ? Sans doute les pragmatiques et les sceptiques ne verront-ils là qu'une forme de vœu pieux, un appel à la raison et à la responsabilité qui risque, en définitive, de n'être entendu ni par la communauté scientifique et médicale internationale, occupée à bien d'autres tâches, ni, a fortiori, par ceux qui font profession d'exploiter l'acquisition des connaissances, sans que la notion d'abus ou de dévoiement vienne jamais leur poser de problèmes de conscience.

On aurait tort, pourtant, de ne pas prendre à sa juste mesure l'appel du professeur Dausset et de ses collègues. Le trafic des organes humains, l'effacement de la manipulation et la commercialisation du génome humain constituent, pour l'avenir de l'humanité, des menaces totalement sous-estimées, qui, elles, ne sont pas simplement ignorées du grand public. Le commandant Cousteau, à sa manière, est parvenu à convaincre l'opinion internationale de l'urgence d'un combat pour la survie du milieu marin. Le MURS trouve-t-il, lui aussi, les moyens de se faire entendre ? Réussira-t-il dans ce combat difficile où l'on souhaite la poursuite accélérée de l'acquisition des connaissances tout en espérant que celles-ci pourront ne plus menacer, comme c'est le cas aujourd'hui, l'équilibre de la biosphère et de l'avenir de l'espèce humaine ?

JEAN-YVES NAU.

* MURS France - 127, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-26-43-98.



Les messagères d'avant le Soleil

On retrouve dans certaines météorites des traces d'étoiles antérieures à la formation du système solaire.

CERTAINES météorites contiennent des informations sur des événements antérieurs à la formation du système solaire qui a eu lieu il y a 4,6 milliards d'années. C'est ce qu'on découvre peu à peu depuis plusieurs années, des scientifiques de l'université de Chicago, du California Institute of Technology, de l'Institut de physique du globe de Paris et de l'université Washington (Saint-Louis, Missouri). Les spécialistes réunis à Vienne, en août dernier, pour le cinquante-deuxième congrès de la Meteoritical Society ont discuté des plus récents développements dans ce domaine.

On estime que la Terre reçoit par an, actuellement, une dizaine ou une centaine de milliers de tonnes de matériaux extraterrestres, dont plus des deux tiers tombent dans les océans (puisque ceux-ci couvrent 71 % de la surface de notre planète). Heureusement, la quasi-totalité de ces matériaux nous arrive en grains microscopiques. Un dix millième à peine des matériaux extraterrestres tombe sous la forme d'environ cinq mille météorites annuelles pesant, chacune, de quelques grammes à plusieurs dizaines, centaines ou milliers de kilos.

On est loin du temps - entre - 4,6 et - 3,6 milliards d'années - où la Terre a été litté-

ralement bombardée par d'énormes météorites dont le poids était de millions ou de milliards de tonnes. La surface de la Lune, où n'existe aucune érosion fluviale ou éolienne, porte les gigantesques cratères d'impacts de ces météorites géantes. Celle de la Terre, au contraire, n'en a pratiquement pas conservé la trace. Et même, il y a peu de chances de retrouver les petites météorites tombant actuellement sur les terres émergées : nombre d'entre elles ne sont pas vues ; très vite, elles sont éliminées au contact de l'air, de l'eau et du sol, ou entraînées par les eaux de ruissellement, ou recouvertes par des terrains alluviaux.

Pourtant, les météorites nous apportent, à domicile pour ainsi dire, les archives du système solaire. Elles sont manifestement des fragments d'astéroïdes - ces milliers de mini ou de micro-planètes qui tournent autour du Soleil, entre Mars et Jupiter pour la plupart d'entre elles - arrachés à leur astre mère par des collisions. Nous tentons de les saisir, nous tentons de les découvrir dans l'Antarctique (le continent blanc est une vraie « mine » de météorites) sont indubitablement des morceaux de Lune qui ont glissé, sous l'effet d'un très violent impact, du sol de notre satellite avec une énergie suffisante pour

finir par tomber sur la Terre (le Monde du 13 avril 1983).

Comme tous les astres du système solaire, les astéroïdes ont été formés il y a 4,6 milliards d'années. Certaines météorites ont donc, pour l'essentiel, la même composition isotopique que tous les corps de ce système, depuis le Soleil jusqu'aux comètes en passant par la Lune et la Terre : le carbone, par exemple, est fait de 90 atomes de carbone 12 pour un atome de carbone 13 ; l'oxygène, de 2 625 atomes d'oxygène 16 pour un atome d'oxygène 17 et environ 5 atomes d'oxygène 18.

Toutefois, les chondrites carbonées (voir l'encadré page 19) présentent des anomalies isotopiques bizarres. Tout a commencé à l'université du Minnesota en 1969. L'analyse des gaz rares a montré qu'une fraction du néon contenu dans ces météorites n'était fait que d'un isotope (néon 22) alors que le néon du système solaire comprend trois isotopes (néon 20, néon 21 et néon 22). La cause de cette anomalie n'a pas alors été comprise, sauf par un jeune chercheur américain, David Black, qui a pensé en 1971 à une source stellaire située hors du système solaire. Certaines réactions nucléaires, qui ont lieu dans les étoiles, peuvent produire, en effet, du sodium 22 radioactif qui, avec une période de 2,6 ans, donne naissance au néon 22.

En 1973, une équipe de Chicago, dirigée par Robert N. Clayton, a détecté, dans les chondrites carbonées, une composition isotopique anormale de l'oxygène : l'oxygène 16 était plus

abondant de 4 % par rapport à l'oxygène-étalon terrestre (c'est-à-dire à l'oxygène de l'eau de mer). Cette découverte a donné une impulsion décisive à l'étude des météorites carbonées. Ainsi a-t-on trouvé, en quelques années, des anomalies non moins bizarres dans la composition isotopique de nombreux autres éléments chimiques présents dans ces météorites carbonées.

Des cristaux minuscules

Mais jusqu'en 1987, l'analyse des météorites carbonées était faite « en gros », car on ne savait pas isoler les différents constituants. On ne pouvait donc voir lesquels de ceux-ci étaient responsables de ces compositions isotopiques étranges. En 1987, une autre équipe de Chicago, dirigée par Edward Anders, et l'équipe de l'université Washington (de Saint-Louis) ont réussi à isoler deux minéraux pourtant très peu abondants dans les météorites carbonées. Il s'agissait de minuscules cristaux de diamant (du carbone pur) et de carbure de silicium.

La dimension moyenne des cristaux de diamant est de l'ordre de 5 millionsièmes de millimètre. La composition isotopique du carbone des diamants n'est pas anormale. En revanche, les cristaux de diamant contiennent des gaz rares - du néon en particulier - isotopiquement anormaux.

Les cristaux de carbure de silicium sont beaucoup plus gros (de quelques centièmes à quelques cent millionsièmes de millimètre).

YVONNE REBEYROL

(Lire la suite page 19.)

HORS-SERIE

SCIENCE S'AVENIR

SPÉCIAL NUTRITION ET SANTÉ

- La Diététique de la forme
- Les aliments de demain
- Bienfaits et méfaits du cholestérol
- La gastronomie du premier âge

Les berceaux de Babel

Le bilinguisme parfait n'existe pas. Une étude récente concernant les adultes confirme les résultats déjà obtenus à partir de travaux sur les nourrissons.

Né de mère anglaise et de père français (ou l'inverse), vous parlez indifféremment ces deux langues depuis votre plus tendre enfance. Personne, au cœur de la France, ne doute que vous soyez un natif du pays, tandis que l'on certifie vos origines britanniques de l'autre côté de la Manche. Et pourtant, vous n'êtes et ne serez jamais parfaitement bilingue — du moins au sens où l'entendent les scientifiques. C'est ce que démontre une série d'expériences récemment publiées dans la revue *Nature* (1), menées conjointement par deux équipes de sciences cognitives et psycholinguistiques, sous la direction d'Anne Cutler (Cambridge) et de Jacques Mehler (Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris). Une étude qui s'inscrit dans celle, beaucoup plus vaste et complexe, de l'acquisition du langage, et plus généralement encore, dans la compréhension du traitement des langues par le cerveau humain.

Prenons par exemple le mot « maison ». Si l'on entend, on sait ce qu'il signifie, comment il se prononce, s'écrit, se dessine. Son genre et son type grammatical, sa prononciation, les images qu'il évoque, toutes ces données sont retrouvées presque instantanément et sans difficulté par notre cerveau. L'ensemble de ces informations est représenté dans une structure hypothétique, que les spécialistes des sciences cognitives qualifient de « lexique mental ».

« On peut concevoir le lexique mental comme un vaste entrepôt, dirigé par une foule de fonctionnaires, précise Jacques Mehler (2). Ils reçoivent des « com-

mandes », visuelles ou auditives, qui sont le plus souvent incomplètes, bruitées ou ambiguës. Cependant, ces fonctionnaires doivent faire leur travail et fournir aux niveaux supérieurs (la syntaxe et la sémantique) le produit manufacturé (le mot) qui correspond le mieux à la commande passée... »

La parole — du moins sous cette forme « intelligente » — est le propre de l'espèce humaine. Mais à l'origine de ce constat irrefutable, quelle est la part de l'inné et celle de l'acquis ? Les structures linguistiques sont-elles déterminées génétiquement ? Quelles sont les bases biologiques du langage, et la part de l'environnement dans leur expression ? A toutes ces questions, ce sont les expériences sur les nouveau-nés, menées par une poignée de chercheurs internationaux, qui ont ces dernières années apporté les réponses les plus précises — et parfois les plus surprenantes.

Pour mesurer les réactions des tout jeunes bébés, les psycholinguistes utilisent la méthode dite de « succion non nutritive », basée sur le fait que tout être vivant, perçu comme une nouveauté par un bébé muni d'une tétine, se traduit par une augmentation de son taux de succion. Munie d'un capteur de pression relié à un dispositif d'enregistrement, ladite tétine fournit ainsi des renseignements précieux sur le niveau d'intérêt des nouveau-nés aux stimuli verbaux.

Après avoir montré que les nourrissons percevaient les sons du langage (notamment la différence entre les syllabes) d'une manière très proche de celle des adultes, les spécialistes ont voulu



vérifier à partir de quel stade de son développement un bébé était capable de distinguer sa langue maternelle d'une langue étrangère. Menées conjointement, en 1986, par une équipe américaine de l'université d'Oregon et, à Paris, par celle de Jacques Mehler, des expériences de discrimination entre différentes langues (le français et le russe) ont été menées, en 1986, sur deux groupes de nourrissons : les premiers âgés de deux mois, les seconds beaucoup plus jeunes.

Le rôle des syllabes

Les résultats ? Ils sont stupéfiants. « Dès le quatrième jour, un nouveau-né distingue sans ambiguïté sa langue maternelle d'une langue étrangère », affirment les spécialistes. Ainsi, quasiment dès la naissance, le petit homme possède la notion de langue « naturelle ». Une aptitude plus précieuse encore dans un environnement multilingue, qui expliquerait, dans des régions du monde comme le sud de l'Inde, que des enfants apprennent correctement jusqu'à quatre langues très différentes et ce sans aucun retard ni mélange apparent.

Plus étonnant encore : le nouveau-né, à quelques semaines, paraît capable de percevoir les contrastes phonétiques de toutes les langues naturelles, tels que pa/ba, ba/ha, ra/la, ou encore ta/ta. Une aptitude impressionnante mais, malheureusement, de courte durée. Contrairement aux bébés, les Japonais adultes sont ainsi incapables de reconnaître le « r » du « l », et nous-mêmes serions bien en peine de distinguer les multiples tons du sédoï ou de certaines langues asiatiques. « Cette capacité est graduellement perdue vers la fin de la première année de la vie, précise Jacques Mehler. Ensuite, l'enfant ne conservera que les distinctions qui sont pertinentes à la langue qui l'entoure ». (2). Ainsi, et même si les stratégies mises en œuvre par le cerveau humain pour la compréhension du langage apparaissent universelles, elles n'en comprennent pas moins des particularités, caractéristiques des différentes langues parlées dans le monde.

Comme l'ont montré les expériences les plus récentes (menées, cette fois, sur des adultes), ces différences peuvent exister pour des langues apparemment proches, comme l'anglais et le français. En 1983, les psycholinguistes de Paris et de Cambridge réalisaient ainsi une première étude, en demandant à

qu'à un segment phonétique non syllabique (TA dans « tartine » ou TAR dans « tarif »), les Britanniques, eux, réagissent à la même vitesse dans les deux cas, et leur temps de réponse est supérieur à celui des Français. « La syllabe, on le sait, joue un rôle considérable dans les processus de compréhension du langage, mais son importance varie selon les langues », explique Jacques Mehler. Le traitement syllabique apparaît ainsi comme essentiel dans la langue française, alors que les sujets de langue anglaise accordent plus d'importance à d'autres critères, par exemple la partie du mot sur laquelle est porté l'accent tonique.

Partant de cette première constatation, les chercheurs ont voulu voir ce qu'il en était avec des sujets bilingues anglais-français. Vingt-sept personnes ont été sélectionnées (treize habitant en Grande-Bretagne, quatorze en France) toutes parfaitement bilingues, de parents mixtes, parlant les deux langues depuis leur petite enfance et les ayant toujours pratiquées. Basés sur la question « si vous deviez perdre une de vos deux langues maternelles pour sauver votre vie, laquelle choisiriez-vous ? », deux groupes ont été formés : « français dominant » (douze personnes) et

« anglais dominant » (quinze). Partant de là, la même expérience de reconnaissance syllabique a été effectuée, en anglais et en français pour chacun des deux groupes. Résultat : alors que les sujets « anglais dominant » nécessitent un temps de réponse identique quel que soit le mot en français ou en anglais, les bilingues « français dominant » réagissent nettement plus vite aux mots prononcés en langue française.

« Si nous avions étudié un autre paramètre que la reconnaissance syllabique, nous aurions très bien pu obtenir le résultat inverse », précisent les chercheurs, qui se proposent de réitérer prochainement l'expérience avec de nouveaux paramètres (par exemple l'accent tonique) et d'autres langues. Mais d'ores et déjà, cette première étude témoigne, à un niveau imperceptible dans la vie courante, des limites quasiment innées du bilinguisme : même parfaitement rodé à plusieurs langues, chaque individu possède vraisemblablement une seule et unique langue de base, qui détermine durablement les modalités de traitement verbal choisies de préférence par le cerveau. CATHERINE VINCENT.

(1) *Nature*, 20 juillet 1989.
(2) *Le Débat*, n° 47 (décembre 1987), éditions Gallimard.

On n'est jamais aussi bien servi que par Viséa !



OFFRE SPECIALE

* La télé seule : 150 F/mois. Le magnétoscope seul : 150 F/mois.

LOUEZ VISEA

N°VERT 05.23.24.25

LOCATION TELE VIDEO

Paris et région parisienne : Paris, Aulnay-sous-Bois, Boulogne, Cergy-Pontoise, Créteil, La Défense, Evry 2, Rosny 2, St-Quentin-en-Yvelines, Vélizy 2.
Province : Bordeaux, Cannes, Dijon, Grenoble, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Rennes, Rouen, St-Etienne, Strasbourg, Toulon, Toulouse.

Les messagères d'avant le Soleil

(Suite de la page 17)

Ce qui a permis à l'équipe de l'université Washington, à partir du début de 1989, de les analyser individuellement et d'obtenir, pour chaque cristal, les compositions isotopiques du silicium et du carbone. Ce qui est d'autant plus remarquable que les cristaux de carbure de silicium ne représentent que quelques parties par million de la masse totale d'une chondrite carbonée. Pour l'un et l'autre élément, les résultats ont été très surprenants : dans certains cristaux, le silicium 29 et le silicium 30 sont surabondants de 10 % (par rapport au silicium nor-

mal, c'est-à-dire terrestre, qui comprend 92 % de silicium 28). Au contraire, d'autres cristaux sont appauvris de plus de 4 % en silicium 29 et en silicium 30. Encore plus extraordinaire, la composition isotopique du carbone varie selon les cristaux : certains de ceux-ci contiennent, pour un atome de carbone 13, seulement 10 à 20 atomes de carbone 12 (et même 3 dans un cas) ! Dernière bizarrerie : les cristaux de carbure de silicium sont riches en néon 22.

Ces compositions isotopiques, extravagantes pour tout le système solaire, sont pourtant communes, mais ailleurs. On en a mesuré de semblables à la surface des étoiles dites géantes rouges ou d'autres étoiles riches en carbone. On peut donc penser que les météorites carbonées ont piégé, lors de leur formation, les traces de processus nucléaires qui se sont produits dans plusieurs types d'étoiles antérieures à la formation du système solaire.

Les grandes collections de météorites, qui existent à Washington, New-York, Londres, Vienne et au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, contiennent ainsi des informations qui concrétisent matériellement les observations faites par télescope. Mais cette mine commence à peine à être exploitée.

YVONNE REBEYROL

AVEC OU SANS CHONDRES

Selon leur composition, les météorites peuvent être classées en trois grandes catégories :

- Les météorites pierreuses, qui sont de beaucoup les plus nombreuses, puisqu'elles représentent 95 % des météorites « récupérées », dont 92 % sont appelées « chondrites », car elles contiennent des « chondres », c'est-à-dire des petites sphères de silicate. Sur la totalité des chondrites, il y a 90 % de chondrites ordinaires, 7 % de chondrites carbonées (car elles contiennent quelques pour-cent de carbone) le reste étant des chondrites à astatites (1). La météorite pierreuse est dépourvue de chondres, et ces météorites sont donc des « achondrites ».
- Les météorites litho-aérides : 1 %.
- Les météorites ferreuses : 3 %.

(1) L'astatite est un silicate de magnésium.

36 15
I M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE BRETAGNE
RECRUTE POUR DES POSTES À PLEIN TEMPS
SITUÉS À BREST ET À RENNES

6 ENSEIGNANTS CHERCHEURS

Département Réseaux et Services Multimédia

Maître de Conférences enseignant en 2^e et 3^e cycle, spécialiste Réseaux, Télématique, Services, participant aux projets de recherche du département. Réf. R.S.M.

Profil recherché :
Titulaire d'une thèse ou équivalent, anglais courant expérience dans un centre de recherche type CNET appréciée.

Département Sciences Humaines

Un Responsable des enseignements de communication, expression, développement personnel, sociologie : définition, organisation, suivi et évaluation. Réf. S.H.

Profil recherché :
Titulaire d'un diplôme (minimum bac + 4) dans l'un des domaines cités, 1^{re} expérience de l'enseignement souhaitée.

Département "Electronique et Physique"

Un chargé de cours d'optique (et d'électronique), participant aux travaux de recherche sur des problèmes liés au calcul optique. Réf. E.P. 1

Un Maître de Conférences, 2^e et 3^e cycle, spécialiste d'électronique physique, chargé de la conception de circuits intégrés pour traitement du signal. Réf. E.P. 2

Profil recherché :

Ingénieur, DEA ou agrégation, expérience de l'enseignement appréciée.

Profil recherché :

Ingénieur ou thèse de 3^e cycle, connaissance des techniques et méthodes d'intégration des systèmes numériques complexes, expérience de la CAO souhaitée.

Département Informatique

2 Chargés de cours en 2^e et 3^e cycle :

• Un participant à la recherche sur l'Intelligence Artificielle, le Parallélisme, le Génie Logiciel et l'Architecture. Réf. In. 1.

• Un chercheur en Intelligence Artificielle. Réf. In. 2.

Profil recherché :

Thèse en informatique, expérience d'enseignement et de recherche demandée, goût du travail en équipe.

UN RESPONSABLE SYSTÈME D'INFORMATION / GESTION

Chargé d'assurer la mise en place d'une approche Système d'Information dans l'établissement, de l'animation et du soutien du groupe gestion et de participer à la mise en place de la communication interne et de la définition des équipements bureautiques. Réf. S.I.G.

Profil recherché :

Ingénieur, DESS ou maîtrise d'informatique, expérience de conduite de projet (Merise, SGBD relationnel) indispensable, expérience en bureautique appréciée.

UN INGÉNIEUR SYSTÈME (UNIX)

Un responsable de la qualité de service des systèmes informatiques. Réf. I.S.

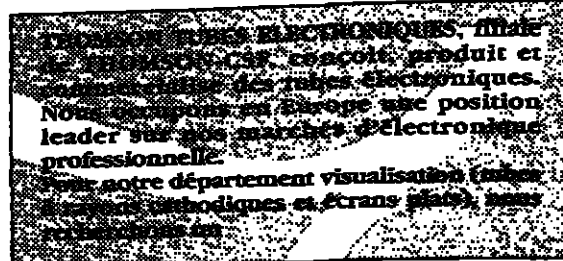
Profil recherché :

Ingénieur, DESS, Maîtrise, expérience système UNIX en VMS indispensable.



Adressez lettre manuscrite, C.V., photo en précisant clairement la référence choisie à : Monsieur Jean FOULON
ENST de Bretagne BP 832 - 29285 BREST CEDEX

Pilotez notre stratégie offensive !



RESPONSABLE MARKETING

Rattaché au Chef du Service Commercial, vous mettez en place l'analyse du marché, organisez la stratégie commerciale en définissant l'orientation de la politique produit et portez toute votre attention aux produits nouveaux.

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'une grande école commerciale, vous avez une première expérience commerciale et marketing, de préférence dans une activité de haute technologie.

Vous souhaitez mettre votre acquis méthodologique et vos qualités relationnelles au service d'une stratégie offensive ?

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite à : Christophe BARREAU - TTE
38, Rue Vauthier - 92100 BOULOGNE.



Vous êtes D.R.H. et vous souhaitez enrichir votre expérience professionnelle en pratiquant le métier du conseil.

Vous êtes consultant senior dans un cabinet important et vous aimeriez prendre une plus grande autonomie au sein d'une équipe expérimentée de petite taille.

Vous êtes un intervenant indépendant confirmé et vous recherchez la synergie d'une structure légère et complémentaire.

adige

est une société qui, depuis onze ans, conseille les dirigeants et anime leurs projets en matière de gestion prévisionnelle et de management des ressources humaines. Ses compétences stratégiques et méthodologiques lui valent aujourd'hui la confiance d'entreprises et de branches professionnelles de tout premier plan.

Tout en conservant une taille compatible avec la collégialité de nos décisions internes nous souhaitons élargir notre équipe avec de nouveaux

CONSULTANTS PARTENAIRES

Nous misons sur la richesse d'un groupe de professionnels autonomes et responsables. S'il vous semble que votre projet peut converger avec le nôtre, veuillez adresser un courrier de présentation à Etienne RICARD qui prendra rapidement contact avec vous.

adige s. a. - 25, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS

Nous sommes une entreprise multinationale de marque renommée, leader dans la fabrication de produits de cosmétologie de premier ordre commercialisés par le biais des pharmacies, avec les filiales en Europe et aux USA.

Pour développer le marché national, nous recherchons :

- DIRECTEUR DES VENTES - Pos. A
- RESPONSABLE ADMINISTRATIF - Pos. B
- CRÉDIT MANAGER - Pos. C

Nous demandons :

- formation universitaire ;
- au moins trois années d'expérience à un poste analogue ;
- une bonne connaissance de l'anglais.

Nous proposons :

- activité dans une ambiance jeune et stimulante ;
- possibilité de carrière à la Direction commerciale (pos. A) et à la Direction administrative (pos. B) et aux activités internationales dans la société (pos. C) ;
- rétribution proportionnée aux effectives capacités.

Nous recherchons également :

- ASSISTANT AU DIRECTEUR DES VENTES - Pos. D
- ASSISTANT AU RESPONS. ADMINISTRATIF - Pos. E
- ASSISTANT AU CRÉDIT MANAGER - Pos. F.

Agé de moins de 30 ans, de formation supérieure et ayant une connaissance de l'anglais, même scolaire, avec au moins 3 années d'expérience à un poste analogue.

Les personnes intéressées voudront bien adresser un curriculum vitae détaillé, en indiquant un numéro de téléphone, à :

CONNAISSANCE DES MEDIAS

Nathalie RUHLMANN
61, rue de Turenne, 75003 PARIS.



Nous sommes une société d'Ingénieurs Conseils en Organisation et en Traitement de l'Information. Notre réussite prouve qu'une entreprise à taille humaine et novatrice est performante. Notre expansion nous amène à rechercher des

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou Universitaires), vous possédez une première expérience en cabinet conseil ou en grande entreprise.

Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe d'ingénieurs en organisation et d'ingénieurs en informatique. Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans de grandes entreprises.

Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposerons une rémunération motivante.

Notre Directeur Général Adjoint Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature. SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf, 75008 PARIS

BF La Banque de France

recrute LE PERSONNEL D'ENCADREMENT

de ses comptoirs de la région parisienne et de province par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures

ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 2 Décembre et Dimanche 3 Décembre 1989.

Inscriptions reçues du 11 Septembre au 11 Octobre 1989.

Aucun dossier ne sera adressé par voie postale après le 6 octobre 1989.

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1989.

Documentation et renseignements à la Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours - 31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01

Téléphone 42.92.40.17

صلى الله عليه وآله وسلم

VOTRE PLACE EST AU COEUR DE L'EVENEMENT

Deuxième Groupe d'Assurances en France et cinquième en Europe, le Groupe Victoire (Abeille Assurances, Abeille Vie, Abeille Réassurances...) est aujourd'hui au cœur de l'événement. Nous sommes en mesure de vous proposer, dans le cadre de notre développement, de multiples opportunités et une évolution de carrière que seul un leader (50 milliards de francs de CA en 1988 - 5000 personnes en France) peut vous offrir. Nous recherchons en particulier pour :

NOTRE DIRECTION COMMERCIALE

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise Sciences Eco, Gestion...), ils deviendront rapidement, après une formation à nos méthodes, les partenaires et interlocuteurs privilégiés de nos agents généraux.

Représentants de notre groupe sur un secteur géographique donné, ils seront autonomes et responsables pour mener à bien leur mission allant de l'animation du réseau d'agents à la gestion des agences. Aisance relationnelle, combativité et motivation pour l'animation leur permettront de réussir au sein de notre Groupe. (réf. CC/09)

NOTRE DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Leur mission sera de concevoir et de mettre en valeur de nouvelles formes d'organisation du travail intégrant des technologies informatiques de pointe (IA, PAO, archivage électronique, réseaux...)

Une formation Ingénieur, ESC ou équivalent, complétée par une expérience de 2 à 3 ans (réf. IO/PB) ou 4 - 5 ans (réf. QJ/PB) en informatique et/ou organisation dans le tertiaire de préférence, est demandée.

INGENIEUR
Il aura pour mission d'assurer le support d'un réseau d'AS 400 connectés au site central et d'assister l'équipe système sur 3090 et 4381. Ce poste intéressant en raison de la diversité des systèmes présents devrait motiver un candidat pouvant justifier d'une première expérience réussie. (réf. IS/JL)

INGENIEUR SYSTEMES
La mission consiste à développer les versions successives d'un système d'exploitation multitâches écrit en interne pour tenir compte des évolutions des types de matériel (compatibles PC AT de grande puissance). (réf. IM/JL)

CHARGÉ D'ÉQUIPE
Homme (ou femme) de méthode, animateur et pédagogue, ce véritable professionnel de l'informatique devra avoir une bonne perception de la complémentarité informatique organisation. Une formation grande école complétée par une expérience de 10 ans minimum est souhaitée; rémunération motivante pour candidat de valeur. (réf. CD/JL)

CHARGÉ DE PROJETS
Informaticiens confirmés (5 ans d'expérience), ils devront prendre la responsabilité d'un sous-système de gestion dans le cadre de la création d'un nouveau système. Après la période de conception, ils encadreront une équipe de réalisation. Les domaines "Commercial-clients", "Finances-comptabilité" et "Services" (messagerie, agenda automatique, archivage électronique, EAO, PAO...) sont à pourvoir en priorité. La connaissance de l'un de ces domaines ainsi qu'une expérience de l'assurance seront des atouts pour des Ingénieurs de formation Grande Ecole ou MIAGE. Imagination, sens du dialogue et technique sont indispensables pour leur donner l'opportunité de développer des solutions originales. (réf. CP/PB)

INGENIEUR SYSTEMES
Ils effectueront l'analyse des spécifications et participeront à la réalisation. Une formation d'ingénieur, MIAGE ou équivalent, après une première expérience informatique réussie, est demandée (secteur tertiaire de préférence). (réf. AN/JL)

NOTRE DIRECTION COMPTABILITE-CONTROLE DE GESTION

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce, M.S.T.C.F., D.E.S.C.F., ...), ils interviendront dans des missions de comptabilité, d'organisation et d'audit interne.

Grâce à leur sens des contacts humains et leurs capacités d'organisation, ils assisteront les responsables de la Direction dans l'encadrement et le contrôle des différents services. (réf. CD/09)

Parce que votre place est au cœur de l'événement, merci de nous adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Ressources Humaines - 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.



*Notre Victoire
C'est votre talent*

CAMPUS

L'Europe des publications scientifiques

La Magna Carta des universités, signée à Bologne le 18 septembre 1888 par les présidents des plus anciennes universités d'Europe, souhaitait développer les échanges universitaires européens. C'est dans cet esprit que vient d'être créé à Rome le Secrétariat européen des publications scientifiques auquel ont adhéré les universités d'Athènes, Barcelone, Rome, Palerme, Bologne, Heidelberg, Oxford, Paris-1, ainsi que l'Institut de l'Encyclopédie italienne. Cette association, qui tiendra son prochain conseil d'administration les 26 et 27 septembre à Strasbourg a pour but de promouvoir et de favoriser l'échange des productions scientifiques et didactiques dans différentes langues. Elle se propose de choisir les ouvrages fondamentaux qui peuvent avoir une diffusion en Europe, d'organiser les coproductions avec les éditeurs, ainsi que la traduction de ces ouvrages dans les différents pays. Les langues officielles sont l'italien, le français, l'anglais, l'allemand et l'espagnol.

Outre les universités qui ont pris l'initiative, on compte parmi les adhérents de cette association le président de la CRE (Conférence permanente des recteurs, des présidents et vice-chanceliers des universités européennes), le Conseil de l'Europe, le Parlement européen et d'autres institutions italiennes et européennes, comme l'Oxford University Press.

FRANCO RIZZOLI

● Informatique et gestion

L'université Paris-Val-de-Marne a ouvert, un cycle de maîtrise d'informatique appliquée à la gestion (MIAGE) par la formation continue. Des conventions permettent à des étudiants de bénéficier d'une formation de trois ans, tout en travaillant à temps partiel dans des banques qui financent leur cursus universitaire.

Université de Paris - Val-de-Marne, secrétariat MIAGE, 58, avenue Diéze, 94210 La Varenne, tél. : 48-88-11-67, poste 684.

● Etude de la mode

L'université Lumière-Lyon-II crée dans son institut de la communication un diplôme universitaire supérieur d'étude de la mode, pour des étudiants tru-

laire d'une maîtrise et des professionnels de la mode. Il comprendra notamment des enseignements relatifs aux techniques et à la création, à l'entreprise, à la culture et à la communication.

Université Lyon-II, 86, rue Pasteur, 69635 Lyon Cedex 07, tél. : 78-69-24-45.

● Judaïsme

L'université Paris-I-Panthéon Sorbonne crée un diplôme d'études juives accessibles aux étudiants de toutes disciplines. Ce diplôme équivaut au DEUG et prépare dans l'UEF de sciences humaines, comporte des enseignements d'histoire, de philosophie, de littérature et une introduction à la Bible.

Centre Rachi, DUEJ, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris. Tél. : 43-31-74-77.

MUSEE RODIN

77, rue de Varenne (7e) - M° Varenne

TONI GRAND

Installation présentée dans les jardins du musée

T.L.J., sauf lundi, 10 h / 17 h 45, 28 juin, 17 septembre

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDIPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutis.

Rédacteur en chef :

Daniel Veret.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Carnet du Monde

Naissances

— Isabelle NAVILLE
et
Claude FERRASSE

ont la joie d'annoncer la naissance de

Cécile,

le jeudi 7 septembre 1989, à Boulogne.

16 bis, rue Sibuet,
75012 Paris.

— Catherine DURANDIN
et
Pierre de SOUZA

sont heureux d'annoncer la naissance de

Hugo,

le 9 septembre 1989.

146, boulevard de Magenta,
75010 Paris.

— Clémentine GÉRARD BOSCH
et
Patricia LÉGARONNEL

sont heureux d'annoncer la naissance de

Michaël,

à Montgeron, le 29 août 1989.

Mariages

— M. et M^{me} Jean-Paul
ROBERT de MASSY

ont la joie de faire part du mariage de

leur fils

Bernard

avec

M^{me} Giovanna GRIFFO,

celebré dans l'intimité familiale, à Paris,

le samedi 2 septembre 1989.

Décès

— La baronne d'Arthuis,
Anne-Karina et Cécile d'Arthuis.

Le baron et la baronne Philippe

d'Arthuis

et leurs enfants,

Le baron et la baronne François

d'Arthuis

et leurs enfants,

Xavier et Sophie d'Arthuis

et leur fils,

Beatrice de Chavagnac,

ont la douleur de faire part du décès

accidentel de

Jacques d'ARTHUIS,

survenu à Rio-de-Janeiro, le 2 septem-

bre 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu en

l'église Saint-Merri, le mardi 12 septem-

bre, et a été suivie de l'inhumation au

cimetière du Père-Lachaise.

— Nous avons appris la mort de

Vincent RADIE,

ancien ministre de la IV^e République.

(Le Monde daté 10-11 septembre.)

(Vincent Radie, né le 16 juillet 1902 à

Bédiers (Hérault), commença sa carrière

comme avocat au barreau de Montpellier.

En 1940, il fut arrêté par le régime de

Vichy et interné au camp de Gurs. Il fut

réfugié en Espagne, puis en France, où

il fut arrêté à nouveau en 1944 et interné

au camp de Buchenwald. Il fut libéré en

1945 et rejoignit la France. Il fut élu

à l'Assemblée constituante, puis à l'As-

semblée nationale. Il fut ministre des

Finances de 1958 à 1960, puis de

1960 à 1962. Il se représenta à la députa-

ture, en 1967, sous la bannière U.R.P.

et fut élu député. Il fut ministre des

Finances de 1968 à 1970, puis de

1970 à 1972. Il fut élu député en 1973

et fut élu député en 1977. Il fut élu

député en 1981. Il fut élu député en

1985. Il fut élu député en 1989.

— Danielle Heymann Bertola,

sa femme,

Dominique, Stéphanie, Agnès,

ses filles,

M. et M^{me} Georges Bertola

et leurs enfants,

M. et M^{me} Claude Heymann,

sa femme,

Et ses amis,

ont le chagrin d'annoncer la mort de

Jean BERTOLA,

le 9 septembre 1989, à Paris.

Les obsèques auront lieu dans l'inti-

mité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris. Lyon.

Eric, Franck, Nathalie,

ses enfants,

M. Christian Chevalero,

Les familles Lamoral et Côté,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Françoise CHEVALEYRE,

née Sébaste,

dans sa quarante-septième année.

L'inhumation a eu lieu le 1^{er} septem-

bre 1989, dans l'intimité.

— M. et M^{me} Philippe Miller,

M^{me} Alette Van Kote-Gerschel,

M. et M^{me} Thierry Gerschel,

ses enfants,

Laurent, Gilles et Estelle, Jérôme,

Fabrice, Sophie, Sébastien, Marie-

Caroline, Stéphanie et Aurélien,

ses petits-enfants et arrière-petits-en-

fants,

M. et M^{me} Roger Wormser,

Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre GERSCHER,

née Simone Wormser,

survenu le 8 septembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité familiale.

— La Fédération nationale des trans-

ports routiers

a le regret de faire part du décès de son

ancien délégué général adjoint

Georges HAMEL,

docteur en droit,

député des sciences politiques,

chevalier de la Légion d'honneur,

chevalier de l'Ordre du Mérite.

Il est décédé dans son domicile le

8 septembre 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-Germain-des-Prés, le mer-

credi 13 septembre, à 8 h 30.

FNTR,

6, rue Paul-Valéry,

75116 Paris.

SOMMAIRE

■ Bruxelles, capitale de l'Europe de 1993, attire les opérateurs immobiliers internationaux, ce qui y provoque une flambée des loyers (lire page 24). ■ La réor-

ganisation des activités de distribution d'EDF suscite une vive polémique entre la direction et la CGT (lire ci-contre). ■ M. Rou-

a indiqué, lundi 11 septembre, qu'il acceptait les conditions posées par le ministre des finances à la fusion entre son entreprise et MBB (lire page 24).

Poursuite de la grève

Des ouvriers de Peugeot-Mulhouse bloquent la sortie des voitures

Peugeot-Mulhouse s'installe dans la grève : des ouvriers grévistes ont occupé, le 12 septembre au matin, l'atelier de montage et de carrosserie, bloquant la sortie des voitures finies en bout de chaîne. Une partie de l'encadrement a décidé lundi 11 septembre d'entrer « de manière pacifique dans le mouvement ». Le syndicat CFE-CGC de l'usine achemine à recommander à ses adhérents de porter symboliquement un badge « Salaires-négociations » et leur a conseillé de « ne pas faire de zèle ». La CFE-CGC entend ainsi s'opposer à « l'utilisation des cadres par la direction » et a rendu public, mardi 12 septembre, une lettre que la fédération de la métallurgie vient d'adresser à M. Jacques Calvet, PDG du groupe PSA. Dans celle-ci, les syndicalistes dénoncent « l'insuffisance de la politique contractuelle dans l'entreprise » et considèrent que « l'addition est beaucoup trop courte pour que nous puissions nous sentir impliqués par la belle santé économique de l'entreprise ». « Nous ne pouvons admettre les déviations des décisions demandées au personnel d'encadrement, notamment par la

direction de Peugeot-Mulhouse », souligne la CFE-CGC, qui refuse de voir « ses adhérents jouer les gardes-chiourme », réclame l'ouverture de négociations salariales et demande à M. Calvet de se « manifester personnellement ».

Cette réaction d'une partie de l'encadrement découle de la mobilisation, par la direction, des cadres et agents de maîtrise non grévistes. Les militants de la CFE-CGC leur reprochent de « faire barrage » aux cortèges syndicaux qui circulent dans les halls pour inviter les salariés à cesser le travail. Par ailleurs, certains cadres et agents de maîtrise effectuent eux aussi des « tournées » dans l'établissement afin, précise la direction, de « protéger les non-grévistes et assurer la liberté du travail ». Les deux groupes, qui, le 11 septembre au matin, ont bien failli en venir aux mains, s'efforcent depuis lors de ne plus se retrouver face à face.

Quant au mouvement de grève qui, à Mulhouse, entre dans sa septième journée, il paraît se stabiliser dans la matinée du 12 septem-

bre. Automobiles Peugeot fait état d'un maintien du nombre de grévistes (450 grévistes environ parmi les 3 900 ouvriers de l'équipe du matin) par rapport à la veille et d'une progression de la production des modèles 205, qui atteint désormais 50 % de la normale (soit plus de six cents véhicules par jour). La direction a décidé depuis le 11 septembre de ne faire fonctionner qu'une seule des deux chaînes de montage, mais à 100 % de sa capacité, ce qui a permis d'augmenter le rythme de fabrication.

A Sochaux (24 000 salariés), en dépit des appels à l'action lancés par les syndicats, le conflit n'est à Mulhouse ne parvient pas à faire tâche d'huile. Selon les responsables de l'établissement, un peu plus de cent grévistes (plusieurs centaines selon les syndicats) étaient recensés mardi 12 septembre à 8 h 30, l'activité de l'établissement n'étant absolument pas affectée par les arrêts de travail. Du côté syndical, on reconnaît que l'extension du conflit tarde à se manifester, mais on ne désespère pas de la suite des événements. « Le fait qu'il ne se

passer pas grand-chose à Sochaux n'est, pour nous, pas une surprise. Mais rien ne dit que l'étincelle ne va pas se produire », espèrent encore mardi matin un militant CFDT de Peugeot-Mulhouse.

Outre la CFE-CGC, d'autres fédérations syndicales de la métallurgie ont décidé de faire entendre leur voix dans ce conflit. La Fédération CFDT des mines et de la métallurgie a accusé le 11 septembre le groupe Peugeot de « jouer le pourrissement » et assuré qu'à Mulhouse « la désorganisation de la production est totale ». Quant à la Fédération CFDT des mines et de la métallurgie, elle rappelle qu'en septembre 1988 « les salariés de Mulhouse avaient, par le port d'un badge, manifesté leur mécontentement et exprimé leurs revendications sans gêner pour l'entreprise et la clientèle ». Pour la CFDT, « l'absence de réponse de M. Calvet à la grève à la japonaise de 1988 contraindrait aujourd'hui les salariés à une grève à la française avec toutes ses conséquences ».

J.-M. N.

Malgré l'opposition de la CGT

EDF et GDF vont réorganiser leurs centres de distribution

La fédération CGT de l'énergie en est persuadée : elle a trouvé « son » rapport Prévot. « En plus sournois », ajoute même un dirigeant, qui ne trouve pas de mots assez durs pour condamner le projet de réorganisation de la direction de la distribution qu'Electricité de France et Gaz de France s'apprêtent à soumettre à leurs instances respectives. Selon les réagissants, la transformation, à partir du 1^{er} janvier 1990, des cent centres de distribution d'EDF et de GDF en « centres de résultats » soumis à des critères de gestion (financiers entre autres), et la suppression de deux des vingt et une directions régionales constitueront « une orientation tout à fait contraire aux principes de fonctionnement du service public ».

« Dans ce contexte, il ne saurait être question de remettre en cause l'égalité de traitement des abonnés », souligne-t-on à EDF-GDF.

Le second volet de cette réorganisation viserait à réduire de vingt et une à neuf le nombre des directions régionales, dont certaines sont jugées soit trop importantes pour autoriser la mise en place d'une gestion par objectifs, soit trop petites pour disposer d'une enveloppe suffisante. Neuf grandes zones (une pour les départements d'outre-mer, huit pour la métropole) seraient constituées, avec à leur tête un « directeur exécutif » coiffant chacun entre dix et quinze centres de résultats. Un tel redéploiement pose toutefois deux séries de problèmes.

En premier lieu, la suppression de certaines directions méconterait les fins locales et régionales. Selon le schéma envisagé seraient maintenues les centres de Paris, Lille, Lyon, Marseille, Clermont-Ferrand, Nantes et Mulhouse (pour leur compte des protestations des élus locaux, le centre du Sud-Ouest pourrait être écarté entre Bordeaux et Toulouse). En second lieu, cette opération impliquerait un redéploiement d'effectifs touchant environ 2 000 agents sans entraîner de suppressions d'emplois.

Début octobre, ce projet de réorganisation de la direction de la distribution sera présenté pour avis aux comités d'entreprise des deux établissements avant d'être soumis à l'approbation de chacun des conseils d'administration. La mise en place de la réforme serait progressive et s'étalerait « sur au moins trois ans ».

JEAN-MICHEL NORMAND.

18 000 postes supprimés ?

Cette réforme, affirme la CGT, conduirait les chefs de centre à « se comporter comme des chefs d'entreprise : leurs choix en matière d'investissements, d'entretien des réseaux, de relations avec les usagers et de politique commerciale seraient essentiellement guidés par la réalisation d'objectifs financiers ». Les cégistes, majoritaires à EDF comme à GDF, ont assuré, mardi 12 septembre, lors d'une conférence de presse, que ces orientations aboutiraient notamment à « ne plus dépasser certains ghémés en dehors des heures ouvrables ». Pour eux, « il s'agit d'une nouvelle tentative pour faire exploser le service public », qui pourrait se solder par la suppression de 18 000 postes d'ici à 2003.

De son côté, EDF-GDF confirme l'existence d'un projet de réorganisation de la direction de la distribution qui compte 90 000 agents. Mais elle dément vouloir imposer des « critères de profit » aux futurs centres de résultats : « EDF-GDF est structurellement déficitaire dans les grandes agglomérations et dans les zones les moins urbanisées. Imposer à tous les centres de présenter des comptes excédentaires, voire même

Les suites du rapport Prévot

FO demande des lois de finances spécifiques pour les PTT

comme telles se limitent à 90 heures par salarié.

La CGT et Force ouvrière se rejoignent sur les plus hostiles au texte proposé. La CGT affirme qu'il « s'agit, pour la question de la sécurité du travail dans la chimie, de ne pas se laisser piéger ». Force ouvrière souligne que « les demandes des organisations syndicales s'ont à aucun moment été prises en compte », tout en notant que l'UIC « a accepté une réduction du temps de travail plus importante que prévue, mais en contrepartie de la modulation des horaires de travail ».

La CFPT et la CFDT constatent des « avancées » et des « progrès ». Globalement, à FO, la CFDT se félicite en particulier que, pour la première fois, un projet d'accord de branche admette de « faire le lien entre l'aménagement et la réduction du temps de travail ». Tout en jugeant la réduction « insuffisante », elle exprime sa « satisfaction ».

La fédération Force ouvrière des PTT a proposé, lundi 11 septembre, que la posture des télécommunications fasse l'objet de « lois de finances spécifiques ». Cette réforme, selon elle, autoriserait en effet de donner une plus grande souplesse tarifaire et dans la gestion du personnel tout en permettant à l'établissement d'Etat et au personnel de conserver son statut de fonctionnaire. Elle donnerait en outre les moyens à l'industrie de s'affranchir du poids des « technocrates » du ministère des finances.

Cette proposition est nouvelle : jusqu'ici Force ouvrière affirmait son attachement au budget annexé des PTT, se contentant d'en demander la « rénovation ». Mais, aujourd'hui, elle constate que celui-ci a été vidé de son sens et qu'il est devenu un « budget annexé ». Dans un document d'une trentaine de pages contenant sa position — qu'elle entend faire connaître aussi largement que le rapport Prévot, — Force ouvrière remarque en outre dans une note en bas de page que « la question reste ouverte de savoir si l'administration d'Etat unitaire des PTE (NDLR : poste, télécommunications, espace) devrait ou non être dotée d'une personnalité distincte de celle des administrations « dépendantes » : une sorte de fédération institutionnelle, déjà évoquée sous le Front populaire ». Mais pour mieux affirmer ensuite son attachement à la notion d'« administration d'Etat unitaire ».

De son côté, la CGT — qui a refusé, vendredi 8 septembre, de monter chez le ministre des PTE pour participer à la concertation — laisse entendre qu'elle assistera aux prochaines rencontres en annonçant, dans un communiqué, qu'elle mettra « tout en œuvre pour que les négociations soient transparentes et démocratiques (...) pour permettre qu'elles débouchent rapidement sur des mesures concrètes et importantes ».

De son côté, la CGT — qui a refusé, vendredi 8 septembre, de monter chez le ministre des PTE pour participer à la concertation — laisse entendre qu'elle assistera aux prochaines rencontres en annonçant, dans un communiqué, qu'elle mettra « tout en œuvre pour que les négociations soient transparentes et démocratiques (...) pour permettre qu'elles débouchent rapidement sur des mesures concrètes et importantes ».

L'aménagement du temps de travail

Un projet d'accord est en discussion dans la chimie

Les syndicats et le patronat de l'Union des industries chimiques (UIC) ont repris leurs négociations sur l'aménagement du temps de travail, rendus nécessaires par la formulation par le Conseil d'Etat, le 26 octobre 1988 de l'arrêté d'extension de l'accord du 23 mars 1982 (Le Monde du 24 février 1989).

L'UIC a adressé un projet d'accord aux syndicats, en précisant que « l'accord, s'il est signé, entrera en vigueur à la date de son extension : à cette même date, l'accord du 23 mars 1982 sera annulé ».

Pour l'essentiel, le projet confirme les réductions d'heures de travail adoptées en 1982. La principale innovation réside dans un second type de modulation d'horaires, sans paiement d'heures supplémentaires ni repos compensatoires conquis par les variations, mais qui s'accomplissent en contrepartie d'une réduction du temps de travail.

Dans ce cas, le contingent annuel d'heures supplémentaires rétribues

EN BREF

● Grève à Alstom Turbines Sas. — La production de l'entreprise Alstom Turbines Sas (ATTS), filiale de la société GEC-Alsthom, à Belfort, a été perturbée le lundi 11 septembre par une grève déclenchée par la CGT et la CFDT sur des revendications salariales. Selon les syndicats, trois ateliers ont été fortement touchés avec environ 250 grévistes sur 900 salariés. La direction annonce un total de 170 salariés en grève. La CGT revendique une augmentation de 1 500 F.

● Bataille à rebondissement dans le téléphone cellulaire américain. — Après avoir rejeté, cet été, une offre publique d'achat initiée du numéro américain McCaw, LNB Broadcasting a annoncé qu'elle fusionnerait avec celle d'une des plus grosses compagnies régionales de téléphone, BellSouth. L'opération prévoit d'absorber que LNB Broadcasting se sépare de ses filiales de télévision, revendus à des actionnaires. Ceux-ci recevront en outre un dividende exceptionnel. Si elle aboutit, la fusion donnera naissance à un groupe qui revendra à McCaw la première place sur le très prometteur marché du téléphone cellulaire aux Etats-Unis. On ne connaissait pas, lundi 11 septembre, la réaction de McCaw, qui détient déjà 10 % du capital de LNB Broadcasting, et dont 20 % du capital est détenu par British Telecom.

● RECTIFICATIF. — Une coquille a rendu incompréhensible une phrase de l'article « Une économie sans Etat » dans Le Monde du 12 septembre. Il fallait lire : les tarifs publics ont été augmentés dans de telles proportions en juillet, que beaucoup de gens n'ont pu payer la note. On a donc dû prévoir un paiement en deux fois...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALCATEL

Alcatel n.v., dont le siège social se trouve aux Pays-Bas, va lancer prochainement deux émissions de papier commercial — l'une aux USA et l'autre en Europe.

ALCATEL n.v. PROGRAMMES DE PAPIER COMMERCIAL

Corporation, filiale américaine directe d'Alcatel n.v., garante de l'opération. Ces émissions bénéficieront des ratings les plus élevés attribués par Standard & Poor's (A++) et Moody's (P1). Alcatel, société européenne du groupe GEC, regroupe un ensemble de filiales spécialisées dans le développement, la fabrication, la fourniture et la maintenance de systèmes de communications de tous types. Ses sites de production sont implantés dans 22 pays et son chiffre d'affaires consolidé, réalisé dans 110 pays, s'élève à 13 milliards de dollars.



AGRICULTURE

Les vendanges engagées avec quinze jours d'avance

Champagne : une récolte magnifique mais plus chère

REIMS de notre envoyé spécial

Comme ailleurs en France, les vendanges ont commencé en Champagne en avance de quinze jours sur la date moyenne, dans des conditions telles que tout le monde pavole. Selon le comité inter-professionnel (CIVC), « le mémoire de Champagne, le vignoble a rarement été aussi bon à la veille de la récolte. L'état sanitaire du raisin est exceptionnel, ce qui permettra d'aller une tonne élevée en sucre à un taux d'acidité équilibré ».

Le contraire eût été étonnant : peu ou pas d'hiver, un printemps et un été chauds et ensoleillés, avec une sécheresse toute relative, car les racines de la vigne, profondément enfoncées dans le calcaire, ont pu puiser de l'eau en profondeur. Le cru 1989 sera donc, sans doute, un grand millésime en Champagne, comme 1934, 1948, 1980 et 1986.

Une seule ombre au tableau, toutefois : prix d'un quart du vignoble à souffrir, plus ou moins gravement, des gélées printanières et une courte vague de froid a perturbé la floraison, au début de juin, et entraîné une coulure partielle de la fleur, avec pour résultat de diminuer les rendements, ramenés à 10 500 kilos à l'hectare. Le volume de la récolte, estimé à 240 millions de bouteilles, sera inférieur aux livraisons de l'année, environ 250 millions de bouteilles. Ce phénomène a provoqué une tension sur le prix du

kilo de raisin vendu par les vignerons aux maisons de négoce, porté de 23,84 F à 26,78 F, soit une hausse de 13,3 %.

L'accord sur les prix entre viticulteurs et maisons de négoce prend fin au printemps prochain et son renouvellement donne déjà lieu à des négociations très âpres, sans pouvoir écarter la possibilité d'un retour à la liberté complète. Un tel retour provoquerait sans doute une forte augmentation de prix du raisin qui, très librement cette année, aurait abaissement atteint 50 F. Soient que les maisons de négoce doivent acheter aux vignerons les trois quarts des raisins nécessaires à leur production et qu'elles effectuent 90 % des exportations (90 millions de bouteilles), on entrevoit la dimension du problème.

De toute façon, assure M. Yves Bénaud, président du groupe Moët et Chandon, première maison de champagne avec 32,7 millions de bouteilles et 28 % des exportations, il sera nécessaire de réduire les livraisons sur la France, afin de mieux répondre à une demande étrangère croissante. Bien que les rendements aient doublé en trente ans, la surface du vignoble n'est pas indéfiniment extensible et une indispensable politique de qualité interdit tout débordement.

Heureux Champenois, qui, bientôt, devront répartir la pénurie...

FRANÇOIS RENARD.

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

Économie

ÉTRANGER

Bruxelles objet de spéculation immobilière

Main basse sur la capitale européenne

BRUXELLES
de notre correspondant

« Si ça continue, ils vont même acheter le Mueselman. » Cette réflexion, entendue dans une rue de Bruxelles, illustre bien le principal sujet de conversation des Bruxellois, en cet automne de 1989 : la spéculation immobilière, qui s'est emparée de la ville.

Fiers et intéressés, dans un premier temps, par la promotion européenne et internationale de leur ville, les Bruxellois commencent à déchanter et à se demander s'ils ne vont pas faire les frais de cette mutation. L'exaspération, très nettement ressentie dans les quartiers populaires de la cité, gagne maintenant l'ensemble de celle-ci.

Des associations pour la défense de l'habitat sont créées, et des affiches « Bruxelles n'est pas à vendre » placardées sur les murs de la ville. Les responsables politiques commencent, eux aussi, à réagir en promettant de stopper cette spéculation.

La construction européenne est en fait « responsable », à double titre, de cette fièvre immobilière. En 1958, l'installation de différentes institutions européennes, ajoutée à l'exposition universelle, qui draine des millions de visiteurs, et à une croissance économique sans précédent, va transformer Bruxelles. La saignée, devient-elle plutôt écrier, car les promoteurs, avec la bénédiction des hommes politiques, s'en donnent à cœur joie pour construire dans le désordre le plus total.

Les Belges, qui ont, selon la légende, « une brique dans le ventre », accompagnent ce mouvement, et beaucoup réalisent leur rêve :

devenir propriétaires. Le mouvement va se poursuivre dans les années 60, mais il faudra assez vite déchanter. La demande ne suit pas.

La crise économique, qui frappe la Belgique avec force, allait encore aggraver la situation. Le malheur des uns — les promoteurs — faisant le bonheur des autres — les locataires — Bruxelles acquiert la réputation de « ville la moins chère d'Europe », pour les prix des loyers.

Les fonctionnaires en poste à Bruxelles ne cessent de narguer leurs collègues installés à Paris ou à Londres. « Une maison avec jardin, deux salles de bains, cinq chambres, et dans un quartier résidentiel, pour le prix d'un trois-pièces dans le 18^e de Paris ! » Même « paradis » pour les bureaux : « Il y en avait où on voulait, quand on voulait et pour le prix qu'on voulait », raconte un homme d'affaires.

La tendance va se retourner radicalement vers 1985. Les perspectives d'une relance de l'activité économique internationale, une politique libérale favorable et, surtout, les nouvelles ouvertures européennes vont relancer le marché bruxellois de l'immobilier. D'autant plus que la ville marque de nombreux points dans son combat contre Strasbourg pour accueillir le Parlement européen.

Les Japonais
encore hésitants

L'Europe est à la mode. Quant à s'y installer, autant être au cœur. Donc à Bruxelles. C'est la raison que font valoir les Suédois, qui, par crainte de voir un jour l'Europe renforcer ses protections, mais aussi par un désir d'être un lien entre la CEE

et l'Europe de l'Est, achètent à tour de bras dans la capitale belge.

« Ils arrivent le matin, discutent à midi, signent le contrat et repartent le soir même », commente Bruno Vanhuylenbroeck, de la société britannique Richard Ellis. En un jour, raconte la petite histoire, deux Suédois ont ainsi acheté pour 300 millions de francs belges (environ 45 millions de francs français) tout un pâté de maisons dans le quartier pauvre de la ville. Un groupe immobilier suédois, Aramas de Göteborg, a consacré pour la seule année 1988, 900 millions de couronnes (environ 5,6 milliards de francs belges) à l'achat d'immeubles à Bruxelles. Le groupe Convector a investi, pour sa part, près de 1 milliard de francs belges à Bruxelles. Les Suédois ne sont pas seuls.

Des Finlandais aux Espagnols, qui se « spécialisent » dans l'achat de magnifiques hôtels de maîtres, toute l'Europe va maintenant avoir son « petit chez soi » à Bruxelles.

Le monde entier commence à savoir que Bruxelles sera la capitale du Grand Marché européen, et toutes les sociétés internationales cherchent des mètres carrés. « Nous avons rencontré des clients grecs, africains, australiens, américains, canadiens... seuls les Japonais ne s'intéressent pas encore. Ils ont un problème d'échelle. Ils raisonnent en dizaines de milliards, et Bruxelles est trop petit pour des projets de cette envergure financière », ajoute Richard Grey, responsable du département investissements de Richard Ellis. Il était impensable que cette franchise ne se répète pas sur les prix. Il fallait 73 000 francs belges pour acheter un mètre carré de bureaux en 1985... et 93 000, au début de 1988. Pour louer ce mètre carré, 2 800 FB en 1982, 6 500 FB aujourd'hui. Pour les logements, l'augmentation, en six ans, a été de plus de 40 %.

Dans certains quartiers particulièrement prisés par les fonctionnaires internationaux, comme celui qui borde l'avenue de Tervuren, le prix des maisons a été multiplié par six ! Augmentation similaire pour les loyers. « On ne les constate pas uniquement dans les quartiers résidentiels, note un expert bruxellois, mais aussi dans les quartiers populaires, où certains propriétaires n'hésitent pas à doubler leurs loyers. Les gens qui vivent ici n'ont pas les salaires des fonctionnaires internationaux ou des cadres des entreprises multinationales. »

Si certains estiment que cette fièvre est en train de se calmer, et que les prix devraient s'arrêter leur escalade, d'autres pensent, en revanche, que le mouvement n'est pas achevé. Bruxelles demeure encore bien

moins cher que Londres, Paris ou Amsterdam.

En 1988, d'après une étude de l'Union des banques suisses, pour un appartement comparable, il fallait payer, en francs belges, 27 500 par mois à Bruxelles, 35 500 à Paris, 40 500 à Amsterdam et... 69 000 à Londres. « Nous avons encore de la marge », commentait, satisfait, un promoteur. Les professionnels considèrent aussi que les bureaux qui seront offerts dans le futur quartier européen seront « très chers ».

Les immigrés turcs
et ceux de l'Est

Les Bruxellois (ceux qui ne sont pas propriétaires) commencent donc sérieusement à réfléchir. « Nous sommes pris entre deux feux », hésite pas à déclarer un habitant du quartier populaire de Schaarbeek, avec, d'un côté, les immigrés turcs ou maghrébins, qui peu à peu nous chassent, et de l'autre, les immigrés de l'Est, comme les fonctionnaires internationaux, qui nous chassent aussi. »

Une forte réaction à l'encontre de ces fonctionnaires internationaux commence à se faire sentir. « Non seulement ils font augmenter les prix des loyers, mais ils ne paient ni impôts ni taxes, bénéficient de crédits pour leurs enfants, et achètent leurs voitures sans payer de TVA », entend-on dire de plus en plus souvent.

De nombreuses associations se sont regroupées dans un Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat qui veut lutter pour que les personnes les plus démunies ne soient pas chassées de leurs appartements. Les hommes politiques eux aussi, réagissent, notamment M. Charles Picqué, le tout nouveau président de la région bruxelloise, fédéralisation du pays oblige.

Bruxelles est, en effet, devenue une région « presque » à part entière, au même titre que la Flandre ou la Wallonie. Le nouveau président a déclaré qu'il ferait tout pour éviter un renvoi vers la capitale de la ville des problèmes les plus pressants. Son but : augmenter le nombre de logements, accompagner cet effort d'une politique sociale efficace et, surtout, éviter la prolifération des bureaux. Pourrait-il stopper le mouvement ?

Réponse d'un avocat bruxellois : « Ce sera très difficile. Nous avons choisi l'Europe, ou plutôt l'Europe nous a choisis. Ce sera certainement bénéfique pour la ville et le pays tout entier. Mais, en faisant ce choix, nous avons aussi opté pour un certain type de développement. » Le village bruxellois semble avoir vécu.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

AFFAIRES

Fusion MBB - DAIMLER-BENZ

Daimler accepte
les conditions de BonnFRANCFORT
(correspondance)

Ce n'est pas sans une certaine réticence que le PDG de Daimler-Benz, M. Eberhard Reuter, a annoncé qu'il acceptait les conditions posées par le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Helmut Haussmann, à la fusion de son groupe avec Messerschmitt-Boelkow-Hoeh (MBB-aéronautique) (nos derniers éditoriaux du 12 septembre). Les deux conférences de presse très attendues, lundi 11 septembre à Stuttgart, M. Reuter a précisé que ces conditions, obligeant notamment les deux groupes à abandonner un certain nombre de leurs activités (le Monde daté 10-11 septembre) dans le domaine de la construction navale et de l'armement, « ne remettait pas en cause la conception industrielle globale ».

Commencée en 1985, la stratégie de diversification des activités de Daimler-Benz, connue à l'origine pour ses voitures (Mercedes) et ses camions, est aujourd'hui à son apogée. Sous la houlette de M. Reuter et avec l'appui de son principal actionnaire, la Deutsche Bank, Daimler avait déjà pris le contrôle de l'avionneur Dornier et du motoriste MTU, avant de se diversifier dans l'électronique avec la reprise d'ABG. Le feu vert donné, vendredi 8 septembre, par M. Haussmann à la reprise de 50,01 % de MBB par le groupe de Stuttgart va permettre à Daimler de renforcer considérablement sa position dans le secteur de l'aéronautique et de celui de l'armement, et va aboutir à la création d'un géant qui se classera numéro trois dans la Communauté européenne avec un chiffre d'affaires supérieur à 80 milliards de deutschemarks (environ 280 milliards de francs), dont 10 % dans l'armement, et quelque 380 000 salariés.

Ce « mariage des éléphants », ainsi qu'on l'appelle outre-Rhin, a soulevé de nombreuses critiques,

notamment de la part de l'opposition social-démocrate et des Verts, opposés, dès le départ, à ce projet de fusion. Au cœur de la controverse, les subsides accordés par Bonn au nouveau groupe afin de faire basculer dans le secteur privé la production d'Airbus, dont MBB est le partenaire ouest-allemand.

Comme prix d'entrée de MBB, qui contrôle la totalité de Deutsche Airbus, M. Reuter avait posé comme condition que l'Etat fédéral garantisse jusqu'à l'an 2000 les pertes de change liées aux variations du cours du dollar, monnaie dans laquelle s'effectuent les transactions aéronautiques.

Afin d'apaiser les critiques, notamment de la part des Etats-Unis, qui contestent les subventions dont bénéficie le programme européen, M. Haussmann a décidé que l'Etat fédéral abandonnera, le 31 décembre 1994, au lieu de l'an 2000, sa participation de 20 % dans Deutsche Airbus au profit de l'industrie de crédit pour la reconstruction (Kreditanstalt für Wiederaufbau). M. Reuter n'a fait aucun commentaire en ce qui concerne le rattachement de ce délai, précisant simplement que toutes les conditions de Bonn avaient été examinées avec beaucoup d'attention. « Nous les acceptons si les actionnaires de MBB sont d'accord », a-t-il dit. La fusion définitive doit avoir lieu d'ici à la fin de l'année, une fois qu'un certain nombre de problèmes juridiques avec les leaders de l'Est et de Hambourg, tous deux actionnaires de MBB, seront réglés.

En ce qui concerne Daimler, la baisse de profit net lors du premier semestre de 1989, avec 838 millions de deutschemarks au lieu des 840 millions enregistrés lors du premier semestre 1988, incite M. Reuter à la prudence. Il n'a pas caché que l'année 1989 serait difficile, notamment en ce qui concerne la reconstruction que son groupe va mener.

Ch. HOLZBAUER-MADISON.

Le fabricant de vaccins Connaught
convoité par Ciba Geigy et Rhône-Poulenc

Le chimiste suisse Ciba Geigy et la société américaine Chiron, spécialisée dans la biotechnologie, ont décidé, lundi 11 septembre, de lancer une OPA de 764 millions de dollars canadiens (4,3 milliards de francs) sur Connaught Biosciences, un groupe basé à Toronto dont la filiale Connaught Laboratories est l'un des principaux fabricants et fournisseurs de vaccins tant pour le continent nord-américain que pour les organisations internationales. Cette proposition concurrence celle faite en mars dernier par l'Institut Mérieux, du groupe Rhône-Poulenc.

Associés pour mener l'opération dans une société commune appelée JV Vacc Inc. et détenant déjà 9,4 % de Connaught Biosciences, Ciba Geigy et Chiron mettent deux conditions au succès de leur tentative de rachat : l'obtention d'un minimum 51 % des parts et, surtout

la proposition de rejeter par les actionnaires de Mérieux.

La direction de Connaught a immédiatement réagi, sans prendre parti pour l'une ou l'autre des offres : « Le conseil d'administration demande instantanément aux actionnaires de ne prendre aucune décision concernant l'acceptation de l'offre de Ciba-Geigy/Chiron avant de connaître l'avis du conseil sur cette OPA », a déclaré la firme dans un communiqué.

Les actionnaires devraient voter le 28 septembre sur le projet de rapprochement avec l'Institut Mérieux défini au premier trimestre (le 15 mars). Il prévoyait la fusion au plan mondial de leurs activités « médecine humaine », regroupées dans une société Mérieux-Connaught NV, basée au Pays-Bas.

IBM étudie son entrée
dans Thomson Digital Image

IBM, le géant américain de l'informatique, étudie actuellement son entrée, à hauteur de 49 %, dans le capital de Thomson Digital Image (TDI), filiale du groupe français Thomson spécialisée dans les systèmes de création d'images de synthèse. TDI, qui a notamment mis au point un logiciel réputé (Explore), a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires, en incluant les activités de production d'images maintenant finalisées au sein d'Ex Machina (66 % TDI, 33 % Institut national de l'audiovisuel). Elle vise un chiffre d'affaires de même ordre cette année, pour la seule activité système.

C'est cette dernière activité qui intéresse IBM, dans le contexte technologique actuel de rapprochement entre informatique et imagerie électronique. Si Thomson oppose un « non comment » à l'idée d'un accord avec IBM, ce dernier admet que « des tests de compatibilité technique » sont entamés, et « qu'une forme de collaboration » est en cours. Basse encore, en effet, à vérifier si les logiciels TDI, conçus pour des machines spécialisées, peuvent s'adapter aux ordinateurs IBM.

Reste enfin à obtenir le feu vert des pouvoirs publics français, après des discussions un peu longues.

Ch. Ch.

été déposé, pour cet investissement qui dépasserait 20 % du capital d'une société française. Pour TDI, devenir associé d'IBM offrirait l'avantage d'un parc considérable, et surtout une crédibilité accrue pour décrocher des marchés étrangers.

M. C. L.

● Nedlloyd commande cinq navires porte-conteneurs à des chantiers japonais. — Le groupe néerlandais Nedlloyd (transports et énergie) a commandé une série de cinq navires porte-conteneurs au consortium japonais Mitsubishi Heavy Industries (MHI), basé à Yokohama. Le commandement, d'une valeur d'environ 1,6 milliard de francs (soit 30 % moins cher que les prix proposés par les chantiers européens), porte sur une série de cinq navires identiques d'une capacité de 3 100 conteneurs chacun, précises Nedlloyd dans un communiqué.

Les cargoes devront être livrés courant 1991 et au plus tard début 1992. Une dizaine de chantiers navals, en Europe et en Asie, étaient en concurrence pour ce contrat, a ajouté un porte-parole du groupe. (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1989

Au cours du premier semestre 1989, le bénéfice net consolidé du groupe Sanofi (avant plus-value hors exploitation) a progressé de 28 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour un chiffre d'affaires en augmentation de 20 % (10 % à structure constante).

Le bénéfice net par action calculé sur un nombre d'actions accru par suite de l'augmentation de capital de décembre 1988, est lui-même en augmentation de 14 %.

RESULTATS CONSOLIDES (en millions de francs)	Premier Semestre 1989	Premier Semestre 1988	Variation
Ventes	8 595	7 152	+ 20,2 %
Marge opérationnelle	930	796	+ 16,8 %
Bénéfice net consolidé	415	323 (1)	+ 28,5 %
Marge brute d'autofinancement	632	494	+ 19,9 %
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	15 789	14 031	+ 12,5 %
Bénéfice net consolidé par action avant plus-value hors exploitation (en F)	26,31	23,05	+ 14,1 %
VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de francs)			
- Santé humaine	4 487	3 898	+ 15,1 %
- Bio-activités	3 617	2 743	+ 28,2 %
- Parfums-Produits de beauté	591	511	+ 15,7 %
	8 595	7 152	+ 20,2 %

(1) Pour 1988, avant une plus-value nette hors exploitation de 211 millions de francs.

L'évolution espérée des derniers mois de l'année devrait permettre de confirmer pour l'exercice 1989 la progression enregistrée durant le premier semestre.

SANOFI SUR MINTEL: 36 16 CLUF

FINANCES

Des banques françaises
participent à la privatisation
du chimiste néerlandais DSMAMSTERDAM
de notre correspondant

A quelques jours de la mise en vente d'une nouvelle portion du capital du groupe chimique d'Etat néerlandais DSM, on a appris de source sûre que le syndicat international de banque garantissant à 100 % la souscription des titres comprendra un syndicat régional français.

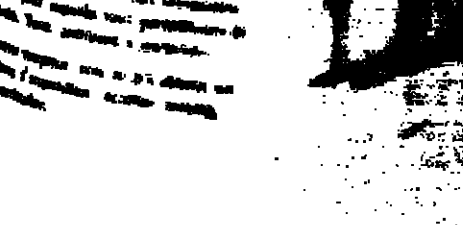
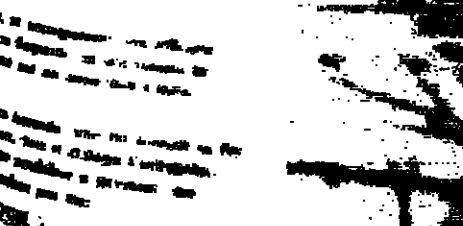
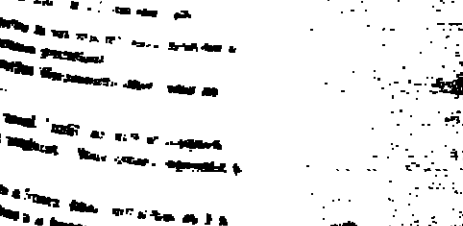
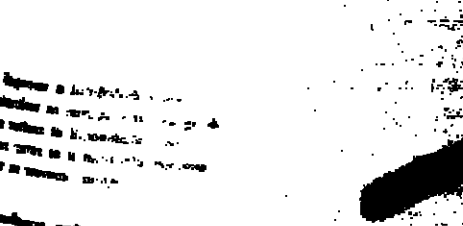
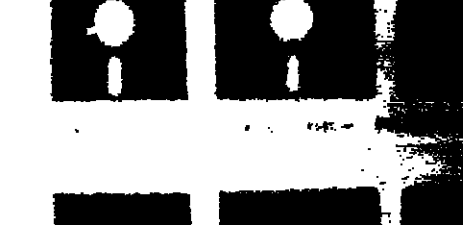
Lors du placement à la fin janvier du premier paquet d'actions (34,3 % du capital), aucun groupe de banques françaises n'avait été constitué. La filiale néerlandaise du Crédit lyonnais et la BNP étaient membres respectivement des syndicats « Pays-Bas » et « reste du monde ». Il en ira différemment cette fois-ci : le déblocage d'une dernière tranche de DSM, qui devrait également porter sur un gros tiers du capital, verra la constitution d'un groupe de banques françaises.

Le chef de file devrait être la BNP, qui est l'un des douze banquiers internationaux de DSM ainsi que son interlocuteur privilégié en France. Selon nos informations l'engagement des français est d'un montant de 150 millions de florins (450 millions de francs). Les titres correspondants seront essentiellement souscrits par des investisseurs institutionnels.

Ch. Ch.

LE

LE CHOIX



LES LOGICIELS

LE CHOIX ET LES CONSEILS AU JUSTE PRIX



BYLINE PARADOX VISIO 4 LOTUS 123 RAPIDFILE AGENDA SAARI PAIE MULTIPLAN STORYBOARD+ WORKS MAC WORD JUNIOR GRAPH IN THE BOX REFLEX MAC



VENTURA NANTUCKET KX-MAIL DBASE IV DAC EASY WORD CHART 3 SARGON 3 FREELANCE PLUS WINDOWS ALBUM AB C L L B REFLEX DOS GRAPHIX TOOLBOX



SPRINT WORDSTAR SYBEL DBASE MAC STAR TREK OMNIS-QUARTZ FRAMEWORK III CIEL GESTION SYMPHONY EXCELL NORTON PCTOOLS TURBO PASCAL



WRITING ASSISTANT MULTIPLAN MAC VISIO ASSISTANT OPEN ACCESS AIX PS/2 HTPM LOTUS JAZZ MAC JAVELIN DAC EASY LIGHT SIDEKICK MAGELLAN OS/2



TURBO C CIEL IMMOBILISATION SAARI COMPTA MAJOR HAL WORKS WORD PERFECT TEXTOR FALCON FOXBASE



WORD 5 TITUS



X-WINDOWS JETFORM DHG4 PAGEMAKER DEIA! OUTLINE CONCURRENT DOS 386 2.0 GEM ALWAYS IN A VISION HYPER TEXTE IMPRESS TELEJET IPRINT FILER 2

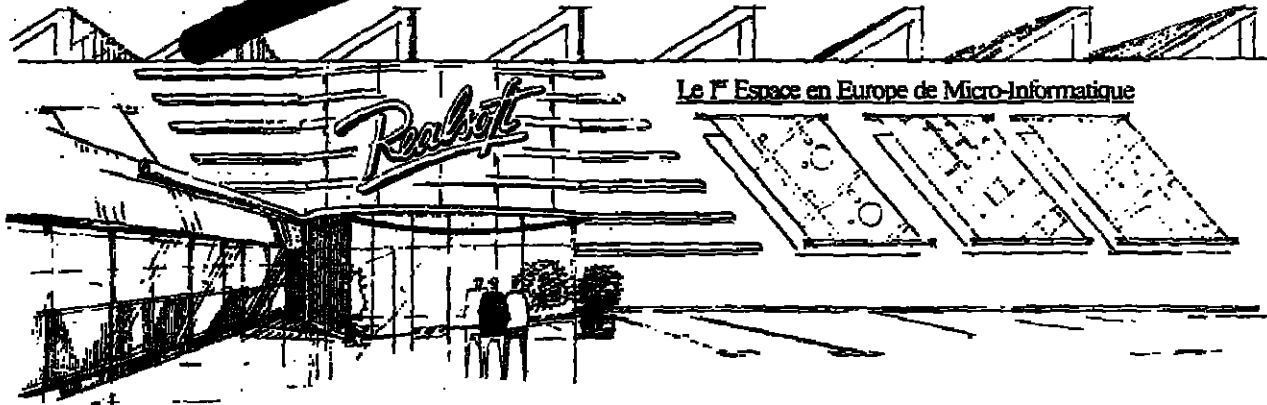


FAST BACK PLUS OPUS ONE CRAZY CARS GRAPH PLUS SOLUTION LASER WINSPEEN FLIGHT SIMULAOE MAC TELL FULL IMPACT ASSIMIL ELECARTS INFOGRAMES ETC...

OUVERTURE
19 SEPTEMBRE
A VELIZY

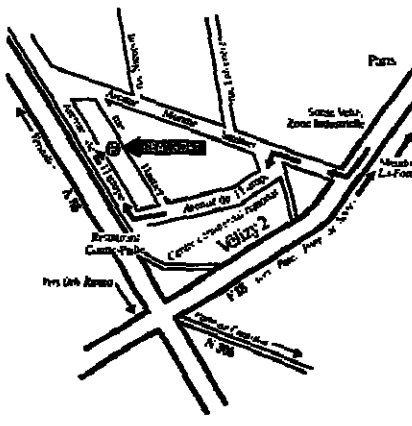
Le 1^{er} Espace en Europe de Micro-Informatique

Realsoft



32/36, av. de l'Europe, 78140 Velizy - 3614 Code Realsoft - Tél. 39 46 71 19

COMMENT VENIR CHEZ REALSOFT
De Paris
Par la Seine-Normandie - Pont de St. Denis, F 18
Sortir à droite, suivre la route commerciale, tourner tout de suite
à droite, suivre les flèches Realsoft



Par la Seine-Normandie - Pont de St. Denis, F 18
Sortir à droite, suivre la route commerciale, tourner tout de suite
à droite, suivre les flèches Realsoft
RER: ligne C Gare Châteaufort - Velizy / 685
Métro: arrêt à Velizy sur la ligne 13

HOW TO USE REALSOFT. Depuis la distribution micro-informatique, c'est standardiser les services, c'est élargir le choix, c'est introduire les notions de disponibilité, c'est innover et redéfinir les cartes de la micro-informatique traditionnelle, c'est créer un nouveau concept. C'est REALSOFT.

FORMATION. Dans les meilleures conditions (1 micro par stagiaire...), toutes les solutions: base-entreprise (150 F/jour), auto-formation (250 F la 1/2 journée), etc.

"PRET A PORTER". L'expertise de nos équipes nous autorise à la standardisation de certaines prestations: installation initiale, maintenance télécommunication, mise au point d'un logiciel, etc.

"SER RESOURC". Pour le conseil, l'aide, les tests et supports techniques, les réseaux complexes... Nous sommes à votre disposition.

MAINTENANCE. Sur toute la France, délai contractuel de 8 h ouvrées, prêt d'un système et le dépannage dégressif 24 h ouvrées. Forfait annuel, Assurance (vol, incendie, foudre), Formules personnalisées.

HOT LINE. Une question, un renseignement, une difficulté technique ou une aide au diagnostic: un seul numéro de téléphone et un spécialiste sera son service à votre disposition.

FORUMS. Conçois votre entreprise: leur des produits et des concepts, les services, les clients et stratégies d'entreprise. Pour les dirigeants, pour améliorer le personnel, des ateliers conçus et réalisés pour vous.

DÉVELOPPEMENT SPÉCIALISÉ. Si ce service ne pouvait être rendu dans le cadre de "Ser Master", nous vous présentons une 328 copieuse REALSOFT pour répondre aux exigences de flexibilité et de compétitivité. Nous nous engageons à vous servir.

FINANCEMENT. Dans votre magasin, avec accord obtenu sur place, toutes les solutions d'acquisition: location, leasing, crédits entreprises ou particuliers.

BOURSE DU 11 SEPTEMBRE

[illegible]

Comptant (selection)										SICAV (selection)										11/9	
VALEURS		% du com.	% de change	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Evolution	Rachet	VALEURS		Evolution	Rachet	11/9	
														Frais incl.	net			Frais incl.	net		
Obligations																					
Dep. 4.50 % 77		122.00	2.835	C.I. Méditerranée		3000	3000	Hoguard S.A.		80	80	A.A.A.		1112.15	1086.02	Foncia Générale		208.45	207.91	177.61	174.13
S.O. 5 % 79/80		100.00	0.00	Chum 80		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Ardor		2000.00	2024.78	Foncia Indus. State		115.05	112.18	711.96	691.22
S.O. 5 % 80/81		100.00	0.00	Chum 81		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action France		500.00	507.01	Foncia Invest.		475.82	464.31	203.40	202.22
S.O. 5 % 81/82		100.00	0.00	Chum 82		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 82/83		100.00	0.00	Chum 83		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 83/84		100.00	0.00	Chum 84		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 84/85		100.00	0.00	Chum 85		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 85/86		100.00	0.00	Chum 86		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 86/87		100.00	0.00	Chum 87		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 87/88		100.00	0.00	Chum 88		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 88/89		100.00	0.00	Chum 89		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 89/90		100.00	0.00	Chum 90		2000	2000	Méditerranée Ind.		457	457	Action Industrielle		500.00	507.01	Foncia Obligat.		401.67	401.67	700.01	778.05
S.O. 5 % 90																					

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Resignments :

45-55-91-82, page 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 La lutte contre la drogue dans le monde. 3 Les réactions après l'écrou des réfugiés est-allemands. 4 La formation du gouvernement polonais. 5 Algérie : le choix des ministres de M. Mouloud Hamrouche.	6 La préparation du congrès du PS. 7 Le système universitaire d'état du Parti radical. 8 Le rapport au premier ministre de M. Michel Prada sur la Corse. 9 La préparation des élections sénatoriales.	9 La responsabilité des collaborateurs dans les déportations des juifs. 10 Le « Beau Serge » devant la cour d'assises de Paris. 10 Questions autour du carnal d'Auschwitz et du camp de concentration.	11 Gilberto Gil à l'Olympia. 12 Francis Cabrel au Zénith. 12 Un colloque sur la Bibliothèque de France. 14 Le Festival du cinéma de Toronto. 14 COMMUNICATION : la nomination des directeurs des chaînes publiques.	23 Poursuite de la grève chez Peugeot à Mulhouse. 24 Bruxelles, objet de spéculations boursières. 28-27 Marchés financiers.	Abonnements... 22 Campus... 22 Carnet... 22 Météorologie... 16 Mots croisés... 16 Radio-Télévision... 16 Spectacles... 16	Tout sur la Bourse 3615 tapes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde 3615 tapes LM

LIBAN : la reprise des travaux du triumvirat arabe

La France et l'URSS participeraient à la supervision du cessez-le-feu

M. François Scheer, secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, a exprimé lundi 11 septembre à son départ de Rabat pour Paris la « satisfaction de la France » après la décision du comité tripartite arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) chargé du Liban de reprendre mercredi ses travaux à Djeddah. M. Scheer achevait à Rabat sa tournée des capitales concernées par le conflit libanais, visant selon lui à « confirmer le sens de l'action diplomatique » de la France à l'égard du Liban.

BEYROUTH
de notre correspondant

Dans les deux camps ennemis à Beyrouth, on est d'accord pour considérer que le triumvirat arabe va s'atteler à la tâche d'instaurer une trêve solide comprenant la levée du blocus du réduit chrétien, en permettant le travail qualifié de « très sérieux » déjà effectué par les émissaires français et soviétiques.

Le plan arabe comporterait un organisme de contrôle du cessez-le-feu et d'embargo sur les armes, condition exigée par Damas pour lever le blocus du réduit chrétien. Cet organisme refléterait en partie

les efforts récemment déployés par l'URSS dans le but de considérer la trêve et d'apaiser une situation qui n'a cessé d'empirer depuis six mois au Liban. Il est, en effet, question de la participation de ces deux pays à une commission de supervision de la trêve et de l'embargo sur les armes, qui opérerait sous la bannière des Nations unies.

Les Français seraient chargés de l'opération dans le réduit chrétien et les Soviétiques dans les territoires sous contrôle syrien. Les trois pays du triumvirat fourniraient cependant le gros des effectifs des casques bleus, éventuellement avec la contribution d'autres pays.

Cette commission opérerait non seulement le long des lignes de démarcation, mais également dans les ports et sur l'ensemble du littoral, en particulier du réduit chrétien, ainsi que le long de la frontière libano-égyptienne. Les difficultés qui attendraient ce nouvel organisme, s'il était constitué, ne doivent pas être minimisées. Mais on fait valoir que les ténors du monde arabe n'ont pas l'intention de s'engager à la légère. Il semble également que Moscou a pesé lourdement dans la balance, l'éventuelle présence d'observateurs serait, en effet, difficilement conciliable pour la Syrie et ses alliés.

LUCIEN GEORGE.

La visite de M. Arafat au Caire relance le plan de paix de M. Mubarak

La visite de M. Yasser Arafat au Caire, où il est arrivé lundi 11 septembre, a relancé le plan de paix en dix points proposé récemment par le président Mubarak. La veille, un membre du comité exécutif de l'O.L.P., M. Mahmoud Abbas (Abou Mazen), s'était déclaré favorable à l'initiative du chef de l'État égyptien en mettant l'accent sur « la coordination permanente de l'action de l'Égypte et de l'O.L.P. sur la scène internationale ».

L'agence égyptienne Mena a publié à cette occasion les dix points de ce plan qui prévoit :

— un engagement de la part d'Israël à accepter les résultats des élections dans les territoires occupés ;

— le démantèlement des opérations de vote sous la supervision d'observateurs internationaux ;

— une sorte d'immunité pour les élus palestiniens pour les mettre à l'abri de toute poursuite judiciaire ;

— le retrait préalable des forces israéliennes des secteurs dans lesquels se dérouleront les opérations de vote ;

— un engagement israélien à entamer des pourparlers sur un règlement définitif, dans un délai de trois ou cinq ans, qui sera fixé d'un commun accord et sera considéré comme une période transitoire ;

— la suspension des activités d'implantation israéliennes ;

— une liberté totale d'expression pour les candidats ;

— l'interdiction aux ressortissants israéliens d'accéder dans les territoires occupés le jour des élections ;

— la participation des Palestiniens du secteur est de Jérusalem aux élections ;

— l'acceptation par Israël du principe de « l'échange des territoires contre la paix », comme faisant partie intégrante de tout règlement définitif.

Lundi, M. Shimon Peres, le vice-président du conseil israélien et le chef du Parti travailliste, a salué la proposition de M. Mubarak en affirmant qu'elle pouvait servir de base à des négociations avec des Palestiniens. « Si une délégation palestinienne se présente avec ces dix points, à-t-il dit, nous viendrons de notre côté avec notre initiative de paix et nous pourrions entamer une négociation ». Il a été contredit par le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, qui a réitéré son opposition à toute discussion de plan de M. Mubarak en soulignant qu'Israël maintenait son initiative de paix, « sans rajout et sans rien y soustraire » et n'était tenu « que par l'initiative approuvée par le cabinet et le Parlement de Jérusalem ».

M. Avi Pazner, le porte-parole de la présidence du conseil à Jérusalem, a pour sa part précisé qu'il fallait que « l'Égypte accepte en principe notre initiative de paix et que nous ayons un partenaire arabe et un partenaire palestinien avant de commencer l'étude des détails de l'extension de notre plan », en ajoutant : « Les dix points égyptiens ne font pas partie de notre initiative et constituent en fait un autre plan de paix. » — (AFP.)

Sur le vif

Huissiers... de bonheur

Il y a des moments, les gens ! Faut toujours qu'ils fassent les inévitables. Ils se plaignent, ils rouspètent, ils méritent mieux, ils méritent plus. Ils savent pas quoi inventer pour attirer l'attention des pouvoirs publics. Lettres anonymes, signées : Un gendarme qui vous veut pas de mal. Lâcher de poulx plaie de la Concorde par des flics interdits de manif... Même les pompes y vont de leur pin-pom. On les traite pas comme on devrait. Moi, je leur donne raison. S'ils se sentent dévalorisés, les pauvres, va falloir les valoriser vite fait.

En revanche, là où ça risque de coïncider, c'est du côté des huissiers, pas les huissiers à chaîne chargée d'ouvrir et de fermer les portes des bureaux ministériels, les huissiers de justice venus enfoncer la nôtre, de porte, sous prétexte qu'on a pas payé la traite du frigo. Eux, ça risque pas de leur arriver, nous. C'est pas des fonctionnaires, c'est plutôt le genre notaire. Question pognon... ça va.

Et voilà qu'il y a deux mois, trois mois ils ont été pris d'un horrible doute, ils en dormaient plus la nuit : est-ce que, par hasard, on les aimait pas ?

CLAUDE SARRAUTE.

La cérémonie à la mémoire d'Hubert Beuve-Méry

« Dès notre première rencontre, Hubert Beuve-Méry m'est apparu comme l'homme de la confiance du cœur... ». La fondation du Monde éveille un étonnement, passionné de découvrir le secret des sociétés contemporaines, il portait en lui une vision mystique de l'être humain. Il savait l'être humain habité à la fois par la fragilité et le rayonnement, par l'abîme et la plénitude. On ne s'étonne pas qu'à ses yeux, comme il me l'écrivait, la vie humaine fût à la fois désolée et sublime... Il était possible d'entrevoir une flamme qui, en lui, défilait ce qui était silencieux. C'est en ces termes que Frère Roger, prêtre de Taizé, a évoqué, lundi 11 septembre, la mémoire d'Hubert Beuve-Méry, décédé le 6 août, lors d'une messe célébrée en l'église Saint-Merri à Paris par le curé de la paroisse, le Père Antoine Delzant.

Cette cérémonie, voulue par la direction du Monde comme un moment d'ami et de recueillement, a réuni, en présence de la famille d'Hubert Beuve-Méry, de nombreux amis, collaborateurs anciens et actuels du journal, personnalités auxquelles était venue se joindre M^{me} Catherine Tassa, ministre de la communication.

(Le Monde publiera ultérieurement le texte intégral de Frère Roger.)

M. Hans Tietmeyer va entrer au directoire de la Bundesbank

Important changement d'affectation dans la haute administration allemande : à la demande de l'intéressé, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a accepté que le secrétaire d'État aux finances, M. Hans Tietmeyer (un titre qui souligne le caractère politique du plus haut poste hiérarchique de l'administration correspondante) quitte ses fonctions à la fin de l'année pour rejoindre le directoire de la Banque fédérale allemande (Deutsche Bundesbank). M. Tietmeyer y succédera à M. Leonhard Gleake, âgé de soixante-huit ans, qui s'y occupait des questions internationales, dont la coopération monétaire au sein du Système monétaire européen (SME).

Si la politique économique et financière de la République fédérale, bien qu'elle ait avec le temps beaucoup abandonné de l'orthodoxie de ses origines (mais cela n'était-il pas l'évolution la plus probable de l'économie sociale de marché ?), pourrait bien encore aujourd'hui présenter un petit plus — en termes de résultats globaux, et aussi de cohérence — par rapport à celle de ses principaux partenaires, dont la France et la Grande-Bretagne, elle le doit à des hommes comme M. Tietmeyer. Participant cette année à un colloque franco-allemand organisé à Paris par l'économiste William François, le secrétaire d'État définissait ainsi la politique financière menée par le gouvernement du chancelier Kohl depuis 1982 et dont il a été un des principaux artisans : « Permettez sur la longue durée mais souplesse, mesurée, d'adaptation aux développements de la situation économique d'ensemble ».

Né en Westphalie en 1931, Hans Tietmeyer put recevoir à l'université (Münster, Bonn et Cologne) l'enseignement de plusieurs maîtres inspirateurs du programme d'économie sociale de marché systématiquement mis en œuvre après la radicale réforme monétaire de juin 1948 par Ludwig Erhard. Parmi eux, le professeur Alfred Müller-Armack qui occupa aussi, au ministère de l'économie, des fonctions officielles auxquelles Hans Tietmeyer devait, par la suite lui succéder (jusqu'en 1982).

C'est un homme éprouvé d'action et de grande expérience qui va, une fois que sa nomination aura été signée par le président de la République, entrer au directoire de la Bundesbank : il fut aussi le collaborateur de M. Karl Schiller — le plus libéral des ministres de la SPD (parti socialiste) — à un moment où celui-ci prenait en mai 1971 la décision historique de laisser flotter le dollar. C'était alors, en acte non en parole, la plus grande manifestation d'indépendance possible (à laquelle M. Schiller avait demandé à la France de s'associer) par rapport à la monnaie américaine et la mesure la plus propre à neutraliser l'inflation importée d'Amérique.

PAUL FABRA.

M. Dumas à Madrid...

Madrid (AFP). — Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a fait, lundi 11 septembre, un voyage-éclair à Madrid pour, notamment, évoquer le dossier de l'union économique et monétaire des États de la Communauté européenne avec son collègue espagnol, M. Ordóñez.

Les deux ministres ont évoqué les perspectives créées par la présidence française de la Communauté européenne et l'organisation du sommet franco-espagnol qui doit avoir lieu les 23 et 24 octobre en Espagne, probablement à Séville. M. Dumas a également précisé le projet de conférence intergouvernementale sur l'avenir monétaire de l'Europe communautaire.

...et M. Mitterrand à Lisbonne, le 19 septembre

Le président Mitterrand se rendra le mardi 19 septembre à Lisbonne dans le cadre de la tournée des capitales de la CEE qu'il a engagée en sa qualité de président en exercice de la Communauté, a-t-on appris lundi à Paris.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 septembre Baisse

Troisième séance consécutive de baisse à la Bourse de Paris, durant laquelle l'indice instantané perdait 0,24 % en fin de matinée. Parmi les reculs les plus importants de la journée, figuraient le CSE (- 7,7 %), après 150 millions de pertes au premier semestre, Legrand (- 4,7 %) et Fichtel Bauche (- 3,1 %). En hausse on notait OCF TP (+ 3,3 %), SAT (+ 2,5 %) et Ecco (+ 2,2 %).

LIEU-DIT atelier floral

Sur un coup de cœur
Sur un coup de fil
Nos bouquets de fleurs
des champs... et de ville

à l'atelier ou sur commande
21, avenue du Maine
75015 Paris
Tél. : 42.22.25.94

EN BREF

● Visite de M. Mitterrand à Chartres (Eure-et-Loir). — M. François Mitterrand a visité lundi 11 septembre à Chartres l'exposition Soutine, peintre biélorusse du XX^e siècle. Le président de la République s'est également rendu à la cathédrale de Chartres et au centre international du vitrail (CIV).

● Greg LaMond chez « Z ». — L'Américain Greg LaMond, champion du monde et vainqueur du Tour de France cycliste, défendra les couleurs de « Z » (le Monde du 9 septembre). Le contrat, d'une durée de trois ans, sera signé mercredi 13 septembre à Paris. L'entreprise de Saint-Chamond (Loire), qui fabrique des vêtements pour enfants, a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires de 800 millions de francs. Pour obtenir la signature du champion américain, M. Roger Zanier, PDG de cette société, a dû déposer dans une banque américaine un chèque de caution de 35 millions de francs correspondant aux salaires que Greg LaMond devrait percevoir pour ses trois ans de contrat.

Le numéro de « Monde » daté 12 septembre 1989 a été tiré à 552 637 exemplaires

LA MESURE AU PRIX DU PRÊT-A-PORTER DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F
PANTALONS 850 F VESTONS 1 400 F
3 000 tissus
Luxeuses et draperies anglaises

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

MACINTOSH PLUS

10900F HT !

1 Mo de mémoire centrale
Lecteur de disquette 800 K

Garantie Apple 1 an
+
Garantie KA 1 an
= 2 ans !

KA
chez

l'informatique douce
14, rue Magellan - 75008 Paris
Tél. (1) 47 23 72 00 - Tx 611 869
Ouvert du lundi au vendredi.

A B C D E F G

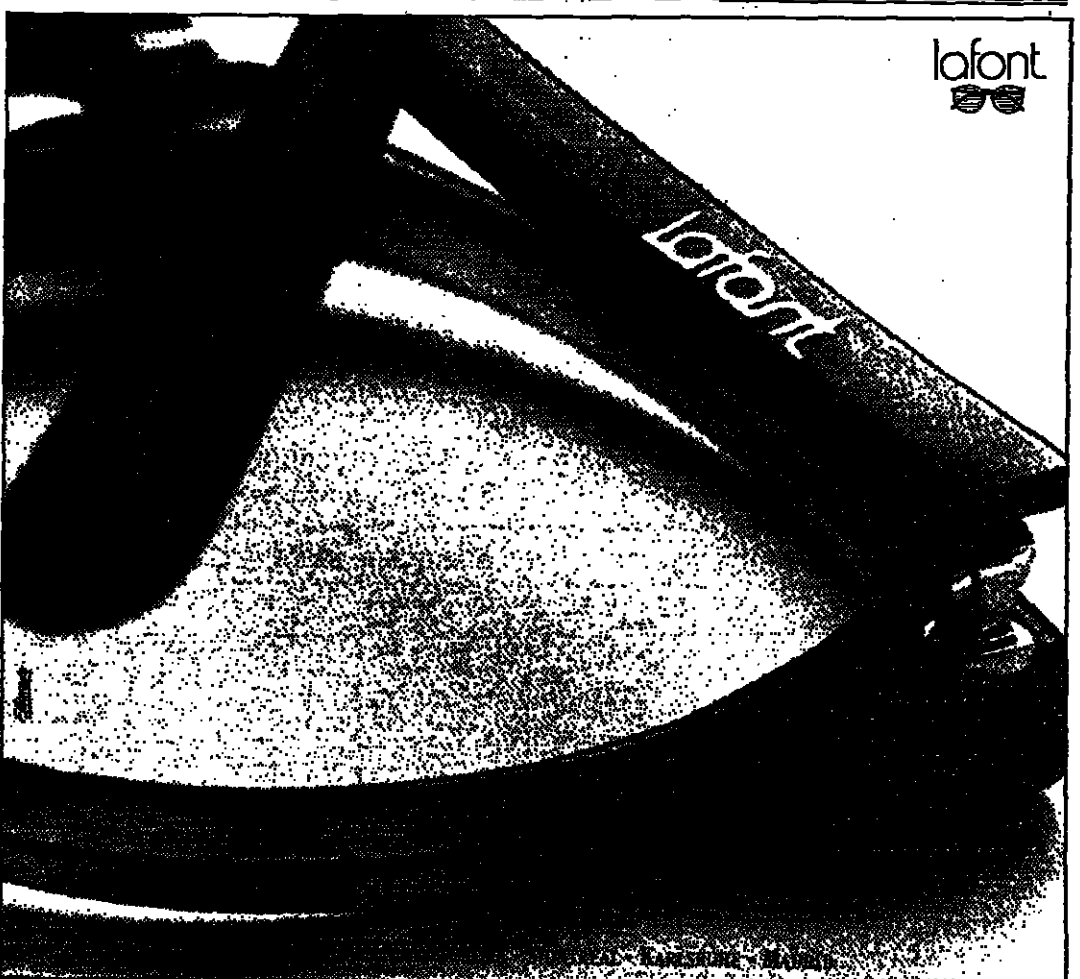
GLOBE
DE SEPTEMBRE

PSYCHANALYSE
10 MILLIONS DE FRANÇAIS SONT PRÊTS À S'ALLONGER

MARRAKECH EN CONCORDE
10-12 nov. 1989

Documentation et inscription :
AIRCOR
93, rue de Monceau
75008 Paris
Tél. : 45-22-36-46
Téléc. : 64-37-50 F

LC 176001



مكتبة ابن النضر